

dollar recommandé à s'affaiblir

Important déficit de la balance commerciale française en janvier

(LIRE PAGE 26)

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1,60 F

Algérie, 1,30 DA; Maroc, 1,50 DFL; Tunisie, 1,20 m.; Afrique du Sud, 1 DM; Autriche, 12 sch.; Belgique, 13 fr.; Canada, 5 0,75; Danemark, 3,50 kr.; Finlande, 20 mark; France, 1 franc; Grèce, 1 drachme; 25 dr.; Irlande, 20 ré.; Italie, 250 L. L. Lire, 200 p.; Luxembourg, 12 fr.; Norvège, 3 kr.; Pays-Bas, 1,25 fl.; Portugal, 17 esc.; Suisse, 2,00 fr.; Suisse, 1 franc U.S.A., 25 cent; Venezuela, 10 mil.

Tarif des abonnements page 24

S. EURE DES ÉTAIERS
75427 PARIS - CEDEX 09
C.G.P. 6207-23 Paris
Téléx Paris n° 650572
TEL : 246-72-23

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

L'AUTONOMIE DES BASQUES ESPAGNOLES

Après la Catalogne, le Pays basque dispose désormais d'un gouvernement autonome. Le Conseil général institué le vendredi 17 février à Vitoria comprend quinze membres, désignés par les représentants des partis politiques proportionnellement aux résultats qu'ils avaient obtenu aux législatives du 5 juillet : cinq socialistes, cinq nationalistes basques, trois communistes, un membre de la coalition extrême-gauche Euskadiko Ezkerra et un indépendant. Les noms de la plupart des conseillers étaient déjà connus. L'événement du 17 février est donc suivi de la désignation, comme président, de M. Ramon Rubial, une figure historique du socialisme espagnol, préféré d'extrême gauche à ses pairs à l'homme fort du parti nationaliste, M. Juan Aznar.

Il serait plus exact de parler de « gouvernement pré-autonome » : la tâche essentielle du Conseil général sera en effet de préparer le statut d'autonomie du Pays basque. Cet organe très provisoire devra être renouvelé après les élections municipales de 1979. Pourtant, sa simple existence montre qu'un point supplémentaire a été marqué par les Basques dans leur quête immémoriale de l'autonomie.

Trois des quatre provinces basques espagnoles sont représentées au sein du Conseil : la Biscaye, le Guipuscoa et l'Alava. La Navarre, qui pose à tous égards un problème particulier, décidera, ou non, de s'y intégrer après les municipales et le renouvellement de ses propres institutions régionales.

Bien que ni leurs poids économiques ni leurs populations respectives ne se puissent comparer, les trois provinces entrent à égalité dans le nouvel exécutif : chacune y est représentée par cinq conseillers. Charune aura un droit de veto sur les décisions qui l'intéressent.

Dans le même esprit démocratique, les dirigeants basques ont déjà affirmé que le pouvoir serait exercé chez eux de façon collégiale, c'est-à-dire par le Conseil tout entier et non par son président. Ils ont ainsi le sentiment d'avoir adopté une forme de représentation et un type de gouvernement supérieurs à ce qui existe en Catalogne, où la Généralité est dirigée par le très préférentiel M. Josep Tarradellas.

Sur un point au moins, le Conseil ressemble à la Généralité : il devra se battre pour arracher des pouvoirs, et en particulier obtenir de Madrid l'autonomie fiscale dont la Biscaye et le Guipuscoa bénéficiaient avant l'arrivée de Franco.

Pourtant, la création du Conseil général ne suffira certainement pas à désarmer les griffillons de l'ETA : ils ont déjà fait savoir que, pour abandonner la lutte armée, ils devraient obtenir des satisfactions excédant de beaucoup la constitution d'un pouvoir régional. Amnistie totale (y compris pour les auteurs de crimes commis ces derniers mois), « expulsion » du Pays basque des forces de police espagnoles, reconnaissance de la « souveraineté nationale », autrement dit du droit à l'indépendance des Basques : les exigences de l'ETA témoignent d'un jusqu'au-boutisme pour le moins inquiétant. Mais, si le gouvernement autonome travaille bien et vite, il pourra enlever à la Biscaille la conservatrice et populaire dont elle bénéfice encore en dépit du déclin de son prestige. C'est en tout cas ce que M. Adolfo Suarez espère, et avec lui la quasi-totalité des parlementaires basques.

(LIRE nos informations page 5.)

Ancien ministre égyptien

M. YOUSSEF SEBAI VICTIME D'UN ATTENTAT À CHYPRE

(LIRE PAGE 26.)

Les débats politiques et économiques en Chine

L'Assemblée va nommer des dirigeants et approuver le programme de modernisation

Une session plénière du comité central du parti communiste chinois se réunit sous le point de vue de Pékin, sinon déjà en cours. Ce « plenum » est chargé d'approuver les documents présentés à l'approbation de la cinquième Assemblée nationale populaire où la réunion paraît immédiate.

Fixé au mois d'octobre dernier, l'ordre du jour de cette Assemblée comprend notamment la révision de la Constitution et des nominations ou mutations aux postes de direction de

l'Etat et du gouvernement. Il est probable que le fonctionnement des institutions chinoises ne sera pas profondément modifié par la révision de la Loi fondamentale. En revanche, les mutations dans les attributions des principaux dirigeants permettront de fixer avec plus de précision les rôles respectifs de MM. Huu Kuo-fang et Teng Hsiao-ping.

L'Assemblée devrait aussi débattre des objectifs économiques de la Chine et des moyens de les réaliser.

De notre correspondant

peuple provincial. Les chiffres varient d'une province à l'autre, mais des ordres de grandeur se dégagent néanmoins :

— Augmentation accélérée de certaines cultures industrielles, notamment par exemple :

— Intensification des travaux d'infrastructures agricoles et d'amélioration des terres (le Kirin se propose de disposer de près de 200 000 kilos d'engrais chimiques par hectare en 1985).

— Accroissement de la production agricole de 5 à 8 % par an suivant les régions pendant les trois prochaines années et à un rythme

ou parfois moins rapide pendant les années suivantes :

— Développement accéléré de certaines cultures industrielles, notamment par exemple :

— Intensification des travaux d'infrastructures agricoles et d'amélioration des terres (le Kirin se propose de disposer de près de 200 000 kilos d'engrais chimiques par hectare en 1985).

ALAIN JACOB.

(LIRE la suite page 3.)

L'Éthiopie en voie de « normalisation »

M. David Aaron, assistant de M. Brezinski, conseiller du président Carter pour les questions de sécurité nationale, est arrivé, vendredi 17 février, à Addis-Abeba, pour tenter d'améliorer les relations entre les Etats-Unis et l'Ethiopie et « promouvoir un règlement pacifique du conflit somalo-éthiopien ». M. Ken Brown, porte-parole du Département d'Etat, a déclaré qu'il était nécessaire « d'élèver le niveau du dialogue » entre les deux pays pour lui donner un nouvel élan ; apparaissant, le porte-parole avait affirmé que les Cubains sont mal-

tenant cinq mille en Éthiopie et que ce nombre s'accroît « rapidement ».

Le colonel Mengistu Haile Mariam, chef de l'Etat éthiopien, a déclaré, en s'adressant à M. Aaron, que les grandes puissances ont le devoir de soutenir toutes les victimes d'agression et d'exiger le retrait des forces somaliennes entrées en Éthiopie.

La mission de M. Aaron témoigne de l'inquiétude de Washington devant l'influence croissante du F.R.S.S. en Éthiopie, que décrit notre envoyé spécial Jean-Claude Guillebaud, dont l'article a été transmis à partir de Djibouti.

D'autre part, et leur allié éthiopien

tenant cinq mille en Éthiopie et que ce nombre s'accroît « rapidement ».

Le colonel Mengistu Haile Mariam, chef de l'Etat éthiopien, a déclaré, en s'adressant à M. Aaron, que les grandes puissances ont le devoir de soutenir toutes les victimes d'agression et d'exiger le retrait des forces somaliennes entrées en Éthiopie.

La mission de M. Aaron témoigne de l'inquiétude de Washington devant l'influence croissante du F.R.S.S. en Éthiopie, que décrit notre envoyé spécial Jean-Claude Guillebaud, dont l'article a été transmis à partir de Djibouti.

Le colonel Mengistu Haile Mariam, chef de l'Etat éthiopien, a déclaré, en s'adressant à M. Aaron, que les grandes puissances ont le devoir de soutenir toutes les victimes d'agression et d'exiger le retrait des forces somaliennes entrées en Éthiopie.

La question subsidiaire concerne précisément l'analyse que font les deux partis sur les mots : « Les droits démocratiques tout de suite », que revendiquent, par exemple, les clandestins du mouvement socialiste panthiépénien (Meison), signifiant seulement le droit pour le parti de s'organiser, de s'appuyer sur les masses (syndicats, comités de quartier, etc.) avec l'intention de faire élections et accorder une certaine « dynamique rouge » ? C'était, jusqu'à l'été dernier, l'analyse du Meison, avant que ses dirigeants ne rompent avec le Derg. Ces débats

étaient à coup de fusil, sont aujourd'hui exercés par le projet, sans cesse ajourné, de création d'un « parti du prolétariat ». Chaque fraction accepte évidemment le principe d'un tel parti unique, à condition d'être admise dans l'ordre national. Le chef du Derg, le lieutenant-colonel Mengistu Haile Mariam, était, en même temps, secrétaire général du parti clandestin à Sède (la flamme révolutionnaire), à, de toute façon, la quasi-assurance d'en être le futur « patron ».

(LIRE la suite page 4.)

Une « réelle conversion atomique »

M. de Guiringaud a ensuite évoqué « les divergences entre communistes et socialistes en politique étrangère, pas moins que dans les autres domaines », pour conclure : « Je ne crois pas que les deux partis puissent se mettre d'accord sur une politique étrangère. »

Dans la soirée, au cours d'un débat organisé par Europe 1, MM. Couve de Murville et Lecanuet devaient répondre amplement et sans équivoque à leurs adversaires de l'autre bord. Le chef du Derg, le lieutenant-colonel Mengistu Haile Mariam, était, en même temps, secrétaire général du parti clandestin à Sède (la flamme révolutionnaire), à, de toute façon, la quasi-assurance d'en être le futur « patron ».

Même chose à propos de l'adhésion éventuelle de la Grèce, du Portugal et de l'Espagne au Marché commun. M. Kanapa s'y est déclaré « contre », mais a ajouté que M. Jospin, pour le P.C.P., et Jospin pour le P.S. Ils y parviennent à plusieurs reprises à propos notamment de la force de frappe. M. Couve de Murville ayant décerné un brevet de « réelle conversion atomique » au parti communiste alors que, selon lui, « le parti socialiste ne suit pas encore que faire ». Même chose à propos de l'adhésion éventuelle de la Grèce, du Portugal et de l'Espagne au Marché commun. M. Kanapa s'y est déclaré « contre », mais a ajouté que M. Jospin, pour le P.C.P., et Jospin pour le P.S. Ils y parviennent à plusieurs reprises à propos notamment de la force de frappe. M. Couve de Murville ayant décerné un brevet de « réelle conversion atomique » au parti communiste alors que, selon lui, « le parti socialiste ne suit pas encore que faire ».

Même chose à propos de l'adhésion éventuelle de la Grèce, du Portugal et de l'Espagne au Marché commun. M. Kanapa s'y est déclaré « contre », mais a ajouté que M. Jospin, pour le P.C.P., et Jospin pour le P.S. Ils y parviennent à plusieurs reprises à propos notamment de la force de frappe. M. Couve de Murville ayant décerné un brevet de « réelle conversion atomique » au parti communiste alors que, selon lui, « le parti socialiste ne suit pas encore que faire ».

LES ANTENNES DE JÉRICO

Pierre Schaeffer à reculons

Le marginalité, Pierre Schaeffer n'a jamais cessé de s'en réclamer du temps où, maître d'œuvre du service de la recherche, il maniait, aux confins de l'Office, l'ogive de la curiosité, de l'exigence, de la contradiction frondeuse, voire tailladine, au sein d'une équipe d'ingénieurs, de cinéastes et de musiciens chargés de déchiffrer à sa suite, en toute liberté d'invention, l'énigme de la communication.

Sorti désenchanté d'un mois de mai 68 qui, ébranlé tout l'O.R.T.F., le laisse moins que d'autres intact, mis à l'écart sans éligibilité, de l'institut où devait, en principe, se penser après août 1974, l'avenir de notre audiovisuel, l'auteur des « Machines à com-

muniquer », l'inventeur, — avec Pierre Henry — de la musique concrète, a acquis du coup, sans l'avoir vraiment voulu, et certainement pas sans en souffrir, cette marginalité que n'importe tous les exclus de l'institution s'acharnent à lui contester.

Peu courtois — c'est lui qui le dit — des « besognes bancales », il a su prendre de l'altitude pour se consacrer, en partie, à la rédaction de ce qui apparaît aujourd'hui comme le plus vivant, le plus serein et, sans doute, le plus inclassable de ses livres, doté d'un titre apocalytique : « les Antennes de Jéricho ».

(LIRE la suite page 11.)

le numéro 2 de la mensuelle des femmes en mouvements est paru.

en vente dans tous les kiosques et les librairies 6F

(LIRE nos informations page 5.)

Ancien ministre égyptien

M. YOUSSEF SEBAI

VICTIME D'UN ATTENTAT

A CHYPRE

(LIRE PAGE 26.)

idées

CONSTITUTION

Synthèse ou parenthèse

par GEORGES VEDEL

EN indiquant, à Verdun-sur-le-Doubs, quelle serait son attitude au cas où les Français ne feraient pas le « bon choix », le président de la République n'a pas découragé les amateurs de politique-fiction. Mais il a relancé une vieille controverse : celle de l'avenir des institutions. Il ne s'agit pas seulement de se demander ce que, dans l'hypothèse évoquée, ferait les acteurs, mais ce que sera notre régime politique.

Sur ce point, il y a deux écoles. Elles ne sont pas en désaccord sur les prémisses. L'une et l'autre admettent que les institutions dessinées en 1958, infisées en 1962 par l'élection du chef de l'Etat au suffrage universel direct, n'ont pas encore pris leur figure définitive. Jusqu'ici le problème institutionnel véritable a été masqué par la réussite d'un parti. Ce parti est que le chef de l'Etat trouve à l'Assemblée nationale une majorité suffisamment fidèle sinon inconditionnelle pour perpétuer la primauté politique du président recueilli dans la tradition gaullienne et conforté par l'élection populaire. Or, ce parti sera bien perdu un jour, même si ce n'est pas en mars 1978. C'est ce jour-là que se posera vraiment le problème des institutions.

Entre les deux écoles, l'accord va encore plus loin. L'une et l'autre admettent que l'élection à l'Assemblée nationale d'une majorité contre les deux autres et aux vues du président en charge ne ferait pas voler la Constitution en éclats. Au sein de l'une et de l'autre, politiques et juristes croient pouvoir dessiner, au moins approximativement et au prix de compromis, la répartition des pouvoirs entre l'Elysée, Matignon et le Palais-Bourbon.

La souplesse des institutions

Pourtant, une autre opinion, qui a, elle aussi, des racines anciennes, reprend une vigoureuse actualité. Selon ceux qui la professent, la Constitution faites des textes de 1958 et de 1962 ne serait pas voulue de façon nécessaire à basculer vers le régime parlementaire ou vers le régime présidentiel. Notre Constitution a une existence autonome et peut s'appliquer sans coup de pouce dans un sens ou dans l'autre. Si l'on se reporte à des colloques déjà anciens de l'Association française de science politique, on constate que l'idée ne date pas de ces derniers mois. Référant à la conjoncture qui ouvrirait une victoire de l'« opposition », des hommes politiques et des juristes avaient déjà souligné la « souplesse » des institutions et refusé de ne voir dans celles-ci qu'un lever de rideau. Il n'est donc pas étonnant qu'aujourd'hui, envisageant la même hypothèse, il existe une école pour qui l'engagement rééquilibré des pouvoirs qui entraîneraient des élections favorables à la gauche unie ne serait ni transition ni parenthèse. C'est peut-être lui qui, au contraire, donnerait à notre Constitution sa véritable figure.

Pour simplifier, quitte à utiliser une dialectique primaire, on pourrait dire que la IV^e République, avec le régime des députés, a été la thèse et que la pratique politique depuis vingt ans, avec le régime du président, a été l'antithèse : nous voici à la synthèse.

Soutenu depuis longtemps comme on l'a dit, cette vue reprend une force particulière dans les circonstances actuelles. Mais la voile mise en doctrine : le régime envisagé n'est plus le singulier, toujours un peu gênant, d'être *sur-générat* ; il reçoit un nom, le « régime semi-présidentiel » (1). Le voici légitimé. Ce n'est plus un bâton à la douceur naissante ; il appartient à une famille parfaitement respectable de gouvernements démocratiques dont l'Autriche, la Finlande, l'Irlande, l'Islande, sont les membres ; le Portugal vient d'y entrer et, parallèlement en lui son espoir. Sans doute, bien qu'autenthique, le régime semi-présidentiel de Weimar a mal tourné. Mais c'est là un accident qui, comme le dit la vieille à Candide (à propos d'autre chose), ne fait que fortifier sa vertu : « C'est que l'Islande a fait, la France peut le faire. » Tel est le propos.

S'il ne s'appuya que sur ces exemples étrangers, il nous laisserait assez froid. Non pas pour chauvinisme constitutionnel et mépris de la géopolitique. Mais simplement parce que les conditions élémentaires du raisonnement par analogie ne nous semblent pas, dans ces cas, réunies. Il existe, il est vrai, des pays où l'élection du président de la République au suffrage universel, bien que s'accompagnant en général de prérogatives supérieures à

celles du chef d'Etat en régime parlementaire, conduit à un partage équilibré de pouvoirs entre le président qui tient son mandat du peuple et le gouvernement appuyé sur une majorité également issue du suffrage universel. Il est également vrai que l'on est alors dans une situation qui n'est pas celle du régime présidentiel. Notre Constitution n'a pas de caractère autonome et peut s'appliquer sans coup de pouce dans un sens ou dans l'autre. Selon ceux qui la professent, la Constitution faites des textes de 1958 et de 1962 ne serait pas voulue de façon nécessaire à basculer vers le régime parlementaire ou vers le régime présidentiel.

La première école réunit ceux qui pensent que cette situation d'équilibre et de conciliation ne pourrait être que passagère : elle fournit simplement une transition vers un choix qu'il faudra bien un jour se décider à faire, entre régime parlementaire et régime présidentiel. C'est une idée qui n'est certes pas nouvelle. Elle avait été formulée au moment même où fut connu le texte de 1958 ; elle fut repêchée lors de la révision de 1962, qui paraissait accentuer les contradictions entre le principe parlementaire, apparemment dominant en 1958, et le principe présidentiel renforcé par l'élection au suffrage universel ; elle n'a cessé de hanter les esprits. Certes, cette opinion est le résultat de préférences politiques qui lui donnent des colorations variées. Les uns tiennent que le régime parlementaire doit finir par l'emporter, et périodiquement, s'appuient sur l'article 20 de la Constitution. Les autres, persuadés que, nationalisé ou non, le régime parlementaire en France est condamné à l'instabilité, pensent que le choix sera un jour fait en faveur d'un véritable régime présidentiel imposé par la révision de 1962. Mais si ce qu'il y a de commun entre les uns et les autres, c'est la conviction qu'un compromis entre les deux régimes ne peut être que passager. C'est l'école de la « parenthèse ».

Voile... On n'est pas sûr de bien comprendre : au temps du président élu par les notables, l'« orientalisme » tendait déjà, comme le dit la citation faite plus haut, vers le présidentiel, pour peu que le président prenne ses prérogatives « au pied de la lettre en les forçant à peine » ; et voilà que l'élection populaire modifie cette tentation et transfigure le titubant orientalisme en un solide régime semi-présidentiel !

Mais peu importe... Un auteur a toujours le droit de raturer un écrit ancien. L'essentiel des doutes sur la possible existence en France d'un régime semi-présidentiel conforme à la marque déposée est ailleurs. Les contradictions qui sont au cœur du système politique français ne viennent pas d'une situation conflictuelle et permanente qui s'imposeraient aux textes. Ceux-ci en fourraient seulement l'occasion et le cadre. Selon qu'il s'agira du président, bienveillant, têtu ou hostile, qu'elle est cohérente ou flottante ; et selon surtout que son investiture est postérieure ou antérieure à la sième, on se trouve en présence de cas de figure variés commandant des modalités, elles-mêmes très différentes, de fonctionnement des institutions. On nous assure, il est vrai, que le temps des majorités obéissantes est définitivement passé — quel que doive être le sens du scrutin de mars. Admettons-le. Mais il reste un nombre impressionnant d'hypothèses possibles sur la configuration des forces politiques auxquelles le régime semi-présidentiel devrait faire face. Il changera nécessairement de visage à chaque tourant. S'il pouvait exister en France, le régime semi-présidentiel serait en fait non une synthèse du système parlementaire et du système présidentiel, mais une alternance de phases présidentielles et de phases parlementaires — ce qui est tout autre chose.

La démonstration directe, sans appui au comparatisme, de la possibilité en France du régime semi-présidentiel doit retenir davantage l'attention. Elle repose tout entière sur l'idée que l'équilibre, instinctivement perçu comme précaire, entre les pouvoirs et l'autorité d'un président élu au suffrage universel et ceux d'un gouvernement émané d'une majorité parlementaire, peut être stable et tourner à l'habitude.

L'affirmation paraît démentir l'hypothèse évoquée d'un régime semi-présidentiel établi en fait non une synthèse du système parlementaire et du système présidentiel, mais une alternance de phases présidentielles et de phases parlementaires — ce qui est tout autre chose.

Deux écoles

L'on ne serait pas préoccupé de ce mouvement pendulaire, par la fluidité des dispositions constitutionnelles, même si elles devaient être dans l'avenir rigoureusement appliquées. En effet, l'assertion contrarie procéderait de deux ouïe. Le premier est que, souvent, en toute bonne foi, on peut donner deux ou trois interprétations de la même prescription constitutionnelle : comment se prennent les décisions en conseil des ministres ? Quelles sont les attributions respectives et du chef de l'Etat et du premier ministre en matière de défense, de diplomatie ? Ce ne sont là que trois exemples de points d'interrogation auxquels des juristes également scrupuleux et objectifs peuvent légitimement donner des réponses différentes. Sans doute, une décision de justice sur ces problèmes s'imposera à tous. Mais — et c'est là le second ouïe — le Conseil constitutionnel n'a pas une compétence générale à l'égard de tout le contentieux constitutionnel. Il ne peut être saisi que dans des cas bien déterminés, et le passé a montré que, sans jamais faire une responsabilité, la Haute Assemblée a dû assez souvent, par simple res-

pect des textes. Les partis politiques acceptant ou contestant l'urité et les pouvoirs d'une institution selon qu'ils ont ou non réussi à l'investir. Il n'est pas difficile d'imager des hypothèses où la Constitution de 1958 trouverait des défenseurs et des censeurs également inattendus.

Au mieux, le régime semi-présidentiel ne serait que le nom commode donné à la succession de pratiques politiques de « sans contre » étroitement liées à des changements politiques. Mais cet avenir même lui est promis ? On peut en douter fortement.

Pour que le régime semi-présidentiel s'institutionnalise, il faudrait que les forces antagonistes — que l'on suppose aux prises après la révision de 1962 — se résignent définitivement à l'équilibre déficitaire, sinon subtil, qu'il instaurera. Et certes, les deux hommes à qui reviendraient alors éventuellement les responsabilités majeures seraient assez intelligents et assez sages pour aménager, à coup de compromis juridiques, un modus vivendi temporaire qui pourrait recevoir le nom de « semi-présidentiel ». Mais il est difficile de croire que l'un et l'autre (et les troupes engagées dans la mêlée politique) verront dans cet arrangement nécessaire à la paix civile une victoire d'un temps cru, mais d'empêcher que les prérogatives réelles bien que limitées que la Constitution lui reconnaît ne tombent en quenouille. Elle interdit qu'elles ne gisent, comme sous la IV^e République, aux mains du gouvernement ; le président en est la titulaire non seulement nominal, mais réel (4). Ainsi s'expliquerait que nous puissions aujourd'hui passer des équivoques et des incertitudes de l'orientalisme aux clarifications et aux assurances du régime semi-présidentiel.

Voile... On n'est pas sûr de bien comprendre : au temps du président élu par les notables, l'« orientalisme » tendait déjà, comme le dit la citation faite plus haut, vers le présidentiel, pour peu que le président prenne ses prérogatives « au pied de la lettre en les forçant à peine » ; et voilà que l'élection populaire modifie cette tentation et transfigure le titubant orientalisme en un solide régime semi-présidentiel !

On pourra imaginer sans doute que le président nomme un premier ministre et des ministres à sa botte, qu'il les réunisse en conseil sur l'heure pour se faire proposer un référendum.

(1) Maurice Duverger, *Échos au royaume*, C. et G. éditions, Matignon, Le Monde du 25 janvier 1978.

(2) Raymond Aron, *Les Élections de mars et la Ve République*.

(3) Maurice Duverger, *Les Institutions de la Ve République*, Éditions Économiques de science politique, 1978, p. 112.

(4) *Échos au royaume*, pp. 29 et 35.

DEUX PRÉCISIONS

par MAURICE DUVERGER

dans la Constitution

On connaît beaucoup d'erreurs aujourd'hui, dans l'interprétation de la Constitution, en confondant les habitudes engendrées par un certain rapport des forces politiques et les règles posées par le texte, qui subsisteront seules si ce rapport change. La plus grave est celle du premier ministre dans la Constitution, et d'assurer le fonctionnement régulier des pouvoirs publics ?

Nul ne peut sérieusement le prétendre. En 1924, Alexandre Millerand avait ainsi formé le ministère François Marsal ; mais

il était pour lire un message au Parlement, non pour en appeler au peuple contre lui.

Une autre erreur fréquente concerne l'interprétation de l'article 28, qui définit le sens de la procédure régulière de révision constitutionnelle. Une victoire de la gauche permettrait de bloquer toute révision proposée par le président qui ne serait point votée par la nouvelle majorité de l'Assemblée nationale. Par contre, une révision proposée par elle ne serait pas tout à fait impossible. Le blocage éventuel ne pourrait pas venir du chef de l'Etat, puisque des députés ou des sénateurs peuvent présenter une autre proposition de révision et qu'il est obligé de la soumettre à référendum si elle a été votée par chacune des deux Chambres dans les mêmes termes.

Seul le Sénat pourrait bloquer une initiative prise par la nouvelle majorité. Mais rien ne prouve qu'il le ferait, si la révision proposée portait uniquement sur l'article 11 et sur la création d'une Cour suprême, qui sont les deux réformes essentielles prévues par le programme commun. Si l'une et l'autre, des propositions raisonnables pourraient être bien accueillies par la Haute Assemblée. Hors de ce cas, il faudrait se résigner à appliquer les règles d'un telles que la Constitution les fixe aujourd'hui, sans pouvoir les changer.

(1) *Le Monde* du 3 février 1978, page 2.

Assemblée va voter pour approuver le programme de la

Assemblée va voter pour approuver le programme de la

Assemblée va voter pour approuver le programme de la

Assemblée va voter pour approuver le programme de la

Assemblée va voter pour approuver le programme de la

Assemblée va voter pour approuver le programme de la

Assemblée va voter pour approuver le programme de la

Assemblée va voter pour approuver le programme de la

Assemblée va voter pour approuver le programme de la

Assemblée va voter pour approuver le programme de la

Assemblée va voter pour approuver le programme de la

Assemblée va voter pour approuver le programme de la

Assemblée va voter pour approuver le programme de la

Assemblée va voter pour approuver le programme de la

ÉCRIT SUR LE ZINC

DANS tous les scénarios que l'on connaît, le résultat sera de soutenir l'instauration d'une société qui tend à le supprimer. Mais tout cela justement est le défilé d'une théâtre d'ombres.

C'est la découverte plus vite faite par Georges Marchais que par Raymond Barre, que François Mitterrand ne visait pas la conduite du gouvernement mais la place de Valéry Giscard d'Estaing, qui n'avait pas attendu vingt ans pour être le second, mais pour être le premier et qu'il n'était pas acceptable pour le parti communiste de faire ce qu'il n'avait pas attendu vingt ans pour être le premier et qu'il n'était pas acceptable pour le parti communiste d'installer pour sept ans au pouvoir un François Mitterrand qui, maître de l'Elysée pourraient alors, sans risque de la faire éclater, donner au parti socialiste le moyen d'être l'axe, pendant une législature, de toute politique gouvernementale.

Et Georges Marchais a des raisons sérieuses d'avoir un tel jugement. Voyez comme porté par Chirac, Valéry Giscard d'Estaing est arrivé à l'Elysée. Quel combat doit l'administrer pour éliminer le rôles, et qui s'assure au pouvoir quotidien jusqu'à ce qu'il le renvoie.

En second lieu, il y a un langage politique qui surprend et qui est admis par tous les professionnels. Si la gauche l'emporte et propose de changer la société, son échec ne viendra pas de l'insécurité des personnes mais de l'insécurité des pouvoirs aussi nombreux. On touche ici au problème fondamental de l'équilibre des pouvoirs. Mitterrand ou son parti, ou son programme, ou ses deux, doivent être acceptés par les deux forces principales, mais il n'est pas certain que ce soit possible. Il faut essayer de faire échouer le rôles, en empêchant que la gauche, qui a été nommée à la tête de l'Etat, ne devienne le premier ministre pour deux ou trois ans.

On peut apprécier qu'il se modifie à l'avenir. Certains observateurs sont peut-être bons, mais d'autres sont mauvais. On touche ici au problème fondamental de l'équilibre des pouvoirs. Mitterrand ou son parti, ou son programme, ou ses deux, doivent être acceptés par les deux forces principales.

Les politologues ont démontré que la faiblesse actuelle du pouvoir tenait au fait que la présidence était occupée par un représentant de la minorité de la majorité.

Ce serait reconstruire au bénéfice de François Mitterrand la V^e République dans sa force politique que d'accepter que la majorité soit occupée par le représentant de la minorité de la majorité.

Il faudrait de solides alliés à la gauche pour résister à cela.

Il est évident que l'avenir dépendra de la victoire de l'Elysée, mais de l'avenir de la défense, notamment occupée par le maréchal Yannick Chirac.

Le résultat dépendra de l'avenir de la défense, notamment occupée par le maréchal Yannick Chirac.

Le résultat dépendra de l'avenir de la défense, notamment occupée par le maréchal Yannick Chirac.

Le résultat dépendra de l'avenir de la défense, notamment occupée par le maréchal Yannick Chirac.

Le résultat dépendra de l'avenir de la défense, notamment occupée par le maréchal Yannick Chirac.

Le résultat dépendra de l'avenir de la défense, notamment occupée par le maréchal Yannick Chirac.

Le résultat dépendra de l'avenir de la défense, notamment occupée par le maréchal Yannick Chirac.

Le résultat dépendra de l'avenir de la défense, notamment occupée par le maréchal Yannick Chirac.

Le résultat dépendra de l'avenir de la défense, notamment occupée par le maréchal Yannick Chirac.

Le résultat dépendra de l'avenir de la défense, notamment occupée par le maréchal Yannick Chirac.

Le résultat dépendra de l'avenir de la défense, notamment occupée par le maréchal Yannick Chirac.

Le résultat dépendra de l'avenir de la défense, notamment occupée par le maréchal Yannick Chirac.

Le résultat dépendra de l'avenir de la défense, notamment occupée par le maréchal Yannick Chirac.

Le résultat dépendra de l'avenir de la défense, notamment occupée par le maréchal Yannick Chirac.

Le résultat dépendra de l'avenir de la défense, notamment occupée par le maréchal Yannick Chirac.

étranger

DÉBATS POLITIQUES ET CONSTRUCTION ÉCONOMIQUE EN CHINE

L'Assemblée va nommer des dirigeants et approuver le programme de modernisation

(Suite de la première page.)

Indépendamment des grands projets spéciaux dans la sidérurgie, l'industrie chimique, les télécommunications, ces objectifs paraissent marqués par une bonne dose de réalisme. Les taux d'accroissement envisagés ne diffèrent pas profondément, en effet, de ceux qui ont été réalisés, en moyenne, au cours des dix dernières années. Ce peut être un signe de sagesse et de modération. Cela peut aussi être révélateur des difficultés que le régime éprouve à effectuer certains choix d'investissement et qu'il le conduisent à opter pour de prudentes compromises provisoires.

Sur le plan politique, des indications concordantes laissent prévoir que la future Constitution ne sera pas un texte entièrement nouveau mais constituerait seulement un ajustement par rapport à celle de 1954. D'autre part, le regrette, qui avaient espéré que la République populaire se doterait d'une loi fondamentale d'un aspect voisin de celui des Constitutions occidentales et à laquelle les gouvernements auraient obligation de se conformer strictement. On n'en est apparemment pas arrivé. À cette conception du juridisme constitutionnel, il faut sans doute s'attendre à nouveau à un texte d'une autorité juridique relative, se bornant à fixer les grandes lignes du régime et de son fonctionnement. Il est de moins en moins question de rétablir le poste de président de la République qui existait sous la Constitution de 1954, les fonctions de chef de l'Etat devant continuer à être assurées par le président du comité permanent de l'Assemblée nationale populaire (2).

On s'attend, en revanche, au rétablissement d'organes de contrôle ayant mission d'offrir un recours possible aux citoyens victimes d'abus de pouvoir, de déni de justice, etc. Sous la Constitution de 1954, ce rôle était joué par les parquets qui étaient notamment chargés de contrôler le fonctionnement des tribunaux. Leurs attributions avaient été intégralement dévolues aux organes de sécurité par la Constitution de 1975.

Des questions de personnes

Les inconnues les plus graves portent sur les questions de personnes. Le problème le plus délicat est de savoir qui sera nommé à la tête du gouvernement, poste actuellement occupé par M. Hua Kuo-feng qui, étant déjà président du parti, ne devrait pas normalement cumuler plus longtemps ces deux fonctions. Le nom de M. Teng Hsiao-ping est sur toutes les lèvres. Mais, d'une part, le vice-premier ministre est déjà près de ses soixante-quatorze ans, d'autre part, il n'est pas certain qu'une majorité de ses collègues, au sein du bureau politique, envisage sans réticence de le voir rassembler entre ses mains des pouvoirs aussi considérables. On touche ici au problème fondamental de l'équilibre des forces politiques au sein de la direction collective chinoise, d'autant plus difficile à apprécier qu'il se modifie en permanence. Certains observateurs inclinent à penser que le succès du compromis pourrait, là encore, l'emporter au profit d'un personnage « centriste », au moment difficile à identifier. Mais de telles spéculations sont peut-être bon marché, à la fois du dynamisme de M. Teng Hsiao-ping et de la volonté de M. Hua Kuo-feng de ne pas laisser lui échapper une autorité encore intégralement reconnue.

Parmi les autres postes d'importance qui devraient recevoir de nouveaux titulaires figure celui de ministre de la défense, actuellement occupé par le maréchal Yeh Chien-ying (âgé de soixante-dix-neuf ans). Les fonctions de chef d'état-major général et de directeur du département politique général de l'APLF

• Les élites chinoises en Europe. — Le compagnon administratif chinois devrait au cours des prochains mois une nouvelle ligne au départ de Pékin vers la Yougoslavie et la Suisse. Une délégation officielle chinoise conduite par le directeur général adjoint de l'administration de l'aviation civile chinoise (CAAC) vient de quitter Pékin pour une visite officielle en Yougoslavie et en Suisse. Le compagnon chinois a reçu déjà Pékin à Paris via Karachi et Pékin à Tirana en Albanie via Téhéran et Bucarest. — (A.F.P.)

LE MONDE
meilleur journal à la disposition
de ses lecteurs des rubriques
d'annonces immobilières.
Vous y trouverez peut-être
LA MAISON
que vous recherchez.

La renaissance spectaculaire de Tientsin la sinistrée

De notre envoyé spécial

Tientsin. — Dix-huit mois après le tremblement de terre du 28 juillet 1976, Tientsin offre encore l'aspect d'une ville profondément sinistrée. Celle ne se voit pas d'ambles, car le séisme paraît avoir frappé ici, curieusement, par vagues localisées.

La différence de Tangshan, plus proche de l'épicentre et où il ne reste pratiquement plus pierre sur pierre, certains quartiers semblent à première vue n'avoir été qu'à peine affectés.

Sur long de la rue de la Libération, par exemple, aux alentours de l'hôtel Tientsin — ancien Astor, — les lourds immeubles hérités des concessions étrangères du début du siècle n'ont pas bougé. Cependant, une profonde écailler s'élance l'une des ailes de l'hôtel; tout à côté, la base même d'un bâtiment a dû être renforcée.

A quelques centaines de mètres de là à peine, c'est un spectacle de dévastation. D'autre immeuble hérité des concessions occidentales, il ne reste que quelques rangs de pierres au-dessus du sol. Dans les rues de la Paix et de Nankai, des maisons sont réduites à des tas de gravats.

Notre guide est aimable, mais un peu nerveux d'accueillir ici le premier correspondant étranger depuis la catastrophe, et nous n'avons guère la possibilité de nous informer au-delà de ce que nous pouvons voir de nos propres yeux.

Mais cette inégalité dans la répartition géographique des dégâts — dont des réfugiés avaient parlé immédiatement après le séisme — qui commencent tout juste à être habilités.

La réussite est d'autant plus méti-

au-delà du centre de la ville. Les quartiers nord ont été sévèrement touchés. Vers l'est, les dégâts sont moins apparents, mais en poussant plus loin dans la même direction, à une quarantaine de kilomètres, le port de Hailiang paraît avoir sévère-

ment souffert.

Des abris provisoires occupent tous les emplacements libres; les mêmes abris étaient déjà construits à Pékin après le tremblement de terre et renforcés pour l'hiver 1976-1977. Une partie d'entre eux, au moins le long des rues principales, ont été démolis depuis. A Tientsin, les abris ont non seulement été conservés — ce qui a entraîné la

disparition presque complète des trottoirs dans le centre de la ville, — mais la plupart sont occupés. En témoignent les fumées qui s'envolent à l'heure de la préparation des repas, les petits rideaux aux fenêtres et le linge multicolore qui séche sur des fils tendus au-dessus des toits.

La température est largement au-dessous de zéro et les couvertures ne suffisent pas; gourmands, ne peuvent offrir une protection très efficace contre le froid. C'est dans des conditions précaires que vivent encore une partie importante des habitants dont les logements ont été détruits ou sont démolis trop peu sûrs.

Cités nouvelles

Le résultat est d'autant plus méti-

elle qu'elle a été obtenue dans une ville bouleversée, qui connaît ses morts — et à juger par les destructions visibles, les pertes en vies humaines ont inévitablement été lourdes.

Mal la tâche à accomplir reste considérable. Il faut consolider ce qui peut être sauvé ou démolir ce qui est condamné. Mais il est facile de voir par soi-même les dizaines et les dizaines d'immeubles neufs, reconnaissables au rouge vif de leurs briques et à la fraîcheur du ciment, édifiés depuis le tremblement de terre. Il s'agit le plus souvent de bâtiments à cinq ou six étages, de bonne allure, presque toujours pourvus d'une armature de béton leur permettant de résister à d'éventuelles secousses. De véritables petites cités nouvelles se sont ainsi créées dans les quartiers périphériques, qui commencent tout juste à être habilités.

La réussite est d'autant plus méti-

au plus pressé et que, désormais, on ne veut plus mobiliser pour la reconstruction des forces trop nombreuses et indispensables aux tâches de production.

En dépit de tout, au demeurant, une vie presque normale a repris dans Tientsin.

Des jeunes filles en survêtement font leur crois en petit matin au milieu du flot de bicyclettes. Autobus et trolleybus circulent bondés comme dans toutes les villes chinoises. Une flotte de petites voitures Fiat toutes neuves, le plus souvent comblées à ce dejeuner conductrices, a pris possession des rues. La lumière brille dans les magasins dont les enseignes reflètent d'un vernis brillant et c'est tout juste si l'on devine, à la manière dont les gens sont habillés, qu'un sérieux problème de chauffage doit se poser un peu partout.

L'arrivée de visiteurs occidentaux fait un peu sensation à l'hôtel Tientsin où chante une antique robinetterie d'origine britannique, mais dont la salle à manger a été tristement repeinte. Sous le porche, des décosations subsistent qui indiquent que l'endroit a récemment accueilli les délégués d'un congrès local. Est-ce à dire que Tientsin pourrait être bientôt ouvert aux visiteurs étrangers? Des experts occidentaux, qui en ont été chassés par le tremblement de terre, ont récemment appris qu'ils pouvaient, s'ils le désiraient, y reprendre leur poste. Il est doux, néanmoins, que de simples touristes y soient invités avant quelque temps.

ALAIN JACOB

DIPLOMATIE

A. LA CONFÉRENCE DE BELGRADE

Le projet français de document final n'a pas encore permis de débloquer les travaux

M. Philippe Richer, le chef de la délégation française à la conférence de Belgrade, a présenté, vendredi 17 février, le projet français de document final. Ce texte, qui s'efforce de tenir compte des points de vue de tous les participants, devrait, dans l'esprit des dirigeants français, permettre qu'à l'issue de la réunion, se tienne une séance sur un document officiel. L'expression est de M. de Guiringaud, qui l'a utilisée vendredi devant la presse diplomatique.

Les réactions enregistrées à Belgrade à la proposition française ne sont pas encore très nettes, nous téléphonent notre correspondant particulier Paul Yann-

kovich. La plupart des orateurs ont demandé vendredi, un temps de réflexion. Dans les couloirs de la conférence, cependant, les délégués des pays de l'Est ne cachent pas leur préférence pour le texte soviétique, dont une version « améliorée et complète » a été diffusée. Le nouveau document officiel que l'on attend, est toujours pas satisfaisant à ceux qui voudraient voir mentionné clairement les problèmes humanitaires. Certains délégués occidentaux, d'autre part, manifestent un certain agacement devant l'initiative française et auraient voulu que Paris fasse preuve d'une plus grande volonté de concertation.

Le projet français de « document final » — dans la coopération entre les Etats et les peuples,

Les recommandations d'Helsinki, pour faciliter les réunions de familles et les mariages entre ressortissants d'Etats différents, sont précisées: « nous ne devra soutenir « un inconvenient personnel ou familial pour avoir introduit une demande de ce genre », le coût des déplacements fondés sur ces motifs, « y compris celui des documents officiels » devra être réduit « à un niveau raisonnable ». La liberté sera reconnue de se mettre en contact avec la représentation diplomatique ou consulante des Etats participants pour entrer en relation avec des personnes ou des institutions de ces Etats.

2) Les emprunts occidentaux

Il apparaît dans une brève estimation, qui se veut sans complaisance, de l'application des décisions d'Helsinki. Il est dit que l'échange de vues à Belgrade a fait apparaître des opinions différentes quant au degré d'application de l'Acte final — et que les progrès constatés laissent subsister « des insuffisances » et « des obstacles ». Un paragraphe fait explicitement référence au « respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales » qui est « indispensable pour « parvenir à une amélioration sensible des relations mutuelles entre les Etats ». Dans l'énumération de ces droits, figure « le libre exercice de la profession » et « de la pratique d'une religion ou d'une confession », ainsi que le droit des minorités à l'égalité devant la loi. « L'espoir » est exprimé que les Etats participants à l'hiver et aux pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme. Il est indiqué que « les institutions, les organisations et les personnes, tout autant que les gouvernements » jouent « un rôle

En fait, nul ne sait encore comment va se terminer la conférence. Les participants n'ont même pas pu se mettre d'accord sur l'ordre du jour des travaux de la semaine prochaine, les Soviétiques ayant posé comme condition préalable que la réunion se déroulerait vendredi prochain, auquel cas l'ordre du jour sera établi. Une seule séance plénière est maintenant prévue pour le mardi 20 février. Peut-être saura-t-on alors si l'U.R.S.S. est décidée à son compromis comme l'y aurait incité M. Giscard d'Estaing dans un message transmis le 16 février à M. Brejnev — ou si elle est prête à aller jusqu'à la rupture.

et des moyens « d'élargir la diffusion de l'information écrite » (Suisse): l'organisation en 1980 d'une « Année de coopération culturelle » en Europe (Yougoslavie); la recherche de solutions aux problèmes des travailleurs migrants (Espagne) et l'application « dans l'esprit le plus large » des « mesures de confiance » militaires prévues à Helsinki, « en particulier en créant un climat de franchise autour des budgets militaires » (Suède, Autriche). MAURICE DELARUE.

et des moyens « d'élargir la diffusion de l'information écrite » (Suisse): l'organisation en 1980 d'une « Année de coopération culturelle » en Europe (Yougoslavie); la recherche de solutions aux problèmes des travailleurs migrants (Espagne) et l'application « dans l'esprit le plus large » des « mesures de confiance » militaires prévues à Helsinki, « en particulier en créant un climat de franchise autour des budgets militaires » (Suède, Autriche). MAURICE DELARUE.

et des moyens « d'élargir la diffusion de l'information écrite » (Suisse): l'organisation en 1980 d'une « Année de coopération culturelle » en Europe (Yougoslavie); la recherche de solutions aux problèmes des travailleurs migrants (Espagne) et l'application « dans l'esprit le plus large » des « mesures de confiance » militaires prévues à Helsinki, « en particulier en créant un climat de franchise autour des budgets militaires » (Suède, Autriche). MAURICE DELARUE.

et des moyens « d'élargir la diffusion de l'information écrite » (Suisse): l'organisation en 1980 d'une « Année de coopération culturelle » en Europe (Yougoslavie); la recherche de solutions aux problèmes des travailleurs migrants (Espagne) et l'application « dans l'esprit le plus large » des « mesures de confiance » militaires prévues à Helsinki, « en particulier en créant un climat de franchise autour des budgets militaires » (Suède, Autriche). MAURICE DELARUE.

et des moyens « d'élargir la diffusion de l'information écrite » (Suisse): l'organisation en 1980 d'une « Année de coopération culturelle » en Europe (Yougoslavie); la recherche de solutions aux problèmes des travailleurs migrants (Espagne) et l'application « dans l'esprit le plus large » des « mesures de confiance » militaires prévues à Helsinki, « en particulier en créant un climat de franchise autour des budgets militaires » (Suède, Autriche). MAURICE DELARUE.

et des moyens « d'élargir la diffusion de l'information écrite » (Suisse): l'organisation en 1980 d'une « Année de coopération culturelle » en Europe (Yougoslavie); la recherche de solutions aux problèmes des travailleurs migrants (Espagne) et l'application « dans l'esprit le plus large » des « mesures de confiance » militaires prévues à Helsinki, « en particulier en créant un climat de franchise autour des budgets militaires » (Suède, Autriche). MAURICE DELARUE.

et des moyens « d'élargir la diffusion de l'information écrite » (Suisse): l'organisation en 1980 d'une « Année de coopération culturelle » en Europe (Yougoslavie); la recherche de solutions aux problèmes des travailleurs migrants (Espagne) et l'application « dans l'esprit le plus large » des « mesures de confiance » militaires prévues à Helsinki, « en particulier en créant un climat de franchise autour des budgets militaires » (Suède, Autriche). MAURICE DELARUE.

et des moyens « d'élargir la diffusion de l'information écrite » (Suisse): l'organisation en 1980 d'une « Année de coopération culturelle » en Europe (Yougoslavie); la recherche de solutions aux problèmes des travailleurs migrants (Espagne) et l'application « dans l'esprit le plus large » des « mesures de confiance » militaires prévues à Helsinki, « en particulier en créant un climat de franchise autour des budgets militaires » (Suède, Autriche). MAURICE DELARUE.

et des moyens « d'élargir la diffusion de l'information écrite » (Suisse): l'organisation en 1980 d'une « Année de coopération culturelle » en Europe (Yougoslavie); la recherche de solutions aux problèmes des travailleurs migrants (Espagne) et l'application « dans l'esprit le plus large » des « mesures de confiance » militaires prévues à Helsinki, « en particulier en créant un climat de franchise autour des budgets militaires » (Suède, Autriche). MAURICE DELARUE.

et des moyens « d'élargir la diffusion de l'information écrite » (Suisse): l'organisation en 1980 d'une « Année de coopération culturelle » en Europe (Yougoslavie); la recherche de solutions aux problèmes des travailleurs migrants (Espagne) et l'application « dans l'esprit le plus large » des « mesures de confiance » militaires prévues à Helsinki, « en particulier en créant un climat de franchise autour des budgets militaires » (Suède, Autriche). MAURICE DELARUE.

et des moyens « d'élargir la diffusion de l'information écrite » (Suisse): l'organisation en 1980 d'une « Année de coopération culturelle » en Europe (Yougoslavie); la recherche de solutions aux problèmes des travailleurs migrants (Espagne) et l'application « dans l'esprit le plus large » des « mesures de confiance » militaires prévues à Helsinki, « en particulier en créant un climat de franchise autour des budgets militaires » (Suède, Autriche). MAURICE DELARUE.

et des moyens « d'élargir la diffusion de l'information écrite » (Suisse): l'organisation en 1980 d'une « Année de coopération culturelle » en Europe (Yougoslavie); la recherche de solutions aux problèmes des travailleurs migrants (Espagne) et l'application « dans l'esprit le plus large » des « mesures de confiance » militaires prévues à Helsinki, « en particulier en créant un climat de franchise autour des budgets militaires » (Suède, Autriche). MAURICE DELARUE.

et des moyens « d'élargir la diffusion de l'information écrite » (Suisse): l'organisation en 1980 d'une « Année de coopération culturelle » en Europe (Yougoslavie); la recherche de solutions aux problèmes des travailleurs migrants (Espagne) et l'application « dans l'esprit le plus large » des « mesures de confiance » militaires prévues à Helsinki, « en particulier en créant un climat de franchise autour des budgets militaires » (Suède, Autriche). MAURICE DELARUE.

et des moyens « d'élargir la diffusion de l'information écrite » (Suisse): l'organisation en 1980 d'une « Année de coopération culturelle » en Europe (Yougoslavie); la recherche de solutions aux problèmes des travailleurs migrants (Espagne) et l'application « dans l'esprit le plus large » des « mesures de confiance » militaires prévues à Helsinki, « en particulier en créant un climat de franchise autour des budgets militaires » (Suède, Autriche). MAURICE DELARUE.

et des moyens « d'élargir la diffusion de l'information écrite » (Suisse): l'organisation en 1980 d'une « Année de coopération culturelle » en Europe (Yougoslavie); la recherche de solutions aux problèmes des travailleurs migrants (Espagne) et l'application « dans l'esprit le plus large » des « mesures de confiance » militaires prévues à Helsinki, « en particulier en créant un climat de franchise autour des budgets militaires » (Suède, Autriche). MAURICE DELARUE.

et des moyens « d'élargir la diffusion de l'information écrite » (Suisse): l'organisation en 1980 d'une « Année de coopération culturelle » en Europe (Yougoslavie); la recherche de solutions aux problèmes des travailleurs migrants (Espagne) et l'application « dans l'esprit le plus large » des « mesures de confiance » militaires prévues à Helsinki, « en particulier en créant un climat de franchise autour des budgets militaires » (Suède, Autriche). MAURICE DELARUE.

et des moyens « d'élargir la diffusion de l'information

M. Séguy critique vigoureusement le programme chiffré du parti socialiste

Les dirigeants de la C.G.T. viennent à nouveau de critiquer sévèrement le programme du parti socialiste. Selon eux, le chiffrage publié au début de la semaine confirme que le P.S. remet en cause « les revendications essentielles des travailleurs ». « Si, par hypothèse absurde, nous mettions l'accent sur les revendications de la C.G.T., prises en charge par le programme commun, dès lors que le parti socialiste les abandonne, cela nous conduirait aux pires renoncements », a déclaré à Angoulême M. Georges Séguy en énumérant une douzaine de mesures sociales qui, selon l'analyse du bureau de la C.G.T., sont plus ou moins vides du contenu initialement annoncé par la gauche unie.

De son côté, Mme Jacqueline Lambert, secrétaire confédérale, répond en détail aux « manquements » concernant le plan-forme de défense et la reconquête de la sécurité sociale établie en juin dernier par plusieurs organisations syndicales, politiques ou sociales dont le P.S. Elle tranche implicitement les signataires de ce programme à reprendre l'action pour le maintient intégralement.

Sans toute la présentation du programme socialiste manque-t-elle de clarté sur un certain nombre de points, et sans toute peine ou effort détailler que

A Angoulême (Charente), M. Georges Séguy, secrétaire général de la C.G.T., lors d'un meeting syndical, le 7 février, a critiqué, avec la plus grande vigueur, le financement du programme du parti socialiste.

Selon M. Séguy, « s'aligner sur ce projet reviendrait à renoncer à la sécurité sociale et à la nationalisation sans laquelle il n'y a pas de réformes sociales crédibles, en particulier en ce qui concerne la création de cinq cents mille emplois par an. Cela reviendrait aussi à renoncer à la répercussion de l'augmentation du SMIC sur les retraites, pensions et allocations ; au droit à la retraite à cinquante-cinq ans pour les femmes et à la réduction de 40 heures à la majoration immédiate de 50 % des allocations familiales ; à la diminution des impôts pour les petits contribuables, salariés ou retraités ; à un véritable impôt sur le capital et à la taxation suffisante de la fortune ; à l'indexation de l'épargne populaire ; à l'abrogation des ordonnances qui ont misé la sécurité sociale et, donc, au relâchement des renouvellements à 50 % et 100 % comme à l'indemnisation à 100 % des accidents du travail ; à notre opposition du principe à toute mesure de fiscalisation de la sécurité sociale ; au programme de construction de cent mille logements sociaux supplémentaires dès 1978.

« Cela nous conduirait enfin à ce qu'il est sûr qu'une subvention mensuelle de 200 francs par salariée soit versée à tous les employeurs, petits moyens et gros, ce qui représente un cadeau de 27 milliards aux frais des contribuables alors que les rentes supplémentaires au titre de l'impôt sur le capital seraient limitées à 10 milliards. »

De plus, cela nous rappellerait au rôle d'« outre de transmission d'une opération politique à la recherche d'une neutralité syndicale, sinon d'un soutien ouvrier pour gérer la crise du capitalisme. »

l'application de différentes mesures a été abondamment ou remise à plus tard.

Mais, visiblement, M. Séguy, dans son réquisitoire, a additionné des arguments dont plusieurs sont manifestement parus.

Les dirigeants révolutionnaires s'engagent donc de plus en plus nettement dans la campagne électorale, sans se soucier ni des remous que cette attitude a déclenché dans les rangs de leur centrale ni des révoltes entreprisées par la C.G.T. dans plusieurs élections professionnelles.

Comme pour présenter de nouvelles réactions s'ajoutant aux protestations soulevées par le récent appel en faveur du P.C.F. qu'il avait lancé — parlant cette fois en tant que dirigeant communiste.

« Si, par hypothèse absurde, nous mettions l'accent sur les revendications de la C.G.T., prises en charge par le programme commun, dès lors que le parti socialiste les abandonne, cela nous conduirait aux pires renoncements », a déclaré à Angoulême M. Georges Séguy en énumérant une douzaine de mesures sociales qui, selon l'analyse du bureau de la C.G.T., sont plus ou moins vides du contenu initialement annoncé par la gauche unie.

De son côté, Mme Jacqueline Lambert, secrétaire confédérale, répond en détail aux « manquements » concernant le plan-forme de défense et la reconquête de la sécurité sociale établie en juin dernier par plusieurs organisations syndicales, politiques ou sociales dont le P.S. Elle tranche implicitement les signataires de ce programme à reprendre l'action pour le maintient intégralement.

Sans toute la présentation du programme socialiste manque-t-elle de clarté sur un certain nombre de points, et sans toute peine ou effort détailler que

• Cela nous conduirait enfin à ce qu'il est sûr qu'une subvention mensuelle de 200 francs par salariée soit versée à tous les employeurs, petits moyens et gros, ce qui représente un cadeau de 27 milliards aux frais des contribuables alors que les rentes supplémentaires au titre de l'impôt sur le capital seraient limitées à 10 milliards. »

• Cela nous rappellerait au rôle d'« outre de transmission d'une opération politique à la recherche d'une neutralité syndicale, sinon d'un soutien ouvrier pour gérer la crise du capitalisme. »

Jamais la C.G.T. n'abandonnera à poursuivre M. Séguy, et si elle est « la cible d'une agression généralisée et orchestrée, c'est parce qu'elle est, sur le plan syndical, la force la plus déterminante dans la lutte pour le vrai changement, parce qu'elle est la seule organisation syndicale à s'être engagée depuis 1972 pour la sécurité sociale communale. »

• Cela nous rappellerait au rôle d'« outre de transmission d'une opération politique à la recherche d'une neutralité syndicale, sinon d'un soutien ouvrier pour gérer la crise du capitalisme. »

• Cela nous rappellerait au rôle d'« outre de transmission d'une opération politique à la recherche d'une neutralité syndicale, sinon d'un soutien ouvrier pour gérer la crise du capitalisme. »

• Cela nous rappellerait au rôle d'« outre de transmission d'une opération politique à la recherche d'une neutralité syndicale, sinon d'un soutien ouvrier pour gérer la crise du capitalisme. »

• Cela nous rappellerait au rôle d'« outre de transmission d'une opération politique à la recherche d'une neutralité syndicale, sinon d'un soutien ouvrier pour gérer la crise du capitalisme. »

• Cela nous rappellerait au rôle d'« outre de transmission d'une opération politique à la recherche d'une neutralité syndicale, sinon d'un soutien ouvrier pour gérer la crise du capitalisme. »

• Cela nous rappellerait au rôle d'« outre de transmission d'une opération politique à la recherche d'une neutralité syndicale, sinon d'un soutien ouvrier pour gérer la crise du capitalisme. »

• Cela nous rappellerait au rôle d'« outre de transmission d'une opération politique à la recherche d'une neutralité syndicale, sinon d'un soutien ouvrier pour gérer la crise du capitalisme. »

• Cela nous rappellerait au rôle d'« outre de transmission d'une opération politique à la recherche d'une neutralité syndicale, sinon d'un soutien ouvrier pour gérer la crise du capitalisme. »

• Cela nous rappellerait au rôle d'« outre de transmission d'une opération politique à la recherche d'une neutralité syndicale, sinon d'un soutien ouvrier pour gérer la crise du capitalisme. »

• Cela nous rappellerait au rôle d'« outre de transmission d'une opération politique à la recherche d'une neutralité syndicale, sinon d'un soutien ouvrier pour gérer la crise du capitalisme. »

• Cela nous rappellerait au rôle d'« outre de transmission d'une opération politique à la recherche d'une neutralité syndicale, sinon d'un soutien ouvrier pour gérer la crise du capitalisme. »

• Cela nous rappellerait au rôle d'« outre de transmission d'une opération politique à la recherche d'une neutralité syndicale, sinon d'un soutien ouvrier pour gérer la crise du capitalisme. »

• Cela nous rappellerait au rôle d'« outre de transmission d'une opération politique à la recherche d'une neutralité syndicale, sinon d'un soutien ouvrier pour gérer la crise du capitalisme. »

• Cela nous rappellerait au rôle d'« outre de transmission d'une opération politique à la recherche d'une neutralité syndicale, sinon d'un soutien ouvrier pour gérer la crise du capitalisme. »

• Cela nous rappellerait au rôle d'« outre de transmission d'une opération politique à la recherche d'une neutralité syndicale, sinon d'un soutien ouvrier pour gérer la crise du capitalisme. »

• Cela nous rappellerait au rôle d'« outre de transmission d'une opération politique à la recherche d'une neutralité syndicale, sinon d'un soutien ouvrier pour gérer la crise du capitalisme. »

• Cela nous rappellerait au rôle d'« outre de transmission d'une opération politique à la recherche d'une neutralité syndicale, sinon d'un soutien ouvrier pour gérer la crise du capitalisme. »

• Cela nous rappellerait au rôle d'« outre de transmission d'une opération politique à la recherche d'une neutralité syndicale, sinon d'un soutien ouvrier pour gérer la crise du capitalisme. »

• Cela nous rappellerait au rôle d'« outre de transmission d'une opération politique à la recherche d'une neutralité syndicale, sinon d'un soutien ouvrier pour gérer la crise du capitalisme. »

• Cela nous rappellerait au rôle d'« outre de transmission d'une opération politique à la recherche d'une neutralité syndicale, sinon d'un soutien ouvrier pour gérer la crise du capitalisme. »

• Cela nous rappellerait au rôle d'« outre de transmission d'une opération politique à la recherche d'une neutralité syndicale, sinon d'un soutien ouvrier pour gérer la crise du capitalisme. »

• Cela nous rappellerait au rôle d'« outre de transmission d'une opération politique à la recherche d'une neutralité syndicale, sinon d'un soutien ouvrier pour gérer la crise du capitalisme. »

• Cela nous rappellerait au rôle d'« outre de transmission d'une opération politique à la recherche d'une neutralité syndicale, sinon d'un soutien ouvrier pour gérer la crise du capitalisme. »

• Cela nous rappellerait au rôle d'« outre de transmission d'une opération politique à la recherche d'une neutralité syndicale, sinon d'un soutien ouvrier pour gérer la crise du capitalisme. »

• Cela nous rappellerait au rôle d'« outre de transmission d'une opération politique à la recherche d'une neutralité syndicale, sinon d'un soutien ouvrier pour gérer la crise du capitalisme. »

• Cela nous rappellerait au rôle d'« outre de transmission d'une opération politique à la recherche d'une neutralité syndicale, sinon d'un soutien ouvrier pour gérer la crise du capitalisme. »

• Cela nous rappellerait au rôle d'« outre de transmission d'une opération politique à la recherche d'une neutralité syndicale, sinon d'un soutien ouvrier pour gérer la crise du capitalisme. »

• Cela nous rappellerait au rôle d'« outre de transmission d'une opération politique à la recherche d'une neutralité syndicale, sinon d'un soutien ouvrier pour gérer la crise du capitalisme. »

• Cela nous rappellerait au rôle d'« outre de transmission d'une opération politique à la recherche d'une neutralité syndicale, sinon d'un soutien ouvrier pour gérer la crise du capitalisme. »

• Cela nous rappellerait au rôle d'« outre de transmission d'une opération politique à la recherche d'une neutralité syndicale, sinon d'un soutien ouvrier pour gérer la crise du capitalisme. »

• Cela nous rappellerait au rôle d'« outre de transmission d'une opération politique à la recherche d'une neutralité syndicale, sinon d'un soutien ouvrier pour gérer la crise du capitalisme. »

• Cela nous rappellerait au rôle d'« outre de transmission d'une opération politique à la recherche d'une neutralité syndicale, sinon d'un soutien ouvrier pour gérer la crise du capitalisme. »

• Cela nous rappellerait au rôle d'« outre de transmission d'une opération politique à la recherche d'une neutralité syndicale, sinon d'un soutien ouvrier pour gérer la crise du capitalisme. »

• Cela nous rappellerait au rôle d'« outre de transmission d'une opération politique à la recherche d'une neutralité syndicale, sinon d'un soutien ouvrier pour gérer la crise du capitalisme. »

• Cela nous rappellerait au rôle d'« outre de transmission d'une opération politique à la recherche d'une neutralité syndicale, sinon d'un soutien ouvrier pour gérer la crise du capitalisme. »

• Cela nous rappellerait au rôle d'« outre de transmission d'une opération politique à la recherche d'une neutralité syndicale, sinon d'un soutien ouvrier pour gérer la crise du capitalisme. »

• Cela nous rappellerait au rôle d'« outre de transmission d'une opération politique à la recherche d'une neutralité syndicale, sinon d'un soutien ouvrier pour gérer la crise du capitalisme. »

• Cela nous rappellerait au rôle d'« outre de transmission d'une opération politique à la recherche d'une neutralité syndicale, sinon d'un soutien ouvrier pour gérer la crise du capitalisme. »

• Cela nous rappellerait au rôle d'« outre de transmission d'une opération politique à la recherche d'une neutralité syndicale, sinon d'un soutien ouvrier pour gérer la crise du capitalisme. »

• Cela nous rappellerait au rôle d'« outre de transmission d'une opération politique à la recherche d'une neutralité syndicale, sinon d'un soutien ouvrier pour gérer la crise du capitalisme. »

• Cela nous rappellerait au rôle d'« outre de transmission d'une opération politique à la recherche d'une neutralité syndicale, sinon d'un soutien ouvrier pour gérer la crise du capitalisme. »

• Cela nous rappellerait au rôle d'« outre de transmission d'une opération politique à la recherche d'une neutralité syndicale, sinon d'un soutien ouvrier pour gérer la crise du capitalisme. »

• Cela nous rappellerait au rôle d'« outre de transmission d'une opération politique à la recherche d'une neutralité syndicale, sinon d'un soutien ouvrier pour gérer la crise du capitalisme. »

• Cela nous rappellerait au rôle d'« outre de transmission d'une opération politique à la recherche d'une neutralité syndicale, sinon d'un soutien ouvrier pour gérer la crise du capitalisme. »

• Cela nous rappellerait au rôle d'« outre de transmission d'une opération politique à la recherche d'une neutralité syndicale, sinon d'un soutien ouvrier pour gérer la crise du capitalisme. »

• Cela nous rappellerait au rôle d'« outre de transmission d'une opération politique à la recherche d'une neutralité syndicale, sinon d'un soutien ouvrier pour gérer la crise du capitalisme. »

• Cela nous rappellerait au rôle d'« outre de transmission d'une opération politique à la recherche d'une neutralité syndicale, sinon d'un soutien ouvrier pour gérer la crise du capitalisme. »

• Cela nous rappellerait au rôle d'« outre de transmission d'une opération politique à la recherche d'une neutralité syndicale, sinon d'un soutien ouvrier pour gérer la crise du capitalisme. »

• Cela nous rappellerait au rôle d'« outre de transmission d'une opération politique à la recherche d'une neutralité syndicale, sinon d'un soutien ouvrier pour gérer la crise du capitalisme. »

• Cela nous rappellerait au rôle d'« outre de transmission d'une opération politique à la recherche d'une neutralité syndicale, sinon d'un soutien ouvrier pour gérer la crise du capitalisme. »

• Cela nous rappellerait au rôle d'« outre de transmission d'une opération politique à la recherche d'une neutralité syndicale, sinon d'un soutien ouvrier pour gérer la crise du capitalisme. »

• Cela nous rappellerait au rôle d'« outre de transmission d'une opération politique à la recherche d'une neutralité syndicale, sinon d'un soutien ouvrier pour gérer la crise du capitalisme. »

• Cela nous rappellerait au rôle d'« outre de transmission d'une opération politique à la recherche d'une neutralité syndicale, sinon d'un soutien ouvrier pour gérer la crise du capitalisme. »

• Cela nous rappellerait au rôle d'« outre de transmission d'une opération politique à la recherche d'une neutralité syndicale, sinon d'un soutien ouvrier pour gérer la crise du capitalisme. »

• Cela nous rappellerait au rôle d'« outre de transmission d'une opération politique à la recherche d'une neutralité syndicale, sinon d'un soutien ouvrier pour gérer la crise du capitalisme. »

• Cela nous rappellerait au rôle d'« outre de transmission d'une opération politique à la recherche d'une neutralité syndicale, sinon d'un soutien ouvrier pour gérer la crise du capitalisme. »

• Cela nous rappellerait au rôle d'« outre de transmission d'une opération politique à la recherche d'une neutralité syndicale, sinon d'un soutien ouvrier pour gérer la crise du capitalisme. »

• Cela nous rappellerait au rôle d'« outre de transmission d'une opération politique à la recherche d'une neutralité syndicale, sinon d'un soutien ouvrier pour gérer la crise du capitalisme. »

• Cela nous rappellerait au rôle d'« outre de transmission d'une opération politique à la recherche d'une neutralité syndicale, sinon d'un soutien ouvrier pour gérer la crise du capitalisme. »

• Cela nous rappellerait au rôle d'« outre de transmission d'une opération politique à la recherche d'une neutralité syndicale, sinon d'un soutien ouvrier pour gérer la crise du capitalisme. »

• Cela nous rappellerait au rôle d'« outre de transmission d'une opération politique à la recherche d'une neutralité syndicale, sinon d'un soutien ouvrier pour gérer la crise du capitalisme. »

• Cela nous rappellerait au rôle d'« outre de transmission d'une opération politique à la recherche d'une neutralité syndicale, sinon d'un soutien ouvrier pour gérer la crise du capitalisme. »

• Cela nous rappellerait au rôle d'« outre de transmission d'une opération politique à la recherche d'une neutralité syndicale, sinon d'un soutien ouvrier pour gérer la crise du capitalisme. »

• Cela nous rappellerait au rôle d'« outre de transmission d'une opération politique à la recherche d'une neutralité syndicale, sinon d'un soutien ouvrier pour gérer la crise du capitalisme. »

• Cela nous rappellerait au rôle d'« outre de transmission d'une opération politique à la recherche d'une neutralité syndicale, sinon d'un soutien ouvrier pour gérer la crise du capitalisme. »

• Cela nous rappellerait au rôle d'« outre de transmission d'une opération politique à la recherche d'une neutralité syndicale, sinon d'un soutien ouvrier pour gérer la crise du capitalisme. »

la préparation des élections législatives

< Retenez-moi... >

Les heures, voire les minutes, précédant la clôture de l'enregistrement des candidatures (dimanche 18 février, à minuit) devaient être marquées par un certain suspense dans la majorité : ne s'était-elle lancé des avertissements, tellement menaçants ? Vendredi, M. Jean Lecanuet, au nom du C.D.S., avait exhorté les gaullistes à relancer leurs candidats « supplémentaires » (désignés le 15 janvier) en réaction au projet de constitution de l'Union pour la démocratie française). Il avait laissé entendre qu'en cas de refus une « échelle » n'était pas impossible. Samedi, on apprenait que le parti républicain n'excluait pas, pour sa part, d'annoncer au dernier moment une dizaine de candidatures nouvelles si le R.P.R. ne renonçait pas aux siennes. Il était même question d'engager des représentants de la formation gauchiste — contre « M. Claude-Gérard Marcus, député R.P.R. de la 8^e circonscription de Paris, et, surtout, contre M. Yves Guéna, délégué politique du parti gaulliste, élu de la première circonscription de la

Dordogne. Dans ce dernier cas, le concurrent pressenti était M. Claude Guichard, ancien suppléant de M. Guéna à l'Assemblée nationale du C.D.S. et les radicaux paraissaient à minuit à des mises intentions. Samedi matin, celles-ci ne semblaient pas devoir être démenties.

De son côté le R.P.R., sans toutefois réagir officiellement, avait fait savoir qu'une répétition de sa part n'était pas exclue.

Une course de lenteur devait donc se jouer dimanche entre les formations de la majorité, chacune d'elles ayant intérêt à annoncer le plus tard possible d'éventuels nouveaux candidats afin que le « partenariat » n'ait pas le temps de riposter avant la clôture des enregistrements.

Toutefois, une grande partie d'intoxication et de « chantage » pourrait fort bien entrer dans les manœuvres des uns et des autres et une ultime négociation, ne serait-ce qu'éthique, pouvait encore arrêter les préparatifs en cours. Jusque-là, on se lancerait des « Retenez-moi ou je fais un malheur ! »

Le Front de résistance spirituelle a réuni trois mille personnes à la porte de Versailles

Le Front de résistance spirituelle, mouvement né du Rassemblement des éléments de droite, sous la présidence de M. Pierre Debrey, a réuni quelque trois mille personnes à la porte de Versailles le 16 février. Ce meeting avait été annoncé en décembre dernier, lors du lancement du mouvement et de la décision de celui-ci de présenter deux candidats aux prochaines élections législatives à la suite d'une « charte d'éthique spirituelle » (Le Monde du 6 décembre 1977).

Les dirigeants du Front avaient vu grand en louant une salle pouvant contenir dix mille personnes, et ce n'est pas un hasard qu'ils ont organisé leur réunion à proximité du grand meeting communiste tenu le même soir, puisque leur intention était de manifester « leur refus d'un collectivisme qui conduit nécessairement au Goulag ».

Cette manifestation, religieuse autant que politique, avec des prières et l'exposition du Saint-Sacrement, a permis aux partisans de Pierre Debrey de renouveler leurs attentes, aussi bien qu'à « mes amis socialistes » à la gauche que contre « la décadence des mœurs et la destruction de la famille » opérées par le libéralisme avancé.

Une protestation de « Témoignage chrétien »

Sous le titre : « France, prends le temps de perdre tonne au Front de résistance spirituelle pour honorer la réunion de la porte de Versailles, dans lequel on peut lire :

« Comme en 1942, quand les chrétiens oublient ce cri d'alarme, une idéologie totalitaire tente de s'emparer de l'âme de la France. Comme en 1942, ces chrétiens se laissent séduire. Ce n'est plus par passion de l'ordre, mais par passion de la justice. En 1942, la passion de l'ordre débouche sur le pire désordre. En 1978, la passion de la justice risque de déboucher sur le pire désordre. » Dans une déclaration signée conjointement par M. André Man-

A PROPOS D'UNE PAGE DE PUBLICITÉ

La publication dans le Monde du 18 février d'une page de publicité dans laquelle était annoncée une émission de M. Jean-Jacques Servan-Schreiber, président du parti radical, à l'émission « Samedi à minuit » du 18 février et indiquant les thèmes supposés du débat. La direction d'Antenne 2 a publié une déclaration dans laquelle elle « s'étonne de l'association à une page publicitaire, publiée à la demande de l'Union pour la démocratie française, concernant la participation de M. Jean-Jacques Servan-Schreiber à l'émission « Samedi à minuit » du 18 février et indiquant les thèmes supposés du débat ». La direction d'Antenne 2 comprend que toute formation politique a le droit de faire partie de l'antenne publique et ses responsabilités sur les antennes ». Elle rappelle en revanche qu'elle entend « conserver l'initiative de ses émissions et qu'elle est donc seule responsable du choix des sujets qui y sont abordés ».

Du côté du C.D.S. et du parti républicain, c'est l'utilisation régulière de l'Union pour la démocratie française par M. Jean-Jacques Servan-Schreiber qui suscite quelques réactions. On reproche au président du parti radical de s'approprier l'U.D.F. sans en référer à ses partenaires et de paraître vouloir s'exprimer seul en son nom.

M. DEBRÉ : pas de temps de parole R.P.R. à M. Barre.

M. Michel Debré, ancien premier ministre, député R.P.R. de la Réunion, a déclaré vendredi 17 février au micro de France-Inter : « Je souhaite que les deux partis R.P.R. et R.D.S. se rendent compte à quel point les Français sont las de ces discussions. Si certains, pour des raisons que je n'arrive pas à comprendre, sont en train de rompre l'unité de la majorité, c'est, à mon avis, qu'ils n'ont pas le sens de leurs responsabilités, et c'est malheureux. » M. Debré a souligné que le R.P.R. n'avait pas à céder à M. Raymond Barre une partie de son temps de parole à la télévision et à la radio pendant la campagne électorale officielle, comme l'a suggéré M. Solson au nom du P.R. (Le Monde du 18 février).

LE VOTE DES FRANÇAIS DE L'ÉTRANGER

L'affaire, pour ne pas dire le scandale, de l'utilisation du vote de Français de l'étranger continue de donner lieu à des commentaires.

M. de Guingaud a défendu, une fois de plus, son administration : il a raison. Si elle a servi de « boîte aux lettres » et de facteur, c'est, malgré elle, l'ordre du gouvernement.

« L'affaire » n'est pas là. Elle tient à

— Au vote d'une loi dont les initiateurs devaient savoir à quoi elle servait :

— A la création simultanée d'une association de circonstance, le Rassemblement des Français de l'étranger, destinée à se servir de la loi ;

— A la collecte systématique et à la répartition des procurations dans les circonscriptions où la majorité est menacée.

Rejets et validations

Le Conseil d'État confirme l'annulation des opérations de révision des listes électorales de Montpellier.

Le Conseil d'État a rejeté, vendredi 17 février, la requête introduite devant lui par M. Georges Frêche (P.S.), député, membre du Conseil d'État, après la décision du tribunal administratif d'annuler les opérations de révision des listes électorales de cette ville (Le Monde du 27 janvier). Un conflit de compétence était apparu entre la commission spéciale du premier bureau de vote de la ville et la commission administrative générale chargée de dresser la liste des électeurs de la circonscription, à propos de l'inscription de certains électeurs français établis pour la plupart en Côte-d'Or.

La commission administrative, présidée par M. Frêche, avait refusé six cent inscriptions de Français d'Abidjan au bureau de Montpellier-Polygone, contrairement à la décision antérieure de la commission de base chargée de dresser la liste électorale de ce bureau de vote.

Cette décision du Conseil d'État tranche deux questions. D'une part, elle admet la compétence pour connaître non pas du contentieux de l'inscription ou de la radiation des électeurs sur la liste électorale (qui, en vertu de l'article L.25 du code électoral, relève du juge administratif), mais de listes électorales qui dressent à un niveau proche de l'électeur, et il a donc chargé les commissions de base de l'élaboration de la liste. Quant à la commission centrale, elle a un rôle extrêmement réduit et n'a pas en tout cas le pouvoir de modifier les décisions prises par les commissions de base.

Suivent les conclusions de son commissaire du gouvernement. Le Conseil d'État a estimé qu'il appartient aux seules commissions de base de procéder aux inscriptions et radiations, la commission centrale étant incompeinte pour y procéder. Il a donc confirmé la décision du tribunal administratif de Montpellier, qui avait déclaré éligible un soldat de l'armée de l'air, dont le nom figure sur la liste électorale de la circonscription de Lyon et de Paris où il se présente pour voter, et qui était le suppléant de M. Mamou, qui était le suppléant à Paris à sa place.

La décision du Conseil d'État tranche également cette deuxième question en précisant les attributions respectives des commissions de base chargées de dresser les listes électorales pour chaque bureau de vote et la commission centrale d'établir la liste générale des électeurs de la commune.

Est-ce la commission de base ou la commission centrale qui a la qualité pour opérer, en dernier ressort, les inscriptions ou les

radiations de la liste électorale ? La loi du 10 mai 1969, qui a modifié l'article L.17 du code électoral, en substituant à une commission communale unique les commissions de bureau de vote et la commission centrale, améliore nécessairement à se poser cette question. Pour le Conseil d'État, il a donc jugé que la liste électorale qui dressait à un niveau proche de l'électeur, et il a donc chargé les commissions de base de l'élaboration de la liste. Quant à la commission centrale, elle a un rôle extrêmement réduit et n'a pas en tout cas le pouvoir de modifier les décisions prises par les commissions de base.

Suivent les conclusions de son commissaire du gouvernement. Le Conseil d'État a estimé qu'il appartient aux seules commissions de base de procéder aux inscriptions et radiations, la commission centrale étant incompeinte pour y procéder. Il a donc confirmé la décision du tribunal administratif de Montpellier, qui avait déclaré éligible un soldat de l'armée de l'air, dont le nom figure sur la liste électorale de la circonscription de Lyon et de Paris où il se présente pour voter, et qui était le suppléant de M. Mamou, qui était le suppléant à Paris à sa place.

La décision du Conseil d'État tranche également cette deuxième question en précisant les attributions respectives des commissions de base chargées de dresser les listes électorales pour chaque bureau de vote et la commission centrale d'établir la liste générale des électeurs de la commune.

Est-ce la commission de base ou la commission centrale qui a la qualité pour opérer, en dernier ressort, les inscriptions ou les

L'affaire résulte donc de la conjonction d'une loi dont les parlementaires n'ont pas vu le « piège » qu'elle contenait, de l'utilisation d'une administration qui, à deux ou trois exceptions près, s'est bornée à diffuser des documents officiels, et de l'action partisane d'une association apparemment apolitique. C'est l'ensemble de ce dispositif, parfaitement monté mais évidemment aujourd'hui, qui est en cause.

TOURS. — Quatre-vingt-sept inscriptions sur les listes électorales émanant de Français de l'île Maurice ont été rejetées par le tribunal administratif, saisi d'un recours d'un membre du P.S. Au total, c'étaient deux cent quatre-vingt Français établis dans l'île Maurice qui avaient opté pour la deuxième circonscription d'Indre-et-Loire (Le Monde daté 9-9 janvier). Dans cette circonscription (Tours nord), Pierre Lepage, candidat de la majorité, décédé depuis lors, avait été élu au second tour avec une avance de 10 voix, réélu ensuite à 14 par le Conseil d'Etat sur 49 626 suffrages exprimés.

Une lettre de M. Poher

M. Alain Poher, président du Sénat, nous écrit :

Dans le Monde du 14 janvier dernier, sous le titre « Tricherie », vous avez critiqué la façon, selon vous hâtive et superficielle, dont le Parlement a étudié et adopté la loi relative au vote des Français de l'étranger.

Pourtant, la possibilité ouverte à ces Français de s'inscrire dans des villes de plus de 30 000 habitants, sous la forme d'un décret de 2 % des inscrits, a été envisagée au Sénat en détail, les 7 et 21 juin, à l'Assemblée nationale le 28 juin, et les deux Assemblées ont encore revu le texte pour accord définitif le 30 juin.

Il n'y a eu dans ces débats ni précipitation ni même hâte. Des exemples chiffrés ont été présentés en détail.

Ce que nous qualifions de « piège » à ce décret n'a rien à voir avec la façon puisqu'il s'agit de l'application des dispositions réglementaires du code électoral relatives aux procurations. Le législateur ne peut intervenir dans ce domaine qui est celui des décrets gouvernementaux et du fonctionnement de l'administration, et les Assemblées ont respecté cette séparation des pouvoirs.

CARNET

Visites et conférences

LUNDI 20 FÉVRIER

VISITES GUIDÉES ET PROMENADES

15 h. — 15, rue de la Sorbonne, Mme Fernande de l'abbaye Bénédictine Sainte-Marie.

15 h. et 17 h. 21, rue Notre-Dame-des-Victoires, Mme Thérèse de l'abbaye Sainte-Croix et les Petits minimes (Calme national des monuments historiques).

15 h., métro Sully-Morland : « Les richesses du Marais » (A travers Paris).

14 h. 30, 4, route de Buzen à Versailles : « Peinture flamande » (Art et histoire).

14 h. 30, 1, place du Louvre, porte Barbier de Joüy : « Classiques et romantiques français » (Bataille et archéologie).

15 h. 107, rue Saint-Jacques : « Gravures et techniques de la taille-doucine dans les ateliers d'un spécialiste » (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

14 h. 30, 107, rue de Rivoli : « Restauration Louis-Philippe et Napoléon III ».

15 h. Grand Palais : « Le siècle de Baudelaire » (Paris et son histoire).

12 h. 2, rue de la Bourse : « La Bourse » (Tourisme culturel).

14 h. 45, 14, rue de l'Amiral-d'Albignac : « Conférence sur la guerre de 1914-1918 » (Conférence d'ici et d'ailleurs).

14 h. 30, 107, rue de Rivoli : « Restauration Louis-Philippe et Napoléon III ».

15 h. Grand Palais : « Le siècle de Baudelaire » (Paris et son histoire).

12 h. 2, rue de la Bourse : « La Bourse » (Tourisme culturel).

CONFÉRENCES. — 14 h. 45, Institut national de la photographie : M. André Andieu : « L'expressivité entre des groupes et à l'intérieur des groupes ».

14 h. 30, 107, rue de Rivoli : « Restauration Louis-Philippe et Napoléon III ».

15 h. Grand Palais : « Le siècle de Baudelaire » (Paris et son histoire).

12 h. 2, rue de la Bourse : « La Bourse » (Tourisme culturel).

14 h. 30, 107, rue Jean-Jacques-Rousseau : M. Pierre Vierordy : « Une étude expérimentale du phénomène Ovni ».

20 h. 30, Amiens College, esplanade d'Orsay, M. Albert Magin : « Pour donner un sens nouveau à votre vie » (Esprit et Vie).

VENTE à AVIGNON

NOUVEL HOTEL DES VENTES

74, rue Guillaume-Fay

TÉL. 09 66-35-35

LE S E B E L L E V E N T E

20 h. 30, 107, rue de la Bourse

20

POLITIQUE

La préparation des élections législatives

LES PARTIS ET L'ÉDUCATION

A gauche, des programmes plus élaborés

L'avenir de l'enseignement privé est apparu ces derniers mois comme l'enjeu essentiel du débat électoral en matière d'éducation. Le lent cheminement du plan socialiste sur ce point y a largement contribué, et la majorité a fait de la « liberté de l'enseignement » un cheval de bataille. Mais la querelle scolaire a perdu de sa vivacité, d'autant plus que les partis de gauche ont nuancé leur opposition à l'enseignement privé. Si le P.C. et le P.S. maintiennent le principe de l'intégration au service public des établissements privés, il n'est plus question que de mesures progressistes et négociées.

Mais d'autres choix séparent les partis de gauche et ceux de la majorité, même si, à la première lecture, leurs programmes se ressemblent.

● NEUTRALITÉ

P.C. : éducation nationale laïque : pas de philosophie d'Etat. Les enseignants ne doivent pas donner d'enseignement religieux ou doctrinal, mais respecter toutes les confessions et croire dans la liberté de choix des principaux courants d'idées. Information politique des élèves volontaires à l'extérieur des classes et des programmes. Education religieuse sous la responsabilité des Eglises, en dehors de l'école.

P.S. : la laïcité exclut tout enseignement à toute école officielle et tous doivent pratiquer une « connaissance critique de la société ». La dimension politique a sa place dans les sciences humaines dans « un cadre libre et pluraliste ».

M.R.G. : pluralisme interne à l'éducation nationale. Education civique et politique par le développement de l'esprit critique.

● ENSEIGNEMENT PRIVÉ

P.C. : les établissements percevant des fonds publics seront « en règle générale, intégrés au nouveau service public de l'éducation nationale ». Toute spoliation est exclue. Un défi sera accordé aux établissements confessionnels pour opter entre la nationalisation et le financement par les seuls fonds privés.

P.S. : refus du dualisme scolaire. Intégration « en règle générale » des établissements percevant des fonds publics. Les établissements pourront retenir l'intégration « progressive et négociée ». Première étape : suppression du contrat simple et choix entre le contrat d'association modifiée et le retour au hom-comitat.

● LES ÂGES DE LA SCOLARITÉ

P.C. : l'école « fondamentale » comprend l'école maternelle (à partir de deux ans) et les maternelles de deux ans à trois ans, puis des collèges (neuf niveaux jusqu'à l'actuelle troisième) et le « cycle terminal du second degré » (sections générales et professionnelles). A terme : prolongation de la scolarité obligatoire à dix-huit ans.

P.R. : « école de base » en trois séquences : éducation préscolaire (à partir de deux ou trois ans), « cycle fondamental » (deux ans) et « cycle supérieur » (deux années polyvalentes). Le but est d'assurer tous les jeunes au moins au niveau V (quatrième qualité). Le lycée conduit à trois baccalauréats. Dans une première étape, maintien des collèges techniques. Prolongation de fait de la scolarité jusqu'à dix-sept ans.

M.R.G. : scolarité obligatoire jusqu'à dix-sept ans ou dix-huit ans. Principale innovation : inté-

Tous, par exemple, attachent une grande importance à l'égalisation des chances. Mais cette notion recouvre des réalités bien différentes. La conception de la vie des établissements sépare aussi les partis de gauche de ceux de la majorité. Alors que les premiers souhaitent la participation de tous les usagers à la gestion des établissements, les partis de la majorité accordent la prépondérance de l'autorité à l'administration.

L'accord entre partis qui se rangent du même côté n'est pas aussi net sur tous les points. Ainsi, à gauche, seul le P.C. reste ferme sur la prolongation de la scolarité obligatoire à dix-huit ans, tandis que socialistes et radicaux de gauche partent plus volontiers de niveau minimal de qualification. Du côté de la majorité, où l'on

soutient volontiers l'idée d'alternance entre les études et la vie active, les partis sont partagés sur la loi Boyer qui permet à des jeunes d'entrer en préapprentissage à quatorze ans.

En fait — et c'est un aspect de plus qui sépare la gauche de la majorité — toutes les formations politiques n'ont pas réfléchi avec la même application aux problèmes de l'éducation. Du côté de la majorité, seul le R.P.R. y a consacré un long rapport et une journée de travail (- Le Monde - du 15 novembre 1977), tandis que ses partenaires se contentent d'un chapitre dans leur projet, plus global, de gouvernement.

A gauche, le programme du P.S. longuement préparé, est sans doute le plus complet puisqu'il

concerne tout l'édifice scolaire. Le P.C. se réfère à la proposition de loi qu'il a déposée en 1973 à l'Assemblée nationale. Quant aux radicaux de gauche, ils se sont surtout intéressés à un aspect de l'éducation, cartes capital, puisqu'il s'agit de la formation des maîtres.

Il n'est guère surprenant que les partis de gauche aient, plus que les autres, approfondi leur réflexion sur l'éducation. Ils comptent en effet beaucoup d'enseignants parmi leurs militants. C'est d'ailleurs à la fois un avantage pour étudier un dossier aussi technique, et un frein à la mesure où les mêmes enseignants sont aussi des militants syndicaux. La Fédération de l'éducation nationale et son syndicat des instituteurs, proches des socialistes, ont par exemple, chacun leur projet éducatif.

● STATUT ET FORMATION DES MAÎTRES

P.R. : l'école doit demeurer une « aile invisible ». La neutralité et le pluralisme s'y imposent. L'éducation a pour mission d'émanciper et d'assurer la liberté de l'homme et des citoyens à même de vivre en paix entre eux mais près à défendre leur communauté ».

P.R. : développer l'ével de sens critique et les capacités d'expression. Pas de « politiques politiciennes », mais « information objective » sur les faits. Elaboration d'un code de déontologie des enseignants.

C.D.S. : initiation aux problèmes économiques et sociaux. Apprentissage de la démocratie dans le respect des opinions de chacun et formation du citoyen pour lui montrer sa place dans les sciences humaines dans « un cadre libre et pluraliste ».

M.R.G. : pluralisme interne à l'éducation nationale. Education civique et politique par le développement de l'esprit critique.

● VIE DES ÉTABLISSEMENTS

M.R.G. : suppression des contrats simples. Généralisation des contrats d'association. Intégration progressive et concertée.

P.R. : liberté de choix des parents et maintien de l'aide de l'Etat. Reconnaissance du concours de cet enseignement au « service public pluraliste » et à la législation.

R.P.R. : simplification des catégories sans unification. Maintenir un certain potentiel enseignement.

P.C. : corps unique de titulaires pour tous les métiers de l'école fondamentale. Formation dans des centres pédagogiques universitaires : quatre ans pour préparer une maîtrise et acquérir des éléments de pédagogie, plus un an de formation professionnelle avec stage. Suppression des auxiliaires, élargissement du service public, nouvelle grille indiciaire.

P.S. : corps unique à l'école de base mais quatre types de fonctions : maîtrise de l'enfance, polyvalence, bivalente, spécialiste. Recrutement par concours dès la fin de l'école de base, ou en cours d'études, ou après cinq ans d'activité professionnelle. Formation (quatre ans, plus un an de stage) dans des centres universitaires et dans des antennes locales.

M.R.G. : recrutement des instituteurs à « bac plus deux ». Maîtrise unique au cours préparatoire, semi-spécialisé ensuite. Pour le second degré, recrutement à « bac plus quatre ». Pas de cadre unique, mais tous les enseignants, à terme, dans la catégorie A. Formation professionnelle au sein de collèges universitaires, devant des antennes départementales.

R.P.R. : simplification des catégories sans unification. Maintenir un certain potentiel enseignement.

P.R. : valoriser la condition enseignante au moyen de primes de relèvement des indices de début, des primes à faible taux d'intérêt pour les débutants. Diminuer les horaires. Supprimer et « totalement » les auxiliaires.

C.D.S. : la qualité d'éducation des enseignants doit être vérifiée au même titre que la solidité de leurs connaissances. Création d'instituts pédagogiques départementaux pour les maternelles et le primaire, régionaux pour le secondaire, nationaux pour le supérieur.

P.C. : maintien « pour une période transitoire » de la préparation et des classes préprofessionnelles. Education technologique pratique pour tous au tronc commun. Puis choix entre les sections « générales » ou « professionnelles » du lycée. Les lycéens recevront une partie de leur formation technologique en entreprise. Aucun examen au-delà de dix-huit ans.

P.S. : apprendre à disparaître « tout enseignement matières artificielles ». Relations plus étroites avec les entreprises. Orientation en fonction d'une planification véritable. Les élèves choisissent au lycée entre programmes d'éducation et « totalement » les auxiliaires.

M.R.G. : pédagogie de soutien aux moins favorisés. Pas de sé-

● ÉGALITÉ DES CHANCES

P.C. : pas de filières, en cas de difficultés, cours de rattrapage et de soutien. Journée prolongée, grande et volontaire pour les enfants qui n'ont pas de bonnes conditions de travail chez eux.

Eventuellement : classes de rattrapage pendant une durée limitée. Gratuité des livres, fournitures et transports scolaires. Aide financière attribuée sur critères sociaux pour remplacer les bourses.

P.R. : école « inégalitaire » au profit des « élites ». Priorité à la petite enfance pour la correction des inégalités. Aucun soutien à l'école maternelle.

P.R. : considérer le développement de certains sans améliorer la qualité des enfants en difficulté. Gratuité des livres, fournitures, transports, activités d'école. Allocation d'études et programmes d'éducation prioritaires pour les meilleurs.

C.D.S. : multiplication des écoles maternelles avec un personnel qualifié, « dans un souci de correction des inégalités naturelles. Adaptation au rythme de chaque enfant.

● ORIENTATION

P.C. : maintien « pour une période transitoire » de la préparation et des classes préprofessionnelles. Education technologique pratique pour tous au tronc commun. Puis choix entre les sections « générales » ou « professionnelles » du lycée. Les lycéens recevront une partie de leur formation technologique en entreprise. Aucun examen au-delà de dix-huit ans.

P.S. : apprendre à disparaître « tout enseignement matières artificielles ». Relations plus étroites avec les entreprises. Orientation en fonction d'une planification véritable. Les élèves choisissent au lycée entre enseignement général et enseignement technologique.

M.R.G. : information sur les carrières dans le premier cycle, préparation à la vie dans le second. Pas de préapprentissage avant l'âge de seize ans.

P.R. : développer les activités manuelles au collège. Maintien des enseignements préprofessionnels alternés ou à temps plein. C.A.P. en deux ans au lieu de trois. Renforcement de l'enseignement agricole. Système d'options « souples » pour l'orientation au lycée. Contacts entre lycées et entreprises.

P.R. : ne pas orienter de trop bonne heure. Application de la réforme Haby. Encourager le goût pour le travail manuel. Contrôle de la préapprentissage à quatorze ans. Pour l'alternance mais pas avant la classe de troisième.

C.D.S. : de nouvelles réformes seraient « non crédibles ».

LES PARTIS ET LES « VERTS »

Une « écologisation » en bonne voie

L'association S.O.S. Paris vient d'organiser à la Mutualité un débat à partir d'un questionnaire, remis aux partis politiques, concernant l'environnement, le cadre de vie et la qualité de la vie. Face à deux porte-parole du Collectif Ecologique 78, Mme Brice Lalonde et Jean-Claude Delarue, les représentants du M.R.G. du P.C., du C.D.S., du P.R. et du R.P.R. ont tenté, non sans difficulté, de faire admettre au public, composé d'éco-

logistes, que chacune de leur formation ferait la meilleure place aux revendications des «verts».

M. Brice Lalonde a mis en garde l'auditoire contre « le double échec » qui se dresse, selon lui, devant les écologistes candidats aux élections : celui de la politique professionnelle et celui du militarnisme professionnel. Surtout, il a estimé que « les élections, quels que soient les résultats, ne changeront rien ». A ses

deux partenaires, des institutions et de la politique ». La première trouve une réponse dans la « charte de la qualité de la vie » que contient le projet républicain, la seconde dans la volonté affinée de « trouver de nouvelles formes de démocratie ». Surtout, il a prévert des discours de propagande et de propagande appuyée à des « matières artificielles ». Relations plus étroites avec les entreprises.

M. Jean-Claude Lecanuet, du P.R., a déclaré : « Les élections aux conseils et comités de parents sont un moyen pour assurer la responsabilité et l'autorité aux divers échelons. Assurer la régularité des élections aux conseils et comités de parents ». P.R. : comités de parents dans les écoles et conseils dans le second degré tels qu'ils sont définis par la réforme Haby.

M.R.G. : information sur les carrières dans le premier cycle, préparation à la vie dans le second. Pas de préapprentissage avant l'âge de seize ans.

P.C. : maintien « pour une période transitoire » de la préparation et des classes préprofessionnelles. Education technologique pratique pour tous au tronc commun. Puis choix entre les sections « générales » ou « professionnelles » du lycée. Les lycéens recevront une partie de leur formation technologique en entreprise. Aucun examen au-delà de dix-huit ans.

P.S. : apprendre à disparaître « tout enseignement matières artificielles ». Relations plus étroites avec les entreprises. Orientation en fonction d'une planification véritable. Les élèves choisissent au lycée entre enseignement général et enseignement technologique.

M.R.G. : de nouvelles réformes seraient « non crédibles ».

Quant à M. Delarue, il a dénoncé l'incapacité de tous les partis « qu'il estime incapables d'appliquer, en matière d'urbanisme notamment, un véritable programme commun contre la région parisienne ».

En effet, les candidats communistes sont attentifs aux représentants des mouvements qui sont les écologistes, le P.S.U. ou les gaullistes d'opposition, peuvent gêner le P.C. De plus, le P.C. est en train, moins enciné à déjouer la course écologique. A ses yeux, en effet, les changements ne peuvent procéder que de « l'action quotidienne et permanente des citoyens et de leurs associations ».

Quant à M. Delarue, il a dénoncé l'incapacité de tous les partis « qu'il estime incapables d'appliquer, en matière d'urbanisme notamment, un véritable programme commun contre la région parisienne ».

En effet, les candidats communistes sont attentifs aux représentants des mouvements qui sont les écologistes, le P.S.U. ou les gaullistes d'opposition, peuvent gêner le P.C. De plus, le P.C. est en train, moins enciné à déjouer la course écologique.

Si le P.C. exclut de renoncer à l'énergie nucléaire, c'est au nom de l'indépendance nationale et de son « sens des responsabilités ».

J.-M. COLOMBANI.

LE R.P.R. PROPOSE LA CRÉATION D'UNE BANQUE NATIONALE DE L'ENVIRONNEMENT

Le R.P.R. publie ses propositions pour une nouvelle politique de déchets, en développant les systèmes d'aérosols pour la pollution atmosphérique, en multipliant les stations d'épuration d'eau et en indiquant sur les quinze ans particulièrement la qualité sanitaire de l'eau du robinet.

Sous-titre la présente troisième partie du programme « la protection des espaces naturels », il évoque l'urbanisation et les transports et avertit l'aménagement du temps.

Ainsi, le R.P.R. propose d'établir une carte des zones bruyantes autour des grands moyens de collectivités locales et des associations, ainsi que la création d'une « banque nationale de l'environnement ». Cet établissement financier jouera, pour l'écologie, le rôle du Crédit agricole pour l'agriculture. Il servira, pour les entreprises, les collectivités locales et les associations, la source privilégiée de leurs charges et de leurs initiatives.

La presse des jeunes

PIERRE VIANSON

TÉMOIGNAGE

Alors, c'est ça
l'amour maternel ?

Tu es là, devant moi, allongée sur le tapis. Tête levée, tu me souris de toute ta petite bouche sans dent. De ces sourires attendrissants qui te font ressembler, à mon grand désespoir, à Raymond Barre.

Signe de joie, tu bats frénétiquement des ailes. En équilibre instable sur le ventre, tu rembes avec tes bras, tu rembes avec tes jambes, mais tu ne comprends pas que ton petit derrière, et ma présence, t'empêchent toujours de t'envoler. Bébé-oléau, depuis bult mois que tu existes, le moindre de tes élans n'a cessé de m'envoyer.

Tu es là, ma tendresse. Dans cet amour où tu m'entraînes, jour après jour, je me noie lentement. Je m'asse si le meur en douleur à force de l'aimer. Et, de peur de te noyer à ton tour, je me tais. Je te regarde et je me fonds en toi en silence.

Alors, c'est ce, l'amour maternel ? Il m'a fallu vingt-six ans pour découvrir... cette douleur.

Pourquoi es-tu née ? Pourquoi n'es-tu pas demeurée toute ta vie dans mon ventre ? Dans ce rempart que je t'avais bâti, tu étais heureuse et sûre de te reposer. Et moi, j'étais euphorique. Tellement euphorique que j'en divaguais... Je te promenais partout... dans les cafés, les rues, les cinémas, le métro. Les gens les plus laid me semblaient beaux. Les plus mesquins m'ouvriraient les bras. A nous deux, je n'avais, pour ce faire.

En neuf mois, tu as réussi cet incroyable tour de force : me réconcilier avec ce qu'on appelle « la condition féminine ». Aucun homme ne varre jamais son ventre onduleur soudain comme un serpent, ne goûte cette drogue qu'est de porter un enfant. Il ne pourra pas même l'imaginer. Comment décrire un petit coup, un plissement, un hoquet ? Les mots sont misérables, presque indécentes. Expliquer les sentiments qui envoient une femme, dans ces momensta, est aussi difficile que de tenir de décrire une couleur ou un organe.

Ton plaisir, bébé-oléau, m'a donc réconciliée avec moi-même. Mais ta naissance, elle, m'a brouillée à mort avec la vie. Quelques heures après ton premier cri, je l'ai compris. Mais il était trop tard. Irremédiablement trop tard. Entre la vie et moi s'était engagée une bataille sans merci. Et d'embâle je me savais vaincu : tu étais là, j'étais perdu.

Avant toi, je me croyais imprévisible, inatteignable. La vie avait beau me trapper de temps en temps, comme elle frappe chacun, je rebondissais, toujours indomptée. J'étais en caoutchouc. Aucune épreuve, pas même la mort, ne pouvait m'empêcher de lui faire front, de la narguer.

Mais maintenant, elle me bient. Par un changement inopinant, épouvanté, avec toi, par toi. Chacun des souffrances qui t'attendent. Je hurle intérieurement à les imaginer. A cause de toi, dès, je me sens mère des enfants de la Terre entière. Dans les cafés, les rues, les cinémas, le métro, c'est toi à présent que je vois à travers tous les petits visages sans lobe, les yeux cerclés, les regards vides.

Devant ces appels sans espoir, ces corps dévouillés, j'ai honte, j'ai peur... Pour eux, pour toi. Petite fille, c'est à partir de toi que j'ai dit non à tout.

Bébé-oléau, tu me souris avec confiance, sans étonner une seconde de mon silence. Pour toi, tout est normal : la tendresse, la patience, la chaleur, l'amour qui t'entourent. Tu es sûre de toi, et sûre de moi. Pourtant, tu ne le sais pas, mais bien souvent ce qui vient de l'au-delà de Faust. J'en ai, mon ange, de peur avec le diable. Je lui vends ma vie, mon âme, pour l'éternité. Ton bonheur assuré en échange.

Méphisto, je t'attends. Comme une délivrance. Le jour où tu m'emporteras, mon oléau, peut-être, s'enverra.

FLORENCE BEAUGÉ

SEIZE ANS



Le Monde aujourd'hui

UN UTOPISTE

DANS ton bureau, demande l'adolescent de seize ans, avec les collèges, vous parlez souvent des grands problèmes ?

— Quels grands problèmes ?

— En bien, la faim dans le monde, la désertification, le déboisement, les sept cent cinquante millions de sous-alimentés.

— On en parle de temps en temps.

— Oui, ce n'est pas le fond de vos conversations.

REGARDS

Ces petites différences

DANS le métro, ce jeune débile qui s'est trompé de ligne et qui interroge anxieusement les passagers pour savoir à quelle station il doit descendre. On lui répond avec sollicitude : pris démaine de paix, il n'a rien de mal. Deux femmes bien mises et d'un âge certain secouent la tête avec condescendance : leurs vêtements empêchent la circulation libre à la concurrence mondiale arrivée de leur industrie supérieure.

Notre concierge, voire notre « bon », se nourrit de ces petites différences qui nous confondent dans notre identité et nous réconfortent dans notre intérêt. « Tu n'imagines pas le salut et tu n'as quasiment pas ! », ainsi Wilhelm Reich strophoraphie déjà le « petit homme ».

ROLAND JACCARD.

— Qu'est-ce que tu veux, nous sommes des salariés. Mon patron peut bien que je m'occupe de la faim dans le monde, mais de préférence après les heures de travail. Tu comprends ?

Il ne connaît pas. Il rigole. Ses cheveux en bandoulière lui balancent les épaules. Il a l'air d'un jeune Christ aux yeux bleus, moins la barbe. Il porte son jean quotidiennement, celul qui sont les trous sont si nombreux qu'en ne compte plus les pièces monétaires qu'il a cousues lui-même pour l'empêcher de mourir. Pas de jeans neuf, ah ! surtout pas.

Le père relance la balle :

— Tu as peut-être une solution pour la faim dans le monde ?

— Il y en a une. C'est simple. D'abord il faut faire une information beaucoup plus totale que maintenant et puis, quand les gens auront compris, il faut créer une donation. Dans tous les pays industriels.

— Autrement dit, tu vas appauvrir les Français, les Belges, les Suisses, les Canadiens, les Allemands pour essayer d'enrichir les Malaisiens, les Equatoriens, les Péruviens, etc. Les vases communautaires ?

— Normal. Et si l'information est partout, ils marcheront.

— Et ils ne marchent pas, ou ils donnent cinquante centimes ?

— Tant pis pour eux. On ne doit rien imposer à personne... Il termine ses études dans un lycée agricole de province. Ensuite, quand il sera devenu un

TEMA (technicien supérieur du machinisme agricole). Il partira au gré du vent proposer sa science et sa bonne volonté aux pays déshérités. L'argent, l'assurance, les objets ne sont pas pour lui. Il luttera contre la désertification, le déboisement, les « surpâturages », les « cultures sur brûlis », etc. Il en connaît un rayon sur tous ces sujets. Il sera au service des peuples aussi longtemps qu'on aura besoin de lui, à droite ou à gauche. Mais, en partant, il n'oubliera pas sa guitare ni ses cassettes des Pink Floyd. Comme il dit, « c'est pas plus bête ».

— Alors, continue le père, tout le podium, le petit écran. On est là, tout seul, devant son téléviseur, en tête à tête avec toutes dianques minimes. Ou alors, il faut subir leurs grandes affiches publicitaires, comme les marques de cosmétiques le raccroche immobile d'ailleurs, vous, vous avez vu, le fapon dont ils présentent leurs produits. Tout est bon : le bon choix, le parti du bon sens...»

— « Aujourd'hui, leur tribune c'est la télé, leur podium, le petit écran. On est là, tout seul, devant son téléviseur, en tête à tête avec toutes dianques minimes. Ou alors, il faut subir leurs grandes affiches publicitaires, comme les marques de cosmétiques le raccroche immobile d'ailleurs, vous, vous avez vu, le fapon dont ils présentent leurs produits. Tout est bon : le bon choix, le parti du bon sens...»

— « Soyez juste, intervient un militaire, nous répétons aussi un bon programme commun, une bonne actualisation... faisons notre autocritique. »

— « Si je réussissais à convaincre un mec, un seul mec, qu'il faut qu'il aille tout donner pour empêcher un Tchadien de crever tout nu, je l'aurais pas perdu, ma vie, même si ça me prend des années. »

— Seize ans, l'âge qu'on ne devrait pas quitter... OLIVIER RENAUDIN.

ÉLECTIONS

Le temps des préaux

Il faut être à l'écoute de la rue en cette période de libérité prédictrice. Ainsi cet homme d'une cinquantaine d'années qui déclare que « de son temps » la vie politique avait du charme parce qu'elle se déroulait sous les préaux d'école, sur les places publiques, dans les bistros. On connaît avec une certaine émotion le nom de ce candidat dit-il, on le voit monter sur les estrades de bois au milieu des banderolles. Mais parfois les écoles étaient le lieu privilégié de la vie publique : on argumentait fermé dans les cours, dans les salles de classe, mais surtout sous les préaux. Là se tenait le vrai forum politique.

— « Aujourd'hui, leur tribune c'est la télé, leur podium, le petit écran. On est là, tout seul, devant son téléviseur, en tête à tête avec toutes dianques minimes. Ou alors, il faut subir leurs grandes affiches publicitaires, comme les marques de cosmétiques le raccroche immobile d'ailleurs, vous, vous avez vu, le fapon dont ils présentent leurs produits. Tout est bon : le bon choix, le parti du bon sens...»

— « Aujourd'hui, leur tribune c'est la télé, leur podium, le petit écran. On est là, tout seul, devant son téléviseur, en tête à tête avec toutes dianques minimes. Ou alors, il faut subir leurs grandes affiches publicitaires, comme les marques de cosmétiques le raccroche immobile d'ailleurs, vous, vous avez vu, le fapon dont ils présentent leurs produits. Tout est bon : le bon choix, le parti du bon sens...»

— « Bien sûr, bien sûr, mais ce que j'en disais, c'était simplement pour faire comprendre qu'en on a assez d'entendre ceci ou cela, de recevoir ceci ou cela, de tout se faire offrir sur un plateau, d'être marqué de tout, tout nu. Je n'aurais pas perdu ma vie, même si ça me prend des années. »

— Seize ans, l'âge qu'on ne devrait pas quitter... RAYMOND JEAN.

Au fil de la semaine

CEST dans la fleur, dit Fénelon, qui se prépare le fruit ; c'est aussi dans la jeunesse et même dans l'enfance qu'il faut jeter les fondements de l'homme futur.

« Un journal de jeunes n'a pas pour unique objet de distraire l'enfant ou de l'élever la mère... Il devient, au contraire, le moyen de rendre l'enfant plus actif, de lui faire acquérir une autonomie, d'élargir ses connaissances et de lui permettre de mieux épouser ses relations avec l'autre. »

Plus de deux siècles séparent ces deux phrases. La première est extraite du prospectus diffusé par M. Leroux, maître des arts et de pension au collège Boursou à Paris, pour annoncer le lancement du « Journal de l'éducation », le premier périodique destiné à la jeunesse, en 1768. La seconde provient d'une déclaration récente de M. Yves Baccaria, directeur du département « Presse - Jeunes » du groupe Bayard - Presse.

Nul doute cependant que M. Leroux souhaitait aux propos de M. Baccaria, qui, de son côté, peut se reconnaître dans le souci de « jeter les fondements de l'homme futur ». Eduquer, instruire, former, et ainsi capter et retenir dès l'enfance le lecteur, le citoyen, le chrétien de demain, tel est, depuis deux siècles que paraissent en France des journaux pour les enfants et les jeunes, l'objectif proclamé par leurs éditeurs.

Ces journaux n'avaient jamais été recensés, dépouillés et analysés. Cette lacune vient d'être comblée par une passionnante thèse de doctorat dont on a tiré ces citations et dont on ne veut pas douter qu'elle sera, tôt ou tard, l'objet d'un livre (1). S'il ne peut être évidemment question de résumer ici les huit cents pages d'une recherche aussi considérable, du moins peut-on emprunter à l'auteur quelques-unes de ses trouvailles et de ses remarques.

« L'AMI DES ENFANTS », « Le Porte-

« Annales de l'éducation du sexe ou Journal des démolisseuses » : avant la Révolution, la presse des jeunes vise à former des hommes et des femmes dévoués à Dieu et au roi. Assoupie sous l'Empire, elle se réveille avec la Restauration : on lit « les Dimanches », où Mme de Genlis de mons et notamment que l'âge de la majorité suit reporté de vingt et un ans à vingt-cinq ans ; « l'Ami de la jeunesse », premier mensuel protestant, qui ose écrire, non sans courage : « Il ne suffit pas d'être un bon maître : puisque les Nains sont nos frères, il faut les offrir ! » ; et aussi « l'Abéille des démolisseuses », « l'Utile et l'Agréable », « Plaisir et Travail », et dix autres titres.

La première floraison date des années 30, sous Louis-Philippe. En 1832, les écoles accueillent un million cinq cent

quatre-vingt-dix mille enfants l'hiver, mais moins de la moitié l'été, à cause des travaux des champs. Cette année-là, la loi Guizot ébauche la première organisation de l'instruction primaire. Cinq ans plus tard, en 1837, on recense deux millions six cent quatre-vingt-dix mille enfants scolarisés. Il est vrai que ce public nouveau n'a guère le temps de faire puisqu'il faut attendre 1841 pour qu'une loi de 22 mars réglemente le travail des enfants. Ils ne pourront plus être employés dans les fabriques et les ateliers avant l'âge de huit ans, ne pourront pas travailler plus de huit heures par jour entre huit ans et douze ans, douze heures par jour entre douze ans et seize ans. Le travail de nuit est interdit au-dessous de treize ans, et l'école est obligatoire jusqu'à douze ans — disposition qui ne sera d'ailleurs pas appliquée.

Qu'importe : convaincus de lutter ainsi pour l'éducation des masses, les grands écrivains, de Musset à Balzac, d'Aleksandar Djanović à Georges Sand, écritront désormais dans les journaux pour enfants, postulent ainsi leurs œuvres devant les réunions en volume, ils auront moins de succès d'auteur que Louis Desnoyers, dont le récit fameux, « les Aventures de Jean-Paul Choppot », paru à partir de 1832 dans « le Journal des enfants », n'aura pas moins de cent vingt-neuf rééditions. Et Lélio, pseudonyme de Laure Surville, sœur de Balzac, que son illustrateur a encouragé à écrire pour les petits, corrigeant impitoyablement ses fautes de grammaire et de syntaxe, n'est pas l'une des moins célèbres « journalistes » de ces années nombreuses, de quelles prodiges inattendus vous seriez un jour les témoins !

Autre des écrivains, « le Journal de la jeunesse » fait campagne pour la bicyclette. Un échec : « le Baby », qui disparaît, lui, dès 1905, à bras roulé de proclamer : « Enfants qui nous lisez aujourd'hui et qui la vie réserve des années nombreuses, de quelles étranges merveilles, de quels prodiges inattendus vous seriez un jour les témoins !

Autre des écrivains, « le Journal de la jeunesse » fait campagne pour la bicyclette. Un échec : « le Baby », qui disparaît, lui, dès 1905, à bras roulé de proclamer : « Enfants qui nous lisez aujourd'hui et qui la vie réserve des années nombreuses, de quelles étranges merveilles, de quels prodiges inattendus vous seriez un jour les témoins ! »

« C'est aussi l'époque où Joséphine de Gaulle, grand-mère du général, fait paraître la première de ses « Histoires d'une grand-maman à ses petits-enfants », qui raconte comment la jeune héritière Marianne gâte son époux King-Charles de point de rendu irresponsable. Tout n'est pas à l'eau de rose pourtant dans ces gazettes enfantines, témoign cat d'œuvre de Mme Dupin dans « le Journal des Jeunes personnes » du 1^{er} octobre 1839 :

« Un malade indéfinissable, une ingénuité sans nom agitent l'existence morale des femmes. Elles se plaignent de l'étroite sphère où les entraînent l'égoïsme et la vanité de l'homme et réclament tout haut une liberté égale à celle de l'être qui, si longtemps, s'arrache le pouvoir de leur imposer comme destinée sourde, obscure et déshonorante de grands intérêts : la destinée du foyer, > Cent quarante ans plus tard, M^{me} Gisèle Halimi, au fond, ne dit pas autre chose.

Au début de la seconde moitié du dix-neuvième siècle, ce n'est pas un hasard si, tandis qu'on s'arrache pour les journaux des enfants les œuvres de la comtesse de Sévigné et de Jules Verne paraissent simultanément — et d'abord dans la presse des jeunes — en Angleterre

Viens, j'te va payer un gâteau chez un Conraine qui a du fond-boyaux. Mon vien, tu vas valoir ça, c'est épantant. »

Une presse médiocre et veule : ainsi apparaît, sauf quelques exceptions notables, la presse des Jeunes entre 1904 et 1930. Pour conquérir les enfants des couches populaires qui maintenant savent lire, elle croit devoir sacrifier à la vulgarité et à l'argot.

En 1934, avec « le Journal de Mickey », « Robinson », « Hurrah », c'est l'invasion des bandes dessinées américaines : Guy l'Eclair, Mandrake le roi des magiciens, la Famille Ulico, le professeur Nimbus, Tarzan, Popeye, Dick Tracy, datant des années 30 et ils ont la vie dure. « La Semaine de Suzette », née en 1905 et qui vivra jusqu'en 1960, essaie de réhabiliter la B.D. française, et cela donne Bécassine. « Fillette » (1909-1964) accorde à Lilli l'Espigüette, puis l'abandonne pour Shirley Temple. Exceptions honorables : « A la page », « Benjamin », créé par Jean Nohain en 1929 — il a alors vingt-deux ans — « Coeur vaillant », où, en 1930, Tintin fait son apparition avec Tintin et Milou au pays des Soviets, charge anticomuniste d'une extrême violence. Alain Saint-Ogan, le père de « Zig et Puce », lance son propre journal.

Après la guerre, une loi de 1949 moralise et place sous surveillance la presse des jeunes qui foisonne et achève de devenir un marché financièrement important. Tandis que les publications qui n'ont pas su s'adapter et en sont restées aux bonnes fées et aux méchancines sorties disparaissent une à une, les années 60 voient naître d'une part des publications issues du succès de certaines émissions de radio et de télévision, d'autre part des journaux qui reposent sur la voix de la chanson, de la musique et des disques. C'est la « presse des idoles » avec l'explosion puis le déclin relatif de « Salut les copains » (plus de 500 000 exemplaires en 1963, plus de 1 million en 1966-1967, moins de 70 00

RADIO-TELEVISION

Recherches sur les retransmissions

40 % DE « NON-PUBLIC »

Un colloque à Yerres (Essonne) sur les rapports possibles entre la télévision et le théâtre, organisé par le secrétariat d'Etat à la culture, un rapport sur les émissions culturelles, en juillet 1977, et des journées de réflexion à Villeneuve-lès-Avignon sur les possibilités théâtrales offertes par le petit écran, à l'initiative de l'Institut national de l'audiovisuel, un festival « Télévision sur scène », récemment organisé par le ministère de la culture et de l'environnement ainsi que par TF1 : depuis trois ans s'inscrivent ici ou là un début de fond sur l'ambiguïté des rapports entre la scène et le petit écran. Depuis 1975, en effet, plus de cent spectacles ont été retransmis à la télévision.

POUR expliquer la faible audience des émissions culturelles à la télévision, certains téléspectateurs avertis incriminent souvent les horaires tardifs de programmation ou l'influence néfaste des programmes des autres chaînes concurrentes (variétés, films...). On est toutefois tenté de nuancer ces évidences, après avoir lu l'analyse approfondie des retransmissions de spectacles de théâtre, d'opéra et de ballet faite par M. Jean-François Barber-Bouvet du service des études et de la recherche du ministère de la culture et de l'environnement.

Le propos de l'auteur, qui a systématiquement étudié l'audience auprès du grand public d'une trentaine de spectacles culturels diffusés entre juillet 1976 et février 1977 (montés initialement avec l'aide du ministère de la culture et de l'environnement), anticipe sur le titre du rapport « De la scène au petit écran » pour esquisser le profil d'un « nouveau public » et définir une politique audiovisuelle en matière de retransmission culturelle.

Moins de privilégiés

Pour dresser un bilan de l'audience des retransmissions culturelles, fruits de la collaboration entre les sociétés de programme et le ministère de la culture et de l'environnement, trois aspects ont été étudiés :

— Le taux d'écoute de trente et une retransmissions pour la rapport aux taux d'écoute des autres émissions diffusées en même temps sur les deux autres chaînes (calculés à partir de chiffres recueillis par le Centre d'étude et d'opinion) ;

— La composition socio-culturelle et socio-démographique du public des vingt-quatre retransmissions de spectacles, ayant obtenu une audience suffisamment importante pour être analysable statistiquement, toujours à partir de chiffres recueillis par le C.E.O. ;

— Les attitudes et les comportements des téléspectateurs ; ce dernier point ayant nécessité un sondage particulier établi par le C.E.O. à la demande du service des études et de la recherche.

L'analyse des retransmissions télévisées de spectacles de théâtre, d'opéra et de ballet révèle d'abord que, tout en restant relativement faible, l'audience moyenne (4,5 % de la population française d'âge adulte) est, en fait, considérable, ce chiffre correspondant à 1,6 million de téléspectateurs, soit la totalité de la fréquentation annuelle de tous les théâtres nationaux et centres dramatiques pour l'ensemble de leur programmation. Le public du théâtre paraît plus sensible à la nature des pièces proposées et aux conditions de leur programmation (audience variant de 1 à 20 %) que celui de l'opéra, qui constitue un noyau assez stable (de 2 à 4 %).

La décomposition du public selon ses caractéristiques socio-démographiques (âge, sexe, catégorie sociale, niveau d'études et taille de l'agglomération) a permis de mettre en évidence que les inégalités de fréquentation entre catégories qui apparaissent lorsqu'un spectacle est présenté en salle se réduisent devant le petit écran. Les classes privilégiées (cadres supérieurs, professions libérales, patrons), cinq fois plus nombreuses que les ouvrières dans les salles, ne sont que deux fois devant le petit écran. Alors que la fréquence de réception des salles de spectacles va en décroissant avec la taille des villes, il n'y a plus d'écart entre le taux d'écoute des téléspectateurs de l'agglomération parisienne, des petites habitants des grandes villes, des petites et des communes rurales. Le taux d'écoute croît en revanche avec l'âge des téléspectateurs (3 % chez les quinze-vingt-quatre ans, 2,3 % pour les trente-cinq-quarante-neuf ans contre 9,7 % chez les plus de soixante-cinq ans).

Bien que les retransmissions d'opéra aient une audience plus élevée chez les hommes et celles de théâtre chez les femmes (et que les personnes âgées soient plus nombreuses à suivre les retransmissions d'opéra), la composition socio-démographique du public des retransmissions d'opéra et de théâtre est assez proche.

L'audience des retransmissions théâtrales varie considérablement parfois d'une émission à l'autre. Ces écarts tiennent en partie à l'heure de la programmation. L'audience étant en moyenne deux fois supérieure à 20 h. 30 qu'à 21 h. 30 ou 22 heures. Toutefois, si une mauvaise heure de diffusion réduit les chances de succès d'une retransmission, à l'inverse, une diffusion à 20 h. 30 n'assure pas pour autant une large audience, tant il est vrai que l'image de marque des chaînes constitue un facteur plus déterminant de variation de l'écoute (dans l'ensemble les retransmissions théâtrales diffusées sur TF1 ont un pourcentage de 7,5 % d'écoute, celles d'Antenne 2 de 6,4 % et de 1,2 % seulement sur FR3). La notoriété de la scène de théâtre, du

mérite en scène, du titre de la pièce et de son auteur ainsi que des interprètes influencent aussi, évidemment, le téléspectateur. Ainsi les pièces de théâtre ayant remporté le plus grand succès étaient représentées par la Comédie-Française, aucune n'ayant connu de score inférieur à 5 %, y compris la *Comédie* programmée à 21 h. 30.

Contrairement à l'idée répandue qui insiste à l'influence des chaînes concurrentes l'insuccès des retransmissions théâtrales, il apparaît que le choix entre une retransmission de spectacle culturel ou une autre émission n'est pas vécu par les téléspectateurs comme une alternative. Certains excentent d'embâcle les émissions culturelles, d'autres au contraire rejettent *a priori* les variétés ou les séries américaines. Dès lors, note M. Jean-François Barber-Bouvet, « les programmes télévisés ne sont pas *cet ensemble indéterminé de biens interchangeables offerts au choix d'individus guidés par une hypothétique et commune liberté d'indifférence que l'on croit trop souvent. Les conditions et horaires de travail des téléspectateurs, leurs habitudes culturelles, font qu'il n'y a ni choix pu et indépendant, ni à l'inverse, absence de choix (cette rencontre fortuite sur laquelle on compte parfois pour élargir le public de la culture). S'il est vrai que la concurrence d'un film de *Gabin* ou de *Fumée* est difficile à affronter, il faut aussi chercher, dans les retransmissions culturelles elles-mêmes et dans le mode de rapport à la culture qu'elles proposent chez les téléspectateurs, à la fois l'explication de la relâche systématique de leur impact et l'explication des variations, à type de concurrence identique de l'audience ».*

Bien que le public potentiel des œuvres de culture tende pour la première fois à se confondre avec l'ensemble de la population (85 % des foyers étant équipés d'un téléviseur en 1976), seules une minorité suit les retransmissions. La méthode du C.E.O. consistait à demander aux personnes interrogées si elles considéraient qu'il y avait trop, suffisamment ou pas assez d'émissions de théâtre, d'opéra ou de ballet ou si elles n'avaient pas d'opinion à ce sujet — a permis de déterminer que le « non-public », celui qui ne perçoit pas que ce type d'émissions peuvent s'adresser à lui en raison de son absence de familiarité avec l'univers culturel, atteignait 40 % des téléspectateurs. A l'inverse, le public culturellement disponible « qui déplore l'insuffisance des émissions de théâtre ou d'opéra » a été évalué entre 17 % et 25 %, selon le degré de retransmission, le théâtre classique trouvant une réception plus large. En conséquence, la télévision passe avec une acuité nouvelle le problème de l'accessibilité culturelle.

Pas de miracle

À la télévision, à la différence des spectacles présentés en salle, la diffusion d'une émission culturelle est souvent unique, d'où l'impossibilité pour le téléspectateur de se référer au jugement de son groupe et de son entourage. Il ne dispose, pour anticiper le contenu de l'émission, que des appréciations de la presse qui présente les programmes. M. Jean-François Barber-Bouvet souligne : « C'est ce monopole de fait exercé par la presse sur l'information des téléspectateurs, non médiatisée par les groupes de référence, qui constitue la nouveauté culturelle de la télévision. »

Nombrent, sont les téléspectateurs qui recourent à une information extérieure pour choisir leurs émissions. 49 % des Français (un sur deux) consultent les magazines de télévision, 45 % le page T.V. des principaux quotidiens. Seule une minorité de téléspectateurs choisit ses émissions au hasard des images (16 %) et 39 % des téléspectateurs choisit leur programme par habitude. A cet égard, le rapport du service des études et de la recherche insiste sur le rôle prépondérant de la presse dans la détermination du choix des téléspectateurs. « Une politique de diffusion culturelle qui voudrait utiliser pleinement l'outil télévisuel ne peut ignorer un tel phénomène. Autant que, à la qualité des œuvres qu'elle propose, c'est à l'amélioration de la qualité des informations, préalables à leur diffusion qu'elle doit s'attacher. »

Les inégalités observées entre les différents groupes sociaux dans l'écoute des retransmissions culturelles télévisées produisent en quelque sorte des classes qui connaissent les activités culturelles de théâtre, de concert ou d'opéra. Cependant, les inégalités d'audience entre les différentes groupes sociaux sont moins fortes lorsqu'il s'agit de spectacles retransmis (« le monstre ») que lorsqu'il s'agit d'émissions culturelles suivies de débats (« le débat »). Paradoxalement, les émissions sur des sujets sociaux sont davantage regardées par les catégories moins élevées socialement.

Deux idées généralement admises se trouvent donc mises en cause, écrit M. Jean-François Barber-Bouvet : « Celle que le développement de la télévision se traduirait par le dévoilement du public (massification), celle que le télévision permettrait d'empêcher les barrières sociales de la consommation culturelle (...). Il n'y a pas hasard mais chose culturellement préconstruit : l'accès de la culture savante poursuit l'auteur citant l'ouvrage *L'Amour de l'art*, de Pierre Bourdieu, comme l'ambition d'accéder, ne peut être le produit miraculeux d'une conversion culturelle ; mais supposée en l'état actuel un changement de condition économique et sociale. »

EVELITA MOOD.

Écouter-voir

● BIOGRAPHIE : LES TROIS SIECLES DE MARGUERITE YOURCENAR.

Lundi 20 février, France-Culture, 22 h. 35.

Jean Montalbetti et André Mathieu avaient déjà, le lundi 21 novembre 1977, proposé deux heures d'émission en compagnie de Marguerite Yourcenar : cette femme écrivain qui vit isolée dans une île du Maine, aux Etats-Unis, leur avait ouvert sa porte et accordé un long, très long entretien, ce qu'elle accepte rarement. Suite à une première réflexion sur son temps et sur son œuvre, c'est la biographie de Marguerite Yourcenar qui est retracée dans ce deuxième volet, un portrait de l'auteur face à sa propre histoire : une initiation généalogique, tout le sujet de *Souvenirs pieux* et d'*Archives du Nord*.

Marguerite Yourcenar raconte, avec un humour tendre, « trois siècles de son passé », pour arriver à son enfance, de Lille : elle a retrouvé les clichés jaunis. Elle les rajoute aux portraits d'ancêtres dans la galerie de souvenirs qu'elle a patiemment, ardemment recopier, dans sa maison de *Petite Plaisance*.

● BANDE A PART : POUR L'AMOUR DU SALUT.

Lundi 20 février, A 2, 22 h. 25.

Les « officiers » et « officières » de l'Armée du Salut sont deux cent cinquante en France. Cent cinquante émissions sont travaillées à Paris. C'est peu si on

pense aux effectifs de cette institution en Angleterre ou aux Etats-Unis. Qu'il soit qu'elles soient lieutenants ou capitaines, les salutistes doivent vivre avec 300 francs par mois. Leur contrat au service des déshérités est de durée illimitée. Tout cela n'est guère évoqué au cours de cette émission de la série « Bande à part » qui montre plus qu'elle

manifeste des idées folles d'un jour réalisateur, surtout connu à l'époque par ses mises en images de variétés avant d'en venir à la « fiction » électronique ».

● TEMOIGNAGES : EGYPTE-ISRAËL 1970-1978.

Samedi 25 février, France-Culture, 14 h. 5.

Le premier conflit israélo-arabe a récentement visité à Jérusalem du président égyptien, beaucoup de choses ont changé. La question d'Israël demeure cependant entière, et la politique égyptienne ne recèle qu'une solidité mitigée de la part des autres Etats arabes. Eric Laurent et Marie Vouillon ont tenté de reconstituer l'évolution de rapports entre ces deux pays. Le président Anouar El Sadate et Menahem Begin, premier ministre israélien, disent leur point de vue, ainsi que le roi Hussein de Jordanie.

Interviennent également M. Nahur Moshé, M. Issedine Kalak, dirigeant Goldmann, président du congrès juif de l'OLP ; M. Mohammed Kaysa, ancien vice-premier ministre égyptien M. Kamal Jumblat, dirigeant de la gauche libanaise, ainsi que MM. Georges Burde, Maxime Rodinson et Jean Lacouture, spécialistes français de problèmes du Moyen-Orient. Au cours de cette « table ronde » radiophonique seront évoqués la guerre du Kippour, les difficultés économiques, le rôle de grandes puissances étrangères.

● TELE-CLUB : UBU ROI.

Vendredi 24 février, A 2, 22 h. 45.

Les marionnettes électroniques d'Avary font éclater les blagues potaches d'*Ubu roi* d'Alfred Jarry. Diffusé en septembre 1965 sur la première chaîne, ce spectacle intégral, véritable festival de trucages apparaît comme le

Les films de la semaine

● LA HORSE, de Pierre Granier-Deferre.

Dimanche 19 février, TF 1, 20 h. 30.

Histoire de famille, étude de mœurs d'après un roman de

« série noire ».

Pierre Granier-Deferre a donné à cela une densité et une atmosphère réaliste entre Simonet et Balzac.

Un riche fermier normand, patriarche rendant sa justice sur ses terres, Gabin, plus vrai que nature, impose magnifiquement son personnage.

● UN SOIR, UN TRAIN, d'André Delvaux.

Dimanche 19 février, FR 3, 22 h. 30.

Un cinéaste belge, inspiré par la peinture surréaliste, explore l'imaginaire dans un roman de Jack London, l'histoire d'un chien-loup réduit à une histoire plutôt banale d'aventuriers dans le Grand Nord. Coproduction européenne, scène de western italien.

● CASQUE D'OR, de Jacques Becker.

Mardi 21 février, FR 3, 20 h. 30.

Un des plus beaux romans

de Jack London, l'histoire d'un chien-loup réduit à une histoire plutôt banale d'aventuriers dans le Grand Nord. Coproduction européenne, scène de western italien.

● LE DERNIER TIERCE, de Richard Pottier.

Vendredi 24 février, TF 1, 14 h. 55.

Raymond Souplex enquête

à propos d'un crime commis

sur un champ de courses,

comme si était le commanditaire

de Caporetto, sur le front italien, en 1917.

● TAXI, ROULOTTE ET CORRIDA, d'André Hunebelle.

Dimanche 26 février, TF 1, 20 h. 30.

Les « apaches » de Belleville et Casque d'or, prostituées légendaire devenus des personnages vrais, dans le Paris des faubourgs à la Belle Epoque. Classicisme rigoureux d'une mise en scène qui trouve toujours la réalité humaine et la dimension sociale. En hommage à Becker, grand cinéaste français des années 40-50. Avec un couple inoubliable : Simone Signoret et Serge Reggiani.

● SIGNÉ ARSENE LUPIN, d'Yves Robert.

Jeudi 23 février, A 2, 15 h.

À une époque où les droits

des romans de Maurice Leblanc étaient réservés, Jean-Paul Rappeneau inventa un scénario original qui fut un véritable et pétillant pastiche.

Et sur lequel Yves Robert

réalisa un film propre à ravis

les admirateurs d'Arse

ne Lupin, parfaitement interprété par Robert Lamoureux.

Il y a aussi Alida Valli en

aventurière.

● LE CERVEAU, de Gérard Oury.

Dimanche 26 février, TF 1, 20 h. 30.

Bourvil (le commandant) et

Belmondo (le tigre astucieux)

se servent de boules puantes

● L'ADIEU AUX ARMES, de Charles Vidor.

Jeudi 23 février, FR 3, 20 h. 30.

Conçu par David Selznick

qui voulait faire jouer à sa femme, Jennifer Jones, le rôle de Catherine, l'Infirmière

à Catherine, l'Infirmière

amoureuse, cette production

romanesque à grand spectacle,

pas totalement inspirée au roman de

Charles Vidor, mais à l'œuvre

RADIO-TELEVISION

Samedi 18 février

CHANE I : TF 1

20 h. 30. Variétés : Des magiciens ; 21 h. 30. Série : La légende des chevaliers aux 108 étoiles ; 22 h. 30. Téléfoot.

CHANE II : A 2

20 h. 35. Série policière : Les cinq dernières minutes (Répétis. scénario Cl. Lourau, réal. Guy Lasserre, avec J. Debary, M. Bynaud, V. Silver).

Dimanche 19 février

CHANE I : TF 1

9 h. 15. Emissions religieuses et philosophiques ; 12 h. La séquence du spectacle ; 12 h. Bon appétit ; 13 h. 20. C'est pas sérieux ; 14 h. 10.



Les rendez-vous du dimanche ; 15 h. 30. Feuilleton français : Paul et Virginie (rediff.) ; 18 h. Tiersé ; 16 h. 5. Série américaine : L'île perdue ; 16 h. 35. Sports première : 17 h. 30. Téléfilm américain : Un grand-père à l'ouvrage ; 19 h. 15. Lemmon, avec W. Matthau, D. Winter et F. Furt.

Le pionnier Kélibi se sera-t-il qu'un poid mort dans la famille des feux ? Il n'entre pas le départ pour l'Asie, mais se battra-t-il pour pas confondre en lui comme daddy-sister. Une « émission de vie » à l'américaine.

19 h. 25. Les animaux du monde.

20 h. 30. FILM : LA HORSE, de P. Granier-Deferre (1969), avec J. Gabin, R. Hirt, A. Weber.

Lundi 20 février

CHANE I : TF 1

12 h. 15. Jeu : Réponse à tout ; 12 h. 30. Midi première : 13 h. 25. Magazines régionaux ; 13 h. 30. Restez donc avec nous ; 17 h. 10. Pour les jeunes : Spécial vacances ; 18 h. A la bonne heure ; 18 h. 25. Pour les petits ; 18 h. 30. L'île aux enfants ; 18 h. 35. Feuilleton : La passe-à-bonheur ; 19 h. 15. Une minute pour les femmes ; 19 h. 45. Eh bien... raconte !

20 h. 30. FILM : SINDBAD LE MARIN, de R. Wallace (1948), avec D. Fairbanks Jr., M. O'Hara, W. Slezak, A. Quinn, G. Tobias, J. Greer (rediff.).

Mardi 21 février

CHANE I : TF 1

12 h. 10. Jeu : Réponse à tout ; 12 h. 30. Midi première : 13 h. 45. Restez donc avec nous ; 17 h. 15. Pour les jeunes ; 17 h. 18. Dessins animés ; 18 h. A la bonne heure ; 18 h. 32. L'île aux enfants ; 18 h. 35. Feuilleton : La passagère ; 19 h. 15. Une minute pour les femmes ; 19 h. 45. Eh bien... raconte !

20 h. 30. Spécial élections législatives (magazine « Spécial Événement », avec M. Raymond Barre, premier ministre).

21 h. 30. Variétés : Les Halles, la Marne et la canopée.

CHANE II : A 2

13 h. 5. Emission pédagogique ; 13 h. 35. Magazine régional ; 13 h. 50. Feuilleton : Le dessous du ciel (rediff.) ; 14 h. 5. Aujourd'hui, madame ; 15 h. Reprise : Magazine médical (les jours de notre vie, émission diffusée le 15 février) ; 15 h. 55. Aujourd'hui magazine ; 17 h. 55. Fenêtre sur... le monde de la danse ; 18 h. 25. Isabelle et ses amis ; 18 h. 40. C'est la chaîne... Eh bien... raconte !

20 h. 30. Série dramatique : Les jeunes filles, d'après H. de Montherlant, adapt. L. Pauwels, réal. L.-R. Iglesias (deuxième partie).

22 h. Emission littéraire : Titre courant de P. Sirois (avec Louis Pauwels) ; 22 h. 15. Série sociologique : Hommes et sociétés (adaptation : Les Bretons de New-York, réal. F. Contini).

Lire notre article page 11.

CHANE II : A 2

13 h. 35. Magazine régional ; 13 h. 50. Feuilleton : Le dessous du ciel ; 14 h. 3. Aujourd'hui, madame ; 15 h. 5. Dessins animés ; 15 h. 55. Un sur cinq ; 17 h. 55. Accords parfaits ; 18 h. 25. Isabelle et ses amis ; 18 h. 40. C'est la chaîne... Jeu : Les six jours d'Antenne 2.

20 h. 30. Magazine : Cartes sur table, M. Michel Poniatowski, président d'honneur du P.R., répond aux questions de Jean-Pierre Elkabbach et Alain Duhamel ; 21 h. 40. Essai : L'art et l'argent, de P. Breugnot et R. Bouthier.

Lire notre article page 11.

CHANE III : FR 3

18 h. 35. Pour les jeunes ; 19 h. 5. Emissions régionales ; 20 h. 30. Scènes de la vie de provinces : L'oeuvre rural dans l'Aisne, de P. Labarrière (prod. FR 3 Amiens) ; 20 h. 30. Les jeux.

Un avion relais, devant s'éloigner, est retrouvé ensanglé. Celle qui l'assassine et qui fut démasquée de l'épouse en découvrant son passé veut échapper le meurtre.

22 h. 5. Polémique : Le dessus du panier, de Ph. Bouvard ; 22 h. 55. Jazz : Spécial Dizzie Gillespie, par J.-Ch. Avery.

CHANE III : FR 3

20 h. 30. Regard sur les télévisions étrangères : Un orange de 5 livres, de D. Churchill,

réal. J. Howson, avec P. Backworth, N. Pairy, S. Badel, B. Nor, S. Fall, J.-S. Matthews.

Quand des histoires de mères rendent la vie de ménage plus difficile encore qu'elles n'étaient.

24 h. 20. Documentaire d'art : Campana (dernier avatard d'une collection).

FRANCE-CULTURE

20 h. 30. Regard sur les télévisions étrangères : Un orange de 5 livres, de D. Churchill,

réal. J. Howson, avec P. Backworth, N. Pairy, S. Badel, B. Nor, S. Fall, J.-S. Matthews.

24 h. 20. Documentaire d'art : Campana (dernier avatard d'une collection).

FRANCE-MUSIQUE

20 h. 5. Musiques oubliées : « Quatre suites symphoniques d'après Roeklin » (Max Reger), par l'Orchestre symphonique de Prague, direction J. Kalberth.

20 h. 30. Echanges internationaux de Radio-France : Festival de Salzbourg 1977 : « Sinfonia Niedersachsen » (Schubert), avec D. Piatigorsky, baritone et R. Dohmen, violon, des Madrigali D. 100, D. 380.

21 h. 30. FILM : « Schubert » (D. Piatigorsky, baritone) avec D. Piatigorsky, baritone et R. Dohmen, violon, des Madrigali D. 100, D. 380.

21 h. 30. FILM : « Schubert » (D. Piatigorsky, baritone) avec D. Piatigorsky, baritone et R. Dohmen, violon, des Madrigali D. 100, D. 380.

21 h. 30. FILM : « Schubert » (D. Piatigorsky, baritone) avec D. Piatigorsky, baritone et R. Dohmen, violon, des Madrigali D. 100, D. 380.

21 h. 30. FILM : « Schubert » (D. Piatigorsky, baritone) avec D. Piatigorsky, baritone et R. Dohmen, violon, des Madrigali D. 100, D. 380.

21 h. 30. FILM : « Schubert » (D. Piatigorsky, baritone) avec D. Piatigorsky, baritone et R. Dohmen, violon, des Madrigali D. 100, D. 380.

21 h. 30. FILM : « Schubert » (D. Piatigorsky, baritone) avec D. Piatigorsky, baritone et R. Dohmen, violon, des Madrigali D. 100, D. 380.

21 h. 30. FILM : « Schubert » (D. Piatigorsky, baritone) avec D. Piatigorsky, baritone et R. Dohmen, violon, des Madrigali D. 100, D. 380.

21 h. 30. FILM : « Schubert » (D. Piatigorsky, baritone) avec D. Piatigorsky, baritone et R. Dohmen, violon, des Madrigali D. 100, D. 380.

21 h. 30. FILM : « Schubert » (D. Piatigorsky, baritone) avec D. Piatigorsky, baritone et R. Dohmen, violon, des Madrigali D. 100, D. 380.

21 h. 30. FILM : « Schubert » (D. Piatigorsky, baritone) avec D. Piatigorsky, baritone et R. Dohmen, violon, des Madrigali D. 100, D. 380.

21 h. 30. FILM : « Schubert » (D. Piatigorsky, baritone) avec D. Piatigorsky, baritone et R. Dohmen, violon, des Madrigali D. 100, D. 380.

21 h. 30. FILM : « Schubert » (D. Piatigorsky, baritone) avec D. Piatigorsky, baritone et R. Dohmen, violon, des Madrigali D. 100, D. 380.

21 h. 30. FILM : « Schubert » (D. Piatigorsky, baritone) avec D. Piatigorsky, baritone et R. Dohmen, violon, des Madrigali D. 100, D. 380.

21 h. 30. FILM : « Schubert » (D. Piatigorsky, baritone) avec D. Piatigorsky, baritone et R. Dohmen, violon, des Madrigali D. 100, D. 380.

21 h. 30. FILM : « Schubert » (D. Piatigorsky, baritone) avec D. Piatigorsky, baritone et R. Dohmen, violon, des Madrigali D. 100, D. 380.

21 h. 30. FILM : « Schubert » (D. Piatigorsky, baritone) avec D. Piatigorsky, baritone et R. Dohmen, violon, des Madrigali D. 100, D. 380.

21 h. 30. FILM : « Schubert » (D. Piatigorsky, baritone) avec D. Piatigorsky, baritone et R. Dohmen, violon, des Madrigali D. 100, D. 380.

21 h. 30. FILM : « Schubert » (D. Piatigorsky, baritone) avec D. Piatigorsky, baritone et R. Dohmen, violon, des Madrigali D. 100, D. 380.

21 h. 30. FILM : « Schubert » (D. Piatigorsky, baritone) avec D. Piatigorsky, baritone et R. Dohmen, violon, des Madrigali D. 100, D. 380.

21 h. 30. FILM : « Schubert » (D. Piatigorsky, baritone) avec D. Piatigorsky, baritone et R. Dohmen, violon, des Madrigali D. 100, D. 380.

21 h. 30. FILM : « Schubert » (D. Piatigorsky, baritone) avec D. Piatigorsky, baritone et R. Dohmen, violon, des Madrigali D. 100, D. 380.

21 h. 30. FILM : « Schubert » (D. Piatigorsky, baritone) avec D. Piatigorsky, baritone et R. Dohmen, violon, des Madrigali D. 100, D. 380.

21 h. 30. FILM : « Schubert » (D. Piatigorsky, baritone) avec D. Piatigorsky, baritone et R. Dohmen, violon, des Madrigali D. 100, D. 380.

21 h. 30. FILM : « Schubert » (D. Piatigorsky, baritone) avec D. Piatigorsky, baritone et R. Dohmen, violon, des Madrigali D. 100, D. 380.

21 h. 30. FILM : « Schubert » (D. Piatigorsky, baritone) avec D. Piatigorsky, baritone et R. Dohmen, violon, des Madrigali D. 100, D. 380.

21 h. 30. FILM : « Schubert » (D. Piatigorsky, baritone) avec D. Piatigorsky, baritone et R. Dohmen, violon, des Madrigali D. 100, D. 380.

21 h. 30. FILM : « Schubert » (D. Piatigorsky, baritone) avec D. Piatigorsky, baritone et R. Dohmen, violon, des Madrigali D. 100, D. 380.

21 h. 30. FILM : « Schubert » (D. Piatigorsky, baritone) avec D. Piatigorsky, baritone et R. Dohmen, violon, des Madrigali D. 100, D. 380.

21 h. 30. FILM : « Schubert » (D. Piatigorsky, baritone) avec D. Piatigorsky, baritone et R. Dohmen, violon, des Madrigali D. 100, D. 380.

21 h. 30. FILM : « Schubert » (D. Piatigorsky, baritone) avec D. Piatigorsky, baritone et R. Dohmen, violon, des Madrigali D. 100, D. 380.

21 h. 30. FILM : « Schubert » (D. Piatigorsky, baritone) avec D. Piatigorsky, baritone et R. Dohmen, violon, des Madrigali D. 100, D. 380.

21 h. 30. FILM : « Schubert » (D. Piatigorsky, baritone) avec D. Piatigorsky, baritone et R. Dohmen, violon, des Madrigali D. 100, D. 380.

21 h. 30. FILM : « Schubert » (D. Piatigorsky, baritone) avec D. Piatigorsky, baritone et R. Dohmen, violon, des Madrigali D. 100, D. 380.

21 h. 30. FILM : « Schubert » (D. Piatigorsky, baritone) avec D. Piatigorsky, baritone et R. Dohmen, violon, des Madrigali D. 100, D. 380.

21 h. 30. FILM : « Schubert » (D. Piatigorsky, baritone) avec D. Piatigorsky, baritone et R. Dohmen, violon, des Madrigali D. 100, D. 380.

21 h. 30. FILM : « Schubert » (D. Piatigorsky, baritone) avec D. Piatigorsky, baritone et R. Dohmen, violon, des Madrigali D. 100, D. 380.

21 h. 30. FILM : « Schubert » (D. Piatigorsky, baritone) avec D. Piatigorsky, baritone et R. Dohmen, violon, des Madrigali D. 100, D. 380.

21 h. 30. FILM : « Schubert » (D. Piatigorsky, baritone) avec D. Piatigorsky, baritone et R. Dohmen, violon, des Madrigali D. 100, D. 380.

21 h. 30. FILM : « Schubert » (D. Piatigorsky, baritone) avec D. Piatigorsky, baritone et R. Dohmen, violon, des Madrigali D. 100, D. 380.

21 h. 30. FILM : « Schubert » (D. Piatigorsky, baritone) avec D. Piatigorsky, baritone et R. Dohmen, violon, des Madrigali D. 100, D. 380.

21 h. 30. FILM : « Schubert » (D. Piatigorsky, baritone) avec D. Piatigorsky, baritone et R. Dohmen, violon

La librairie des « prolos »

YVONNE HURIEZ : ce nom ne vous rappelle rien ? Cette mère de huit enfants emprisonnée pour un chèque de 78 francs, son fils arrêté quatorze ans, qui se suicide. Cela se passait en 1973. Yvonne Huriez a déposé une plainte qui n'a jamais abouti. Mais elle a, depuis ce jour, décidé de lutter « contre tout ce qu'il y a d'injuste dans la société ».

Sa vie, après la mort de son enfant et parce qu'il fallait que tout le monde le sache, elle l'a racontée à une journaliste, Sylvie Pépin, qui en fait un très beau livre : *Pour Thivry* (1) ; une histoire que les producteurs se seraient peut-être arrachées pour un film, s'il n'y avait la fin, une fin pas du tout « morale », la fin de cette proclamation : « *Aujourd'hui, je connais mes ennemis* ». Chaque jour n'est-ce pas ? Est-ce pour cela que le livre a été peu vendu en France, alors qu'il a « fait un malheur » en Espagne, en Argentine ? Est-ce pour cela qu'Yvonne Huriez vient d'ouvrir une librairie à Saint-Denis, dans la banlieue parisienne (2) ? Pour vendre ce qu'on ne trouve pas ailleurs, des livres à chouettes ?

Chouette, elle l'est aussi à sa façon cette petite bonne femme d'à peine quarante ans qu'on imaginait vieillie prématurément, le visage marqué, et pas du tout sous ces traits juvéniles, avec ces cheveux courts, ces grandes lunettes rondelettes, cette joie de vivre, claire et sans

retenant dans la librairie avec un grand sourire : « Je suis grande pour la deuxième fois. Ma fille a quarante ans vient d'acheter une maison, c'est du dix-sept ans à déjà faire un enfant ».

Puis : « J'adore les gosses. J'en ai eu onze, si je pouvais, j'en ferai un douzième ».

Un cas embarrassant pour les théoriciennes du féminisme. Yvonne : la « mamma » par excellence, toujours entourée de sa nichée : « Je ne peux pas me passer d'eux, ils ne peuvent pas se passer de moi ». Huit à dix heures par jour dans la librairie, indépendante, insoumise. « Si mon compagnon n'accepte pas ce que je fais, il me quittera ; moi, j'irai jusqu'au bout ». La première à lutter pour que les femmes se prennent en charge : « C'est, il y en a encore beaucoup, c'est : je demande à mon mari, à mes enfants, à mes amis, à mes voisins que le livre a été peu vendu en France, alors qu'il a « fait un malheur » en Espagne, en Argentine ? Est-ce pour cela qu'Yvonne Huriez vient d'ouvrir une librairie à Saint-Denis, dans la banlieue parisienne (2) ? Pour vendre ce qu'on ne trouve pas ailleurs, des livres à chouettes ?

Chouette, elle l'est aussi à sa façon cette petite bonne femme d'à peine quarante ans qu'on imaginait vieillie prématurément, le visage marqué, et pas du tout sous ces traits juvéniles, avec ces cheveux courts, ces grandes lunettes rondelettes, cette joie de vivre, claire et sans

retenant dans la librairie avec un grand sourire : « Je suis grande pour la deuxième fois. Ma fille a quarante ans vient d'acheter une maison, c'est du dix-sept ans à déjà faire un enfant ».

Puis : « J'adore les gosses. J'en ai eu onze, si je pouvais, j'en ferai un douzième ».

Un cas embarrassant pour les théoriciennes du féminisme. Yvonne : la « mamma » par excellence, toujours entourée de sa nichée : « Je ne peux pas me passer d'eux, ils ne peuvent pas se passer de moi ». Huit à dix heures par jour dans la librairie, indépendante, insoumise. « Si mon compagnon n'accepte pas ce que je fais, il me quittera ; moi, j'irai jusqu'au bout ». La première à lutter pour que les femmes se prennent en charge : « C'est, il y en a encore beaucoup, c'est : je demande à mon mari, à mes enfants, à mes amis, à mes voisins que le livre a été peu vendu en France, alors qu'il a « fait un malheur » en Espagne, en Argentine ? Est-ce pour cela qu'Yvonne Huriez vient d'ouvrir une librairie à Saint-Denis, dans la banlieue parisienne (2) ? Pour vendre ce qu'on ne trouve pas ailleurs, des livres à chouettes ?

Chouette, elle l'est aussi à sa façon cette petite bonne femme d'à peine quarante ans qu'on imaginait vieillie prématurément, le visage marqué, et pas du tout sous ces traits juvéniles, avec ces cheveux courts, ces grandes lunettes rondelettes, cette joie de vivre, claire et sans

FABLE

Le facteur, le chien et le rond-de-cuir

Il y a des fonctionnaires qui ont du style et aussi du temps. Un délégué départemental à la sécurité des postes a rédigé une belle circulaire (1) à propos des morsures de chien infligées aux préposés (les facteurs d'autrefois). De 1971 à 1977, le nombre des victimes s'est accru de 40,6 %. Voici ce remarquable document dans son intégralité :

Gsonnes de sécurité à observer

1. — Ne jamais perdre de vue que la plupart des morsures de chien se produisent dans une propriété privée (appartement, cour, jardin...); le chien peut déborder un territoire contre un autre, en l'occurrence le préposé.

2. — L'agent auxiliaire, qui connaît mal la tournée qu'il effectue, est plus vulnérable que le titulaire. Aussi convient-il de mentionner sur le bulletin d'information, ou sur la liste des lieux à desservir, les lieux où se trouve un animal dangereux ou méchant.

3. — Le préposé titulaire, qui connaît bien l'existence des chiens agressifs sur sa tournée, doit se méfier de l'enimai qui, habituellement attaché ou enfermé, se trouve exceptionnellement en liberté.

4. — En présence d'un chien menaçant, ne jamais battre en retraite, car on déclenche l'excitation de l'instinct de poursuite : l'instinct est le plus sûr moyen de se faire mordre. Au contraire, reculer lentement sans crier et sans faire de gestes.

5. — Devant un chien attaché, ne jamais franchir la frontière du sol tenu par l'animal : passer au large.

6. — Valler au chien en embuscade pour attraper le bras ou la main glissant le courrier dans la boîte.

7. — De nombreuses victimes sont atteintes par derrière : ne jamais relâcher son attention en quittant un client.

8. — Afin de préserver les droits ultérieurs au recouvrement du préjudice subi, établir avec le propriétaire de l'enimai une formule de constat à l'ambulance numéro Auto 40 aménagée (relation des circonstances au recto dans la partie réservée au croquis), laquelle sera obligatoirement signée par les parties en cause.

Et lorsque le facteur a mordu le chien, les torts sont-ils partagés ?

A. F.

(1) Cité par l'organe de presse de la Fédération, C.R.D.T., des P.T.T.

Des actes concrets

Yvonne Huriez, il faut la première comme elle est, comme elle se définit : une femme qui se forge ses idées sur la base, une « prolo » qui se méfie des intellectuels, une anarchiste qui pense comme elle vit, comme elle vit. « On n'a rien avec des théories. C'est pas avec des bourses de crise qu'on va changer quelque chose. C'est avec des actes concrets. » Sa vie en témoigne.

« Après la mort de Thivry, ça n'allait plus dans l'Aisne, où on vivait. On a squatté un an dans la banlieue parisienne, puis on nous a mis dans une cité de transit (ce qui a remplacé les bidonvilles). Une révélation parce que je savais que la misère existait mais comme ça... »

« Je me suis dit que, puisque je n'avais plus rien à perdre, il fallait au moins que je fasse quelque chose d'intelligent. Pour faire monter les gens, il faut leur faire prendre conscience et, leur faire prendre conscience, c'est ce que je fais. »

« Je me suis dit que, puisque je n'avais plus rien à perdre, il fallait au moins que je fasse quelque chose d'intelligent. Pour faire monter les gens, il faut leur faire prendre conscience et, leur faire prendre conscience, c'est ce que je fais. »

« Je me suis dit que, puisque je n'avais plus rien à perdre, il fallait au moins que je fasse quelque chose d'intelligent. Pour faire monter les gens, il faut leur faire prendre conscience et, leur faire prendre conscience, c'est ce que je fais. »

« Je me suis dit que, puisque je n'avais plus rien à perdre, il fallait au moins que je fasse quelque chose d'intelligent. Pour faire monter les gens, il faut leur faire prendre conscience et, leur faire prendre conscience, c'est ce que je fais. »

« Je me suis dit que, puisque je n'avais plus rien à perdre, il fallait au moins que je fasse quelque chose d'intelligent. Pour faire monter les gens, il faut leur faire prendre conscience et, leur faire prendre conscience, c'est ce que je fais. »

« Je me suis dit que, puisque je n'avais plus rien à perdre, il fallait au moins que je fasse quelque chose d'intelligent. Pour faire monter les gens, il faut leur faire prendre conscience et, leur faire prendre conscience, c'est ce que je fais. »

« Je me suis dit que, puisque je n'avais plus rien à perdre, il fallait au moins que je fasse quelque chose d'intelligent. Pour faire monter les gens, il faut leur faire prendre conscience et, leur faire prendre conscience, c'est ce que je fais. »

« Je me suis dit que, puisque je n'avais plus rien à perdre, il fallait au moins que je fasse quelque chose d'intelligent. Pour faire monter les gens, il faut leur faire prendre conscience et, leur faire prendre conscience, c'est ce que je fais. »

« Je me suis dit que, puisque je n'avais plus rien à perdre, il fallait au moins que je fasse quelque chose d'intelligent. Pour faire monter les gens, il faut leur faire prendre conscience et, leur faire prendre conscience, c'est ce que je fais. »

« Je me suis dit que, puisque je n'avais plus rien à perdre, il fallait au moins que je fasse quelque chose d'intelligent. Pour faire monter les gens, il faut leur faire prendre conscience et, leur faire prendre conscience, c'est ce que je fais. »

« Je me suis dit que, puisque je n'avais plus rien à perdre, il fallait au moins que je fasse quelque chose d'intelligent. Pour faire monter les gens, il faut leur faire prendre conscience et, leur faire prendre conscience, c'est ce que je fais. »

« Je me suis dit que, puisque je n'avais plus rien à perdre, il fallait au moins que je fasse quelque chose d'intelligent. Pour faire monter les gens, il faut leur faire prendre conscience et, leur faire prendre conscience, c'est ce que je fais. »

« Je me suis dit que, puisque je n'avais plus rien à perdre, il fallait au moins que je fasse quelque chose d'intelligent. Pour faire monter les gens, il faut leur faire prendre conscience et, leur faire prendre conscience, c'est ce que je fais. »

« Je me suis dit que, puisque je n'avais plus rien à perdre, il fallait au moins que je fasse quelque chose d'intelligent. Pour faire monter les gens, il faut leur faire prendre conscience et, leur faire prendre conscience, c'est ce que je fais. »

« Je me suis dit que, puisque je n'avais plus rien à perdre, il fallait au moins que je fasse quelque chose d'intelligent. Pour faire monter les gens, il faut leur faire prendre conscience et, leur faire prendre conscience, c'est ce que je fais. »

« Je me suis dit que, puisque je n'avais plus rien à perdre, il fallait au moins que je fasse quelque chose d'intelligent. Pour faire monter les gens, il faut leur faire prendre conscience et, leur faire prendre conscience, c'est ce que je fais. »

« Je me suis dit que, puisque je n'avais plus rien à perdre, il fallait au moins que je fasse quelque chose d'intelligent. Pour faire monter les gens, il faut leur faire prendre conscience et, leur faire prendre conscience, c'est ce que je fais. »

« Je me suis dit que, puisque je n'avais plus rien à perdre, il fallait au moins que je fasse quelque chose d'intelligent. Pour faire monter les gens, il faut leur faire prendre conscience et, leur faire prendre conscience, c'est ce que je fais. »

« Je me suis dit que, puisque je n'avais plus rien à perdre, il fallait au moins que je fasse quelque chose d'intelligent. Pour faire monter les gens, il faut leur faire prendre conscience et, leur faire prendre conscience, c'est ce que je fais. »

« Je me suis dit que, puisque je n'avais plus rien à perdre, il fallait au moins que je fasse quelque chose d'intelligent. Pour faire monter les gens, il faut leur faire prendre conscience et, leur faire prendre conscience, c'est ce que je fais. »

« Je me suis dit que, puisque je n'avais plus rien à perdre, il fallait au moins que je fasse quelque chose d'intelligent. Pour faire monter les gens, il faut leur faire prendre conscience et, leur faire prendre conscience, c'est ce que je fais. »

« Je me suis dit que, puisque je n'avais plus rien à perdre, il fallait au moins que je fasse quelque chose d'intelligent. Pour faire monter les gens, il faut leur faire prendre conscience et, leur faire prendre conscience, c'est ce que je fais. »

« Je me suis dit que, puisque je n'avais plus rien à perdre, il fallait au moins que je fasse quelque chose d'intelligent. Pour faire monter les gens, il faut leur faire prendre conscience et, leur faire prendre conscience, c'est ce que je fais. »

« Je me suis dit que, puisque je n'avais plus rien à perdre, il fallait au moins que je fasse quelque chose d'intelligent. Pour faire monter les gens, il faut leur faire prendre conscience et, leur faire prendre conscience, c'est ce que je fais. »

« Je me suis dit que, puisque je n'avais plus rien à perdre, il fallait au moins que je fasse quelque chose d'intelligent. Pour faire monter les gens, il faut leur faire prendre conscience et, leur faire prendre conscience, c'est ce que je fais. »

« Je me suis dit que, puisque je n'avais plus rien à perdre, il fallait au moins que je fasse quelque chose d'intelligent. Pour faire monter les gens, il faut leur faire prendre conscience et, leur faire prendre conscience, c'est ce que je fais. »

« Je me suis dit que, puisque je n'avais plus rien à perdre, il fallait au moins que je fasse quelque chose d'intelligent. Pour faire monter les gens, il faut leur faire prendre conscience et, leur faire prendre conscience, c'est ce que je fais. »

« Je me suis dit que, puisque je n'avais plus rien à perdre, il fallait au moins que je fasse quelque chose d'intelligent. Pour faire monter les gens, il faut leur faire prendre conscience et, leur faire prendre conscience, c'est ce que je fais. »

« Je me suis dit que, puisque je n'avais plus rien à perdre, il fallait au moins que je fasse quelque chose d'intelligent. Pour faire monter les gens, il faut leur faire prendre conscience et, leur faire prendre conscience, c'est ce que je fais. »

« Je me suis dit que, puisque je n'avais plus rien à perdre, il fallait au moins que je fasse quelque chose d'intelligent. Pour faire monter les gens, il faut leur faire prendre conscience et, leur faire prendre conscience, c'est ce que je fais. »

« Je me suis dit que, puisque je n'avais plus rien à perdre, il fallait au moins que je fasse quelque chose d'intelligent. Pour faire monter les gens, il faut leur faire prendre conscience et, leur faire prendre conscience, c'est ce que je fais. »

« Je me suis dit que, puisque je n'avais plus rien à perdre, il fallait au moins que je fasse quelque chose d'intelligent. Pour faire monter les gens, il faut leur faire prendre conscience et, leur faire prendre conscience, c'est ce que je fais. »

« Je me suis dit que, puisque je n'avais plus rien à perdre, il fallait au moins que je fasse quelque chose d'intelligent. Pour faire monter les gens, il faut leur faire prendre conscience et, leur faire prendre conscience, c'est ce que je fais. »

« Je me suis dit que, puisque je n'avais plus rien à perdre, il fallait au moins que je fasse quelque chose d'intelligent. Pour faire monter les gens, il faut leur faire prendre conscience et, leur faire prendre conscience, c'est ce que je fais. »

« Je me suis dit que, puisque je n'avais plus rien à perdre, il fallait au moins que je fasse quelque chose d'intelligent. Pour faire monter les gens, il faut leur faire prendre conscience et, leur faire prendre conscience, c'est ce que je fais. »

« Je me suis dit que, puisque je n'avais plus rien à perdre, il fallait au moins que je fasse quelque chose d'intelligent. Pour faire monter les gens, il faut leur faire prendre conscience et, leur faire prendre conscience, c'est ce que je fais. »

« Je me suis dit que, puisque je n'avais plus rien à perdre, il fallait au moins que je fasse quelque chose d'intelligent. Pour faire monter les gens, il faut leur faire prendre conscience et, leur faire prendre conscience, c'est ce que je fais. »

« Je me suis dit que, puisque je n'avais plus rien à perdre, il fallait au moins que je fasse quelque chose d'intelligent. Pour faire monter les gens, il faut leur faire prendre conscience et, leur faire prendre conscience, c'est ce que je fais. »

« Je me suis dit que, puisque je n'avais plus rien à perdre, il fallait au moins que je fasse quelque chose d'intelligent. Pour faire monter les gens, il faut leur faire prendre conscience et, leur faire prendre conscience, c'est ce que je fais. »

« Je me suis dit que, puisque je n'avais plus rien à perdre, il fallait au moins que je fasse quelque chose d'intelligent. Pour faire monter les gens, il faut leur faire prendre conscience et, leur faire prendre conscience, c'est ce que je fais. »

« Je me suis dit que, puisque je n'avais plus rien à perdre, il fallait au moins que je fasse quelque chose d'intelligent. Pour faire monter les gens, il faut leur faire prendre conscience et, leur faire prendre conscience, c'est ce que je fais. »

« Je me suis dit que, puisque je n'avais plus rien à perdre, il fallait au moins que je fasse quelque chose d'intelligent. Pour faire monter les gens, il faut leur faire prendre conscience et, leur faire prendre conscience, c'est ce que je fais. »

« Je me suis dit que, puisque je n'avais plus rien à perdre, il fallait au moins que je fasse quelque chose d'intelligent. Pour faire monter les gens, il faut leur faire prendre conscience et, leur faire prendre conscience, c'est ce que je fais. »

« Je me suis dit que, puisque je n'avais plus rien à perdre, il fallait au moins que je fasse quelque chose d'intelligent. Pour faire monter les gens, il faut leur faire prendre conscience et, leur faire prendre conscience, c'est ce que je fais. »

« Je me suis dit que, puisque je n'avais plus rien à perdre, il fallait au moins que je fasse quelque chose d'intelligent. Pour faire monter les gens, il faut leur faire prendre conscience et, leur faire prendre conscience, c'est ce que je fais. »

« Je me suis dit que, puisque je n'avais plus rien à perdre, il fallait au moins que je fasse quelque chose d'intelligent. Pour faire monter les gens, il faut leur faire prendre conscience et, leur faire prendre conscience, c'est ce que je fais. »

« Je me suis dit que, puisque je n'avais plus rien à perdre, il fallait au moins que je fasse quelque chose d'intelligent. Pour faire monter les gens, il faut leur faire prendre conscience et, leur faire prendre conscience, c'est ce que je fais. »

« Je me suis dit que, puisque

LE JOUR
DES MUSIQUESQuarante ans
de chansons.

Jean Villard, dit Gilles, a aujourd'hui quatre-vingt-trois ans et vit à Vézy, dans le pays de Vaud. Auteur de trois cents chansons, dont *Dollar* (1932), la *Rue* (1944), les *Trois Cloches* et à l'enseigne de la fille sans cœur (1946), *Gilles* est un de ceux qui ont donné à la chanson française son nouveau visage dans les années 30 et 40.

Comédien dans l'équipe de Jacques Copeau, Gilles se lance dans la chanson en 1933 avec, comme premier complice, Julien. Ils chantent à l'abord en Bourgogne dans les fôrets en plein air. Plus leurs chansons, qui parlent du cœur à l'éloquence, qui, partant du quotidien, de la vie sociale, qui sont contestataires avant la lettre, sont chantées dans les music-halls. Au lendemain de la dernière guerre mondiale, Gilles ouvre, coéteur de l'Opéra, un cabaret « *chez Gilles* » qui accueille, dix ans durant, tout ce qui compte dans la chanson.

Un album, en hommage à ses quarante ans dans le métier, vient de sortir. Il contient quelques-unes de ses principales compositions, des pièces hors du temps chantées par Gilles et ses différents partenaires : Julien, puis Edith et Urfé. C'est un document.

★ Double album C.B.S. ESO 333.

Calendrier
du rock

Emmylou Harris, le 20 février, à 19 h. 30 et 22 h., au Théâtre Mogador ; Dorts, le 22 février, au Bus-Palladium (19 h. 30) ; Hommage à Woody Guthrie, avec Grimesie Allwright, Roger Mason, Steve Watling, Deroll Adams, les 23 et 24 février, au Stadium ; Shakin' Street, le 24 février, au Bus-Palladium (19 h. 30) ; Tom Waits, le 25 février, au Bus-Palladium (19 h. 30) ; Tangerine Dream, le 26 février, à Nancy (Parc des expositions) ; le 27, à Reims (Opéra) ; le 28, à Rouen (Parc des expositions) ; le 1er mars, à Nantes (Palais de la Bourse) ; le 3, à Dijon (Palais des Congrès) ; le 4, à Colmar (Parc des expositions) ; le 6, à Paris (Palais des Congrès) ; Little Bob Story, le 23 février, à Lille ; le 24, à Lens ; le 25, à Calais ; Kansas et Cheap Trick, le 6 mars, au Pavillon de Paris ; Téléphone, le 22 à Tours ; le 23, à Saint-Etienne ; le 24, à Grenoble ; le 25, à Lyon ; Beau Dommage, le 18, à Mulhouse ; le 20, à Clermont-Ferrand ; le 22, à Genève ; le 24, à Metz.

■ Un concert de musique de chambre (Ginouvès, Poulenec, Beethoven) est donné au profit d'Amnesty International par Marie-France Quentinart (flûte), Michel Moriot (piano) et le Trio à cordes Bonaventure, le mardi 21 février, à 20 h. 45, salle Cortot.

Cinéma

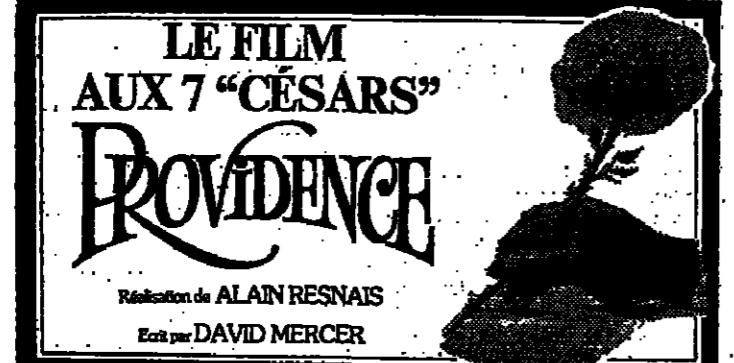
« PITTÉ POUR LE PROF ! », de Silvio Narizzano

Les années 30, la crise et le chômage. Max Brown, instituteur français diplômé, est tout content de prendre le train pour une bourgade perdue de l'Ouest canadien où l'attend son premier poste. Mais le voilà dépassé, en proie à l'hostilité ou à l'indifférence des paysans naïvement démunis qui n'ont pas envie d'accepter.

Max Brown, c'est Burt Gandy, qui un déconcertant dans *Harold et les autres* et *Brewster McClelland*. Cet acteur très attachant rappelle un peu James Stewart autrefois, dans le rôle de ce personnage qui lutte pour s'imposer, malgré sa timidité et sa maladresse. Et l'on s'émoult de voir Samantha Eggar, sa jeune entière, réapparaître dans le rôle d'une femme

* Quintinette, Elyades-Lincoln (v.o.). Imperial-Pathe (v.f.).

U.G.C. MARBEUF v.o. - CLUNY ÉCOLES v.o. - U.G.C. OPÉRA v.f. CYRANO Versailles - ARTEL Crétel - ARTEL Port-Noyer



Musique

Les « petites notes », de Beethoven

Beethoven n'était pas un compositeur comme les autres, son génie malicieux se plaît à couvrir des pages et des pages de croches, de rondes, de blanches ou de doubles croches, lesquelles il n'y a rien à chercher ; elles vont sérieusement leur chemin, avec un peu d'obstination, partout, sans s'occuper de ce qu'on leur demande. C'est comme cela, et il faut bien se faire une raison.

Venu à la salle Pleyel pour un unique concert avec le Philharmonique de Vienne et un de ces orchestres qui n'ont que faire, heureusement, des qualités enthousiastes qu'ils suscitent d'ordinaire, — Leonard Bernstein avait inscrit à son programme la *Douzième* et *Troisième Symphonie* de Beethoven : la Symphonie en ré, rarement jouée (difficile à mettre en place et peu « publique »), l'Héroïque, redoutable par ses dimensions et la tension soutenue qu'elle

exige. Ce choix mérite le respect.

Ce qu'en regrettait, en revanche, c'est que Bernstein ne cache pas sa préférence pour certains passages, qu'il soigne tout particulièrement, concentrant soudain l'attention de ses musiciens et de l'auditoire. Puis le mirage s'évanouit, et on soutient alors de ce que ces milliers de petites notes bêtes (qui, maintenant, sont peut-être) avaient de vie obstinée sous les baguettes moins préstigieuses, ces notes qui résistent à tout — et Dieu sait qu'elles ont dû être malmenées depuis cent cinquante ans !

Privilégier les unes, c'est prendre les autres à rebrousse-poil ; elles se vengent, et c'est bien normal. Nous l'avons dit, ces petites notes sont un peu bêtes. Mais leur obstination a quelque chose de sympathique : tapées à quatre mains sur un vieux piano, elles sont encore capables de vous émouvoir pour de bon.

GERARD CONDE.

Théâtre

< Gaspard > en Saône-et-Loire

Après les Athénaïens, le Théâtre de Saône-et-Loire se saisit du roman de la comtesse de Ségur *La Forêt de Gaspard* et en tire un spectacle qui connaît bien un succès. Mais ceci n'est rien qu'un regard fugace devant un spectacle intelligent (qui se promène dans des villes comme Dijon, mais surtout dans des petits bourgs de la région), un spectacle qui ne se laisse jamais prendre au piège du paternalisme.

COLETTE GODARD.

MARIGNAN v.o. - A.R.C. - HELDER CLICHY PATHE - FAUVETTE - CAMBRONNE - QUARTIER LATIN v.o. MONTPARNASE 63 - GAMBIETTE BELLE-ESPINE PATHE Théâtre PATHE Chambéry - GAUMONT - ERY AVIATIC Le Bourget - TRICYCLES Amiens - FRANCAIS Enghien VELIZY Villacoublay CLUB Maisons-Alfort



Variétés

YVES MONTAND : retour au disque

Après avoir fini le tournage de son dernier film sous la direction de Joseph Leduc, Yves Montand en enregistre une session dans un studio d'enregistrement pour la première fois depuis dix ans. Il a choisi deux nouvelles chansons pour un quatuor-vingt-tours, qui sortira dès le 2 décembre chez les éditions à présenter.

En 1968, Yves Montand avait enregistré sa dixième et dernière chanson comme *Cycliste* ou *L'Ordinaire*, et le soir à l'Opéra pour son dernier spectacle régional dans un music-hall. Depuis, il s'est contenté de son métier d'acteur. Mais, parfois, il lui arrive d'avoir, de nouveau, envie de chanter : il prend alors tout temps pour participer à une fraction de téléréalité, ou bien, comme aujourd'hui, visiter un village.

Le projet original de Montand était de faire un album. Mais il n'a pas pu réunir suffisamment de matériel. Il a donc misé sur une rencontre avec Michel Jonasz, mais il aimerait bien que cela-ci, et aussi Julian Clerc, d'autres jeunes auteurs-compositeurs, les apprennent des textes, des musiques, collaborent avec lui. Ses deux dernières récitals montront de nouveau ses talents, mais il attend le nouveau répertoire qu'il voudra se constituer. Il attend des chansons qui lui offrent des possibilités techniques.

Il y a chez Montand, aujourd'hui, un mélange de sévérité et de lucidité déconcertante. Il sait que « la vie n'est pas du tout optimiste, comme on a voulu le faire croire. La vie est pessimiste, mais à l'insérieur de ce pessimisme il y a des moments de révolte et de vengeance

De cette période

de révolte et de vengeance

OUR au disque
Jazz
Bacines et
de Clifford Beaton

théâtres

Les salles subventionnées

Centre Pompidou : le Temps suspendu, dir. P. Boulanger (Edouard, Stockhausen) (sam. et dim., 20 h. 30).

Comédie-Française : Britannicus (sam., 20 h. 30) ; Renart et la Chouette (dim., 20 h. 30) ; le Cirque (dim., 14 h. 30 et 20 h. 30).

Chabrol : Meurtre dans la cathédrale (sam. et dim., 20 h. 30 ; dim., 12 h.) ; Soir d'Amélie (Candide) (sam., 20 h. 30 ; dim., 15 h.)

Petit Odéon : les Iniquités de M. Delumeau (sam., dim., 18 h. 30). T.R.P. : Nekrasov (sam., dim., 20 h. 30, dim., 15 h.).

Petit Théâtre de Chambre (dim., 18 h.) ; Amélie (sous-titrage musical) (dim., 10 h. 30).

Les salles municipales

Nouveau Carré : Cirque à l'ancienne (sam. et dim., 15 h. 30) ; Libre-parcours récital (sam., 17 h. 30) ; la Fête des Fées (annulée) (sam., 21 h.) ; le Dernier Eden (sam., 22 h. 30).

Théâtre de la Ville : Jackie Parady (sam., 20 h. 30) ; Pascal Aubertson (sam., 18 h. 30).

Les autres salles

Alain Libre Montparnasse : la Maison de l'inceste (sam., 16 h. 30). Antenne : Raymond Devos (sam., 20 h. 30 ; dim., 15 h.).

Arts-Étébert : Si les beaux, l'es bon (sam., 20 h. 45 ; dim., 15 h. et 16 h. 30) ; le Monstre (sam., 15 h. et 18 h. 30).

Athénée : L'Algé à deux têtes (sam. et dim., 21 h. dim., 15 h. 30).

Bouffes du Nord : Ubu (sam., 20 h. 30) ; Parisiens (le Petit-Plus du chéch) (sam., 20 h. 45 ; dim., 15 h. 30).

Carrefour : Théâtre du Soleil : le Grand Odyssée (sam., 20 h. 30, dim., 15 h. 30) ; Théâtre de la Tempête : Don Juan (sam., 20 h. 30, dim., 15 h. 30).

Centre culturel suédois : les Femmes savantes (sam., 20 h. 30) ; Grand Théâtre : les Piques à New-York (sam., 21 h.).

Comédie-Carmartin : Boeing-Boeing (sam., 20 h. 30) ; le Trottoir (sam., 21 h. 30).

Comédie des Champs-Elysées : le Bateau pour Lipa (sam., 20 h. 45 ; dim., 15 h. 30).

Danou : les Couronnes (sam., 21 h. 30) ; le Cardin : Criپre (sam., 20 h. 30).

Fontaine : le Roi des Cons (sam., 21 h.).

Girafe-Montparnasse : Miss, Staffy, Jane et Vivie (sam., 21 h. 30, dim., 15 h. 30).

Gymnase : Coluche (sam., 21 h. 30, dim., 15 h.).

Huchette : la Cantatrice chauve : le Léon (sam., 20 h. 45).

Le Théâtre : Angèle (sam., 21 h.).

Le Lutteur : Théâtre noir : les Eaux et les lacs (sam., 21 h. 30, dim., 15 h. 30) ; la Belle Vie (sam., 20 h. 30) ; les Lettres de Laure (sam., 20 h. 30) ; dim., 15 h. 30).

Le Zoo Story (sam., 20 h. 30, dim., 15 h. 30, dim., 15 h., dernière).

Mariquy : Miam-miam (sam., 21 h. 30, dim., 15 h. 30).

Le Roi : la Reine dont le prince est un enfant (sam., 20 h. 45 ; dim., 15 h. 30).

Michel : Lundi la fête (sam., 20 h. 30 ; dim., 15 h.).

Monnaie : les Sutres (sam., 20 h. 30 ; dim., 15 h. et 18 h. 30).

Montparnasse : Trois îles pour huit (sam., 21 h. 30, dim., 15 h. et 21 h.).

Mouvements : Apprendre-moi (sam., 21 h. 30, dim., 15 h. 30 et 18 h. 30).

Onirix : Eclairage indirect (sam., 21 h. 30, dim., 15 h.).

Orsay : Grands murs (sam., 20 h. 30, dim., 15 h. 30).

Palais-Royal : la Cage aux folles (sam., 20 h. 30) ; les Dames (sam., 20 h. 30, dim., 15 h. 30).

Palais-Royal : Nefertiti et le rêve d'Akhenaton (sam., 20 h. 30 ; dim., 17 h.).

Palissade : Adieu Supermac (sam., 20 h. 30) ; le Rêve de Saint-Martin (sam., 21 h. 30) ; Pas d'orchidées pour Miss Blandish (sam., 21 h. 30, dim., 15 h. et 18 h.).

Palais-Royal : l'Opéra (sam., 20 h. 30, dim., 15 h. 30, dernière).

Palais-Royal : les Dames des Champs-Elysées : les Dames (sam., 21 h. 30, dim., 15 h. 30).

Théâtre d'Edgar : Spélén July (sam., 21 h. 30).

Théâtre du Nord : l'Inventeur et le Magicien (sam., 21 h. 30) ; la Lave (sam., 21 h. 30, dim., 15 h.).

Théâtre Présent : la Tour de Neal (sam., 20 h. 30 ; dim., 17 h.).

Théâtre Marie-Stuart : Chanson (sam., 20 h. 30) ; Just Hamlet (sam., 22 h. 30).

Théâtre Odile : l'Inventeur et le Magicien (sam., 21 h. 30) ; la Lave (sam., 21 h. 30, dim., 15 h.).

Théâtre Présent : la Tour de Neal (sam., 20 h. 30 ; dim., 17 h.).

Théâtre 347 : la Magie de verre (sam., 20 h. 30 ; dim., 15 h.).

Théâtre du Nord-Est : l'Amour immémorial (sam., 20 h. 30 ; dim., 15 h.).

Tristan-Bernard : Oh, Peppine (sam., 20 h. 30 ; dim., 15 h. et 18 h.).

Tristophore : l'Amour (sam., 21 h. 30, dim., 15 h.).

Variétés : Fête de Broadway (sam., 20 h. 30 ; dim., 15 h. 30 et 18 h. 30).

SPECTACLES

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles
- LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES -
704.70.20 (lignes groupées) et 727.42.34
(de 11 heures à 21 heures,
sauf les dimanches et jours fériés)

Samedi 18 - Dimanche 19 février

Les théâtres de banlieue

Aubervilliers : Théâtre de la Commune, Quatre à Quatre (sam., 20 h. 30, dim., 15 h. 30).

Aulnay-sous-Bois : hôtel de Ville (sam., 20 h. 30, dim., 15 h. 30).

Baillargé : Mme le Maire (sam., 20 h. 30, dim., 15 h. 30).

Baillargé : les Impératrices de M. Delumeau (sam., dim., 18 h. 30).

T.R.P. : Nekrasov (sam., dim., 20 h. 30, dim., 15 h.).

Petit Théâtre : les Amélie (sam., dim., 18 h. 30).

Théâtre de la Ville : Jackie Parady (sam., dim., 20 h. 30) ; Pascal Aubertson (sam., 18 h. 30).

Les autres salles

Alain Libre Montparnasse : la Maison de l'inceste (sam., 16 h. 30).

Antenne : Raymond Devos (sam., 20 h. 30 ; dim., 15 h.).

Arts-Étébert : Si les beaux, l'es bon (sam., 20 h. 45 ; dim., 15 h. et 16 h. 30).

Athénée : L'Algé à deux têtes (sam. et dim., 21 h. dim., 15 h. 30).

Bouffes du Nord : Ubu (sam., 20 h. 30, dim., 15 h. 30).

Centre culturel suédois : les Femmes savantes (sam., 20 h. 30) ; Grand Théâtre : les Piques à New-York (sam., 21 h.).

Comédie-Carmartin : Boeing-Boeing (sam., 20 h. 30) ; le Trottoir (sam., 21 h. 30).

Carrefour : Théâtre du Soleil : le Grand Odyssée (sam., 20 h. 30, dim., 15 h. 30) ; Théâtre de la Tempête : Don Juan (sam., 20 h. 30, dim., 15 h. 30).

Centre culturel suédois : les Femmes savantes (sam., 20 h. 30) ; Grand Théâtre : les Piques à New-York (sam., 21 h.).

Comédie-Carmartin : Boeing-Boeing (sam., 20 h. 30) ; le Trottoir (sam., 21 h. 30).

Fontaine : Criپre (sam., 20 h. 30).

Girafe-Montparnasse : Miss, Staffy, Jane et Vivie (sam., 21 h. 30, dim., 15 h. 30).

Gymnase : Coluche (sam., 21 h. 30, dim., 15 h.).

Huchette : la Cantatrice chauve : le Léon (sam., 20 h. 45 ; dim., 15 h. 30).

Le Théâtre : Angèle (sam., 21 h.).

Le Lutteur : Théâtre noir : les Eaux et les lacs (sam., 21 h. 30, dim., 15 h. 30) ; la Belle Vie (sam., 20 h. 30) ; les Lettres de Laure (sam., 20 h. 30, dim., 15 h. 30) ; dim., 15 h. 30).

Le Zoo Story (sam., 20 h. 30, dim., 15 h. 30, dim., 15 h., dernière).

Mariquy : Miam-miam (sam., 21 h. 30, dim., 15 h.).

Le Roi : la Reine dont le prince est un enfant (sam., 20 h. 45 ; dim., 15 h. 30).

Michel : Lundi la fête (sam., 20 h. 30 ; dim., 15 h.).

Monnaie : les Sutres (sam., 20 h. 30 ; dim., 15 h. 30).

Palais-Royal : la Cage aux folles (sam., 20 h. 30) ; les Dames (sam., 20 h. 30, dim., 15 h. 30).

Palais-Royal : Nefertiti et le rêve d'Akhenaton (sam., 20 h. 30 ; dim., 17 h.).

Palissade : Adieu Supermac (sam., 20 h. 30) ; le Rêve de Saint-Martin (sam., 21 h. 30) ; Pas d'orchidées pour Miss Blandish (sam., 21 h. 30, dim., 15 h. et 18 h.).

Palais-Royal : l'Opéra (sam., 20 h. 30, dim., 15 h. 30, dernière).

Palais-Royal : les Dames des Champs-Elysées : les Dames (sam., 21 h. 30, dim., 15 h. 30).

Théâtre d'Edgar : Spélén July (sam., 21 h. 30).

Théâtre du Nord : l'Inventeur et le Magicien (sam., 21 h. 30) ; la Lave (sam., 21 h. 30, dim., 15 h.).

Théâtre Présent : la Tour de Neal (sam., 20 h. 30 ; dim., 17 h.).

Théâtre Marie-Stuart : Chanson (sam., 20 h. 30) ; Just Hamlet (sam., 22 h. 30).

Théâtre Odile : l'Inventeur et le Magicien (sam., 21 h. 30) ; la Lave (sam., 21 h. 30, dim., 15 h.).

Théâtre Présent : la Tour de Neal (sam., 20 h. 30 ; dim., 17 h.).

Théâtre 347 : la Magie de verre (sam., 20 h. 30 ; dim., 15 h.).

Théâtre du Nord-Est : l'Amour immémorial (sam., 20 h. 30 ; dim., 15 h. 30).

Tristan-Bernard : Oh, Peppine (sam., 20 h. 30 ; dim., 15 h. et 18 h.).

Tristophore : l'Amour (sam., 21 h. 30).

Variétés : Fête de Broadway (sam., 20 h. 30 ; dim., 15 h. 30 et 18 h. 30).

ODEON
THEATRE NATIONAL

A partir du 21 février

LA COMÉDIE
FRANÇAISE

présenté

En
attendant
Godot

de Samuel BECKETT

mise en scène

Roger BLIN

Tous les soirs à 20 h 30 sauf
dimanche et lundi. Matinée
dimanche à 10 heures
Renseignements et location
325-70-32

L'ESPOIR GRAVE

Société

ÉDUCATION

L'examen des décrets d'application de la loi Guermeur
Les élus de la FEN démissionnent
du conseil supérieur
de l'éducation nationale

Les quinze élus des syndicats de la Fédération de l'éducation nationale (FEN), ont démissionné, vendredi 17 février, du conseil supérieur de l'éducation nationale, plus haute instance consultative du ministère de l'éducation. Ils entendent ainsi protester contre « la hâte » avec laquelle M. René Haby veut faire adopter les décrets d'application de la loi Guermeur d'aide à l'enseignement privé.

« C'est un véritable coup de force », a écrit hier le ministre, estimant dans une déclaration les élus démissionnaires, en obligeant toutes affaires cessantes le conseil de l'enseignement général et technique et le Conseil supérieur de l'éducation nationale à bousculer et à modifier leur calendrier et leur ordre du jour de telle sorte que « les décrets d'application de la loi Guermeur soient publiés avant les législatives législatives (...) Il y a quelque indiscorde pour le gouvernement (...) une campagne de promotion pour l'enseignement privé confessionnel tout en tolérant, sinon en stimulant, le dénigrement et le démantèlement du service public dont il a la charge. »

« M. Haby s'honorera-t-il d'apparaître aujourd'hui comme le ministre de l'enseignement public et non pas le ministre de

LA PRÉPARATION
DE L'ANNÉE INTERNATIONALE
DE L'ENFANT (1979)

Mme Hélène Missoffe, secrétaire d'Etat auprès du ministre de la santé et de la Sécurité sociale, a donné des instructions à l'ambassade de France à Paris pour l'Année internationale de l'enfant (1979), lors de la clôture, le 14 février, d'une réunion du comité national de travail créé à cette occasion. Ce comité réunit quelque trois cent cinquante associations, qui participent à la préparation de l'Année de l'enfant — décidée pour 1979 par l'ONU et l'UNESCO — et dont les termes sont : « temps forts » et « temps courts ».

Mme Missoffe a notamment annoncé la publication avant la fin de l'année 1978 d'un livre destiné à accompagner les recommandations pour améliorer le devenir des enfants et à trouver la famille, la communauté et la société. « Trois « temps forts » marqueront d'autre part l'année 1979 : au début de l'année, pendant les vacances d'été, lors de la rentrée scolaire. Expositions, forums, opération « portes ouvertes » dans des centres aériens, concours, seront notamment organisés pendant ces périodes.

INFORMATIONS PRATIQUES

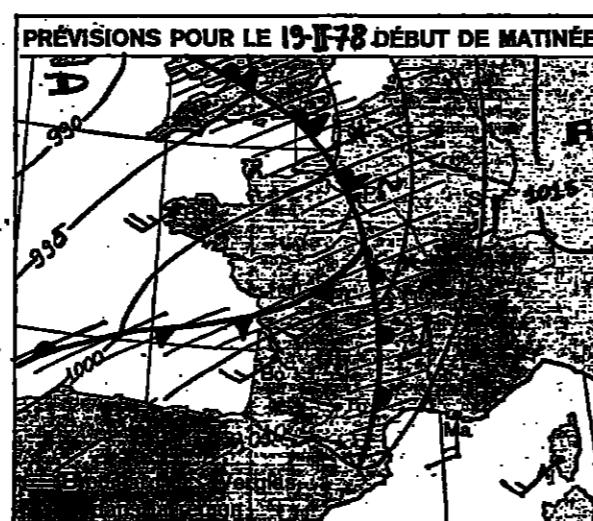
MÉTÉOROLOGIE



Évolution probable du temps en France entre le samedi 17 février et le dimanche 19 février à 24 heures et le dimanche 19 février à 24 heures.

Une perturbation venant de l'Atlantique donnait des pluies samedi matin en Bretagne. Elle progressera assez lentement vers l'est et des masses d'air froid continental passeront sur le nord et le nord-est de la France.

Dimanche 19 février, il fera encore froid de la Manche orientale au Rhin et au Jura, avec des chutes de neige de la Normandie à la région parisienne, à la Bourgogne et à la Franche-Comté, des nuages l'après-midi et le soir de la Flandre à l'Ancre. Sur toutes ces régions, des vents faibles, de secteur est, per-



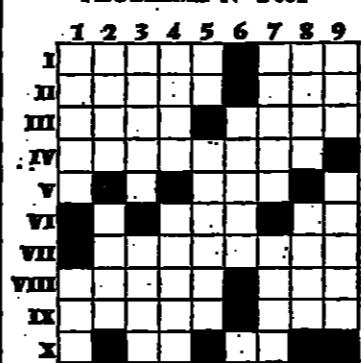
isteront. Sur le reste de la France, le temps sera plus doux. Le ciel sera plus clair, avec quelques nuages ou couvert, et il pleuira. Les vents de secteur est seront assez forts près de l'Atlantique, modérés ailleurs.

Samedi 18 février à 7 heures, la pression atmosphérique, réduite au niveau de la mer, était à Paris, Le Bourg, de 1017 millibars, soit 75,1 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 17 février ; le second, le minimum de la nuit du 17 au 18) : Ajaccio, 16 et 3 degrés ; Biarritz, 15 et 10 ; Bordeaux, 13 et 9 ; Brest, 10 et 2 ; Caen, 1 et -4 ; Cherbourg, 2 et -1 ; Clermont-Ferrand, 15 et 3 ; Dijon, 8 et -1 ;

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 2001



HORIZONTALLEMENT

I. N'est utile que lorsqu'il ne se dégonfle pas : Nom générique du perroquet et du canicule. — II. Honore par un illustre enfant d'Arezzo : Palais jointe le nom des mains à saint Irénée. — III. Diminutif d'un prénom féminin : Possesseur. — IV. Producteur de mouvements. — V. Se trouve donc quelque part. — VI. Larve : Ce n'est pas monnaie courante. — VII. Peu claire. — VIII. On trouve un refuge. — IX. Dravilo et ses hommes. — X. Avec elles, on est sûr d'avoir des pépins : Scrotis. — XI. Ses détours sont dictés par la nature : Préposition. — XII. L'un des deux facteurs d'une multiplication : Sulfure par un limiteur.

VERTICAMENT

1. Coupe de bois : Ministre. — 2. Indispensable à l'âge tendre :

Prénom. — 3. Humeur : A donc raison de plusieurs. — 4. Suffisamment ceux qui l'usent : Est évidé. — 5. Partie : Objet de collections. — 6. Voie d'eau : Préfixe. — 7. Adverbe : Leur contenu est varié, mais choisi. — 8. Portions pour géophages gloutons : Légère. — 9. Prédicts content de larges enveloppes : Pas un réel effort d'imagination.

Solution du problème n° 2000

Horizontalement

I. Proctologues : Al. — II. Ceta ; Ro ; Ruanda. — III. Urus ; Alim. — Qu. — Do. — Entrem. — IV. R.A.T. ; Bé. — Gerig. — VI. Es. — Ides. — VII. Navig. — VIII. Turas. — VIII. Arie. — Suli. — IX. Je. — Bé. — Oracle. — X. Minus. — Lo. — Bé. — XI. Eddesse ; Suède. — XII. Ma. — Eze. — XIII. Ean. — Ni. — Iri. — XIV. N.L. — Acteur. — Oates. — XV. Terreutage ; Eze.

Verticalment

I. Poudre : Arment. — 2. Reposeut : Idéale. — 3. Ots ; Tsrarne. — 4. Case ; Vetus ; A.R. — 5. Nb. — Essence. — 6. Cratere : Evita. — 7. Loire ; Eure ; Eu. — 8. Merisier. — But. — 9. A.R. — Unira. — 10. Uriage : Iole. — 11. Eu. — 12. Sestres : O.R. — 12. Sac. — C.R. — Urte. — 14. Ad. — Nue. — 15. Bagagistes : Eze. — Lifter. —

GUY BROUTY.

SCIENCES

IMPORTANTS PRIX
DÉCERNÉS EN ISRAËL

Neuf savants vont à partager cinq prix assez mystérieux qui totalisent au total. Ces « prix Wolf » portent : un demi million de dollars, l'un d'un peu moins fait à l'Etat israélien pour fonder ces prix et pour distribuer des bourses d'études et des fonds de soutien aux universités.

Le prix de mathématiques est décerné au professeur Gelfand, de l'université de Moscou, et au professeur Siegel (R.F.A.). Celui de physique va à Mme Wu Chien-shing (Etats-Unis). Un autre Américain, Carl Djerassi, reçoit le prix de chimie. Le prix d'agriculture est partagé entre deux Américains, les professeurs Sprague et Walker. Et, finalement le prix de médecine sera très dépendant : il sera partagé entre Van Straaten (Etats-Unis), le docteur Georges Snell (Etats-Unis), et un Français, le professeur Jean Dauvet, de l'hôpital Saint-Louis à Paris.

Ce médicament provoque dans certaines circonstances des troubles métaboliques graves difficiles à prévoir et à contrôler (acidose lactique pouvant entraîner un coma). Les Etats-Unis ont retiré ce produit du marché (juillet 1977) parce que ses inconvénients dépassent ses avantages, et bien qu'il n'en existe pas d'autre. En Israël, plusieurs mois moins, existent dans une classe voisine de la phénformine (biguanides), de sorte que les conséquences de sa suppression ne devraient pas avoir de conséquences fâcheuses sur le traitement des nombreux diabétiques qui l'utilisent.

Il s'agit de la première proposition de ce type faite dans le cadre de la pharmacovigilance, instituée par la Cour suprême de justice. Les trois condamnés, MM. Michel Rousset, Mohamed Yahiaoui et Jean-Joseph Portais, Amnesty International renouvelant cependant « son inquiétude quant la possibilité que l'une de ces personnes soit échappée à la peine de mort », ont été exécutées par la halle au 6 février dernier. D'autre part, M. René Juillet, accusateur de MM. Gilbert Zemour et Marc Francelet (« Le Monde » du 12-13 février), a été condamné à mort le 17 février dernier par le tribunal correctionnel de Paris.

Le 17 février, le juge de la Cour de cassation a déclaré la peine de mort de Zemour et Francelet « évidemment excessive » et a ordonné leur libération.

Le Syndicat chrétien des journalistes (SCJ) a tenu son assemblée générale à Paris, au siège de la CGT-C. Ainsi, le syndicat a été renouvelé et a obtenu la mission de faire évoluer systématiquement les informations sur les accidents graves liés à l'exploitation minière. L'association a corrigé « l'avis ou moins de trois personnes concernées à 17 février, par une mise au point, le communiqué qu'elle avait pu faire pendant deux jours plus tôt. »

La cour suprême n'a pas pu plus encore examiner les pourvois formés par les trois condamnés, MM. Michel Rousset, Mohamed Yahiaoui et Jean-Joseph Portais, Amnesty International renouvelant cependant « son inquiétude quant la possibilité que l'une de ces personnes soit échappée à la peine de mort ». Les trois personnes concernées à 17 février, par une mise au point, le communiqué qu'elle avait pu faire pendant deux jours plus tôt.

La cour suprême n'a pas pu plus encore examiner les pourvois formés par les trois condamnés, MM. Michel Rousset, Mohamed Yahiaoui et Jean-Joseph Portais, Amnesty International renouvelant cependant « son inquiétude quant la possibilité que l'une de ces personnes soit échappée à la peine de mort ». Les trois personnes concernées à 17 février, par une mise au point, le communiqué qu'elle avait pu faire pendant deux jours plus tôt.

Le Syndicat chrétien des journalistes (SCJ) a tenu son assemblée générale à Paris, au siège de la CGT-C. Ainsi, le syndicat a été renouvelé et a obtenu la mission de faire évoluer systématiquement les informations sur les accidents graves liés à l'exploitation minière. L'association a corrigé « l'avis ou moins de trois personnes concernées à 17 février, par une mise au point, le communiqué qu'elle avait pu faire pendant deux jours plus tôt. »

Le Syndicat chrétien des journalistes (SCJ) a tenu son assemblée générale à Paris, au siège de la CGT-C. Ainsi, le syndicat a été renouvelé et a obtenu la mission de faire évoluer systématiquement les informations sur les accidents graves liés à l'exploitation minière. L'association a corrigé « l'avis ou moins de trois personnes concernées à 17 février, par une mise au point, le communiqué qu'elle avait pu faire pendant deux jours plus tôt. »

Le Syndicat chrétien des journalistes (SCJ) a tenu son assemblée générale à Paris, au siège de la CGT-C. Ainsi, le syndicat a été renouvelé et a obtenu la mission de faire évoluer systématiquement les informations sur les accidents graves liés à l'exploitation minière. L'association a corrigé « l'avis ou moins de trois personnes concernées à 17 février, par une mise au point, le communiqué qu'elle avait pu faire pendant deux jours plus tôt. »

Le Syndicat chrétien des journalistes (SCJ) a tenu son assemblée générale à Paris, au siège de la CGT-C. Ainsi, le syndicat a été renouvelé et a obtenu la mission de faire évoluer systématiquement les informations sur les accidents graves liés à l'exploitation minière. L'association a corrigé « l'avis ou moins de trois personnes concernées à 17 février, par une mise au point, le communiqué qu'elle avait pu faire pendant deux jours plus tôt. »

Le Syndicat chrétien des journalistes (SCJ) a tenu son assemblée générale à Paris, au siège de la CGT-C. Ainsi, le syndicat a été renouvelé et a obtenu la mission de faire évoluer systématiquement les informations sur les accidents graves liés à l'exploitation minière. L'association a corrigé « l'avis ou moins de trois personnes concernées à 17 février, par une mise au point, le communiqué qu'elle avait pu faire pendant deux jours plus tôt. »

Le Syndicat chrétien des journalistes (SCJ) a tenu son assemblée générale à Paris, au siège de la CGT-C. Ainsi, le syndicat a été renouvelé et a obtenu la mission de faire évoluer systématiquement les informations sur les accidents graves liés à l'exploitation minière. L'association a corrigé « l'avis ou moins de trois personnes concernées à 17 février, par une mise au point, le communiqué qu'elle avait pu faire pendant deux jours plus tôt. »

Le Syndicat chrétien des journalistes (SCJ) a tenu son assemblée générale à Paris, au siège de la CGT-C. Ainsi, le syndicat a été renouvelé et a obtenu la mission de faire évoluer systématiquement les informations sur les accidents graves liés à l'exploitation minière. L'association a corrigé « l'avis ou moins de trois personnes concernées à 17 février, par une mise au point, le communiqué qu'elle avait pu faire pendant deux jours plus tôt. »

Le Syndicat chrétien des journalistes (SCJ) a tenu son assemblée générale à Paris, au siège de la CGT-C. Ainsi, le syndicat a été renouvelé et a obtenu la mission de faire évoluer systématiquement les informations sur les accidents graves liés à l'exploitation minière. L'association a corrigé « l'avis ou moins de trois personnes concernées à 17 février, par une mise au point, le communiqué qu'elle avait pu faire pendant deux jours plus tôt. »

Le Syndicat chrétien des journalistes (SCJ) a tenu son assemblée générale à Paris, au siège de la CGT-C. Ainsi, le syndicat a été renouvelé et a obtenu la mission de faire évoluer systématiquement les informations sur les accidents graves liés à l'exploitation minière. L'association a corrigé « l'avis ou moins de trois personnes concernées à 17 février, par une mise au point, le communiqué qu'elle avait pu faire pendant deux jours plus tôt. »

Le Syndicat chrétien des journalistes (SCJ) a tenu son assemblée générale à Paris, au siège de la CGT-C. Ainsi, le syndicat a été renouvelé et a obtenu la mission de faire évoluer systématiquement les informations sur les accidents graves liés à l'exploitation minière. L'association a corrigé « l'avis ou moins de trois personnes concernées à 17 février, par une mise au point, le communiqué qu'elle avait pu faire pendant deux jours plus tôt. »

Le Syndicat chrétien des journalistes (SCJ) a tenu son assemblée générale à Paris, au siège de la CGT-C. Ainsi, le syndicat a été renouvelé et a obtenu la mission de faire évoluer systématiquement les informations sur les accidents graves liés à l'exploitation minière. L'association a corrigé « l'avis ou moins de trois personnes concernées à 17 février, par une mise au point, le communiqué qu'elle avait pu faire pendant deux jours plus tôt. »

Le Syndicat chrétien des journalistes (SCJ) a tenu son assemblée générale à Paris, au siège de la CGT-C. Ainsi, le syndicat a été renouvelé et a obtenu la mission de faire évoluer systématiquement les informations sur les accidents graves liés à l'exploitation minière. L'association a corrigé « l'avis ou moins de trois personnes concernées à 17 février, par une mise au point, le communiqué qu'elle avait pu faire pendant deux jours plus tôt. »

Le Syndicat chrétien des journalistes (SCJ) a tenu son assemblée générale à Paris, au siège de la CGT-C. Ainsi, le syndicat a été renouvelé et a obtenu la mission de faire évoluer systématiquement les informations sur les accidents graves liés à l'exploitation minière. L'association a corrigé « l'avis ou moins de trois personnes concernées à 17 février, par une mise au point, le communiqué qu'elle avait pu faire pendant deux jours plus tôt. »

Le Syndicat chrétien des journalistes (SCJ) a tenu son assemblée générale à Paris, au siège de la CGT-C. Ainsi, le syndicat a été renouvelé et a obtenu la mission de faire évoluer systématiquement les informations sur les accidents graves liés à l'exploitation minière. L'association a corrigé « l'avis ou moins de trois personnes concernées à 17 février, par une mise au point, le communiqué qu'elle avait pu faire pendant deux jours plus tôt. »

Le Syndicat chrétien des journalistes (SCJ) a tenu son assemblée générale à Paris, au siège de la CGT-C. Ainsi, le syndicat a été renouvelé et a obtenu la mission de faire évoluer systématiquement les informations sur les accidents graves liés à l'exploitation minière. L'association a corrigé « l'avis ou moins de trois personnes concernées à 17 février, par une mise au point, le communiqué qu'elle avait pu faire pendant deux jours plus tôt. »

Le Syndicat chrétien des journalistes (SCJ) a tenu son assemblée générale à Paris, au siège de la CGT-C. Ainsi, le syndicat a été renouvelé et a obtenu la mission de faire évoluer systématiquement les informations sur les accidents graves liés à l'exploitation minière. L'association a corrigé « l'avis ou moins de trois personnes concernées à 17 février, par une mise au point, le communiqué qu'elle avait pu faire pendant deux jours plus tôt. »

Le Syndicat chrétien des journalistes (SCJ) a tenu son assemblée générale à Paris, au siège de la CGT-C. Ainsi, le syndicat a été renouvelé et a obtenu la mission de faire évoluer systématiquement les informations sur les accidents graves liés à l'exploitation minière. L'association a corrigé « l'avis ou moins de trois personnes concernées à 17 février, par une mise au point, le communiqué qu'elle avait pu faire pendant deux jours plus tôt. »

Le Syndicat chrétien des journalistes (SCJ) a tenu son assemblée générale à Paris, au siège de la CGT-C. Ainsi, le syndicat a été renouvelé et a obtenu la mission de faire évoluer systématiquement les informations sur les accidents graves liés à l'exploitation minière. L'association a corrigé « l'avis ou moins de trois personnes concernées à 17 février, par une mise au point, le communiqué qu'elle avait pu faire pendant deux jours plus tôt. »

Le Syndicat chrétien des journalistes (SCJ) a tenu son assemblée générale à Paris, au siège de la CGT-C. Ainsi, le syndicat a été renouvelé et a obtenu la mission de faire évoluer systématiquement les informations sur les accidents graves liés à l'exploitation minière. L'association a corrigé « l'avis ou moins de trois personnes concernées à 17 février, par une mise au point, le communiqué qu'elle avait pu faire pendant deux jours plus tôt. »

Le Syndicat chrétien des journalistes (SCJ) a tenu son assemblée générale à Paris, au siège de la CGT-C. Ainsi, le syndicat a été renouvelé et a obtenu la mission de faire évoluer systématiquement les informations sur les accidents graves liés à l'exploitation minière. L'association a corrigé « l'avis ou moins de trois personnes concernées à 17 février, par une mise au point, le communiqué qu'elle avait pu faire pendant deux jours plus tôt. »

Le Syndicat chrétien des journalistes (SCJ) a tenu son assemblée générale à Paris, au siège de la CGT-C. Ainsi, le syndicat a été renouvelé et a obtenu la mission de faire évoluer syst

La déclaration de vos revenus de l'année 1977

La loi de finances pour 1978 a relativement modifiée les conditions de déclaration des revenus de 1977. Les principales nouveautés concernant l'assiette de l'impôt et les modalités de calcul de l'impôt seront examinées plus loin, sous le titre D'ABORD CALCULEZ VOTRE IMPÔT.

Les quelques modifications concernant la déclaration proprement dite (revenus de veuves monoparentales, revenus de personnes de 600 F, salaire du conjoint de l'exploitant, frais de garde des jeunes enfants, dons aux œuvres d'intérêt général...) seront examinées à leurs termes spécifiques dans la déclaration.

En revanche, il a paru utile de présenter à l'heure des nouvelles conditions d'imposition des plus-values, instituées par la loi de finances pour 1977, dont la première application devrait intervenir à la fin de la déclaration des revenus de 1977. Ces plus-values doivent vous permettre de déterminer si vos revenus sont imposables au titre des plus-values : dans l'affirmative, vous devrez alors vous procurer la déclaration annexe n° 2049 ainsi que sa notice explicative n° 2049 bis, auprès du service des impôts dont vous relèvez (l'adresse figure sur la déclaration d'ensemble n° 2042 qui a du vous être renseignée chez vous).

ANNOUVELLE TAXATION DES PLUS-VALUES

LES IMMEUBLES

Certaines ventes d'immeubles sont exonérées en tout état de cause

a) La résidence principale du contribuable, ouvre que vous l'avez occupée pendant au moins six mois ou depuis la date de l'achat, ou encore ne vous soyez contracté de vendre pour des motifs d'ordre familial ou professionnel :

b) Dans les mêmes conditions, votre résidence secondaire si vous n'êtes pas propriétaire de votre résidence principale.

En outre, quand le total des immeubles que vous possédez vaut moins de 400 000 F (plus 50 000 F par enfant à charge à partir du troisième), les plus-values immobilières réalisées ne sont pas prises en considération (sauf s'il s'agit d'un terrain à batir, ou d'un immeuble bâti vendu moins de dix ans après l'achat). De même, ne sont exonérées les ventes effectuées par des biens non imposables à l'impôt sur le revenu sous réserve des intérêts d'emprunt.

Ces différents cas mis à part, les cessions immobilières peuvent être classées en trois catégories :

a) Les ventes d'immeubles effectuées moins de deux ans après l'acquisition ;

b) Les achats-ventes effectués dans un délai d'un an et ayant un caractère spéculatif ;

c) Les autres cessions d'immeubles.

LES VENTES D'IMMEUBLES EFFECTUÉES MOINS DE DEUX ANS APRÈS L'ACQUISITION.

Si vous vendez un immeuble moins de deux ans après l'avoir acquis, sa plus-value est consi-

dérée comme un revenu courant. Elle est calculée par simple différence entre le prix de vente et le prix d'achat augmenté des frais et est soumise à l'impôt sur le revenu dans les conditions ordinaires.

B. — LES ACHATS-VENTES EFFECTUÉES DANS UN DELAI DE DIX ANS ET AYANT UN CARACTÈRE SPÉCULATIF.

Il existait déjà, depuis 1965, un régime d'imposition des achats-ventes d'immeubles effectués dans un délai de dix ans (article 25 A du code général des impôts). Ce régime est maintenu en vigueur, mais avec une modification : que les plus-values à caractère incontestablement spéculatif. Il ne s'applique donc pas :

Aux biens hérités aux biens expropriés (ou vendus à l'amiable avec déclaration d'utilité publique prononcée en application de l'ordonnance du 22 octobre 1958), aux terres agricoles, aux immeubles qui, au moment de la vente, ne sont plus la résidence principale du vendeur, mais l'ont été pendant au moins cinq ans aux immeubles vendus en raison d'une modification de la famille (conjugale ou non) ou d'une diminution du nombre de personnes vivant au foyer d'imposition de la survenance d'une invalidité ou d'un départ à la retraite, aux résidences secondaires vendues pour des raisons familiales ou professionnelles.

Selon le régime de l'article 25 A, la plus-value est calculée par différence entre le prix de vente et un prix d'achat revvalorisé. Cette revvalorisation est fixée à 3 % pour chacune des cinq premières années de possession et à 5 % pour chacune des cinq années suivantes. En revanche, il n'est pas fait application d'un indice d'érosion monétaire.

La plus-value est ensuite soumise à l'impôt sur le revenu, avec application du système du quotient qui sera exposé plus loin, à propos du régime des autres cessions d'immeubles.

C. — LES AUTRES CESSIONS D'IMMEUBLES.

Les plus-values immobilières qui ne sont pas imposables selon les critères qui viennent d'être exposés ci-dessus obéissent aux règles suivantes :

Le lo a prévu une exonération : lorsque l'immeuble a été détenu pendant plus de vingt ans, ou lorsqu'il s'agit d'une terre agricole, vendue moins de 5 francs le mètre carré (11 francs le mètre carré dans le cas de cultures fruitières ou maraîchères, 35 francs dans le cas de vignobles à appellation contrôlée), ou encore, lorsque l'immeuble est vendu moins de 50 000 francs.

La plus-value n'est égale à la différence entre le prix de vente et les sommes suivantes : prix d'achat (ou valeur succrue), si il s'agit d'un bien d'ordre, frais d'entretien et d'exploitation, huit dépenses d'amélioration suffisamment importantes pour ne pas présenter le caractère de dépenses locatives (si vous n'avez pas de pièces justificatives pour ces dépenses, elles peuvent être fixées à dix % d'expert ou évaluées forfaitairement à 15 % du prix d'acquisition). Pour tenir compte de votre travail personnel vous pouvez également déduire forfaitairement une somme égale à trois fois le montant des factures de matériaux utilisés, dépenses de votre imposées par les règles d'urbanisme.

Les intérêts des dix premières années d'impôt sont ajoutés au prix d'acquisition (dans la limite de 7 000 francs par an, plus 1 000 francs par enfant à charge) ;

vous avez droit à un abattement supplémentaire de 20 000 francs pour vous-même, de 20 000 francs pour votre épouse, et de 10 000 francs

La déclaration des revenus

• Qui doit remplir cette déclaration

CAS GÉNÉRAL. — La déclaration doit être remplie par le chef de famille, dès lors que l'un des membres du foyer fiscal perçoit des revenus imposables.

MARIAGE EN COURS D'ANNÉE. — En cas de mariage, deux déclarations doivent être soumises : l'une par la jeune femme pour la période antérieure au mariage (du 1^{er} janvier 1977 à la date du mariage), la seconde par le mari pour l'ensemble de ses revenus de l'année, ainsi que les revenus de sa femme pour la période postérieure au mariage. Cependant, chacun des attributaires dispose en ce qui le concerne de son parti.

DECLARATION SOUSCRITE PAR LA FEMME ARRIÈRE. — La femme mariée ne doit soumettre la déclaration distincte de celle de son mari que dans les situations suivantes :

Marriage en cours d'année :

Si par exemple de biens, elle ne vit pas avec son mari ; par instance de divorce ou de séparation de corps, lorsque le tribunal l'a autorisée à avoir une résidence séparée ;

Abandonnée par son mari ou si elle a quitté le domicile conjugal et dispose de revenus distincts ;

Décès d'un mari en cours d'année : la veuve doit alors déclarer en son nom personnel les revenus qu'elle a réalisés depuis le décès.

DECLARATION SOUSCRITE PAR UN ENFANT À CHARGE. — Le chef de famille dont l'enfant à charge possède des revenus propres doit demander l'imposition distincte de cet enfant. Dans ce cas, cet enfant déclare une déclaration séparée et cette dernière considérée comme à part pour le calcul de l'impôt dû par ses parents. L'imposition distincte est généralement la plus avantageuse, excepté lorsque le revenu de l'enfant représente qu'une fraction très faible du revenu des parents.

Page 1 de la déclaration N° 2042

1) DATE DE NAISSANCE. — L'indication de date de naissance est très importante notamment pour les personnes âgées. Il est en effet à tirer de votre date de naissance que l'ordonnateur pourra éventuellement les déductions auxquelles vous pourrez éventuellement prétendre.

2) ADRESSE. — N'oubliez pas d'indiquer votre nouvelle adresse : si vous avez déménagé au cours de l'année 1977, cela évitera que des demandes de renseignements vous soient adressées en cours d'année.

3) SIGNATURE. — L'épouse peut signer avec la main la déclaration de leurs revenus. Cette signature n'est pas obligatoire, et, en tout état de

cause, ne modifie rien au régime juridique ou fiscal à cette déclaration.

Page 2 de la déclaration N° 2042

Cette page doit être remplie avec toute l'attention nécessaire, car elle permet de déterminer le quotient familial qui permettra le calcul de votre impôt.

1. — LE CADRE I. — Il s'agit d'une remarque particulière : si vous même ou votre conjoint êtes invalides n'omettez pas d'indiquer le numéro de la carte d'invalidité.

2. — LE CADRE II. — Il est très important. Par exemple, si vous êtes veuve et que vous avez un enfant majeur imposé à part, vous bénéficierez d'une part et demie de quotient familial.

Il convient donc que vous cochériez les cases correspondantes V ou X.

3. — LE CADRE III. — Charges de famille est également important.

PIERRE TARDY

Comment payer moins d'impôts

Vous êtes salarié - retraité - commerçant - artisan - industriel - agriculteur - membre d'une profession libérale...
Vous avez des valeurs mobiles - des biens immobiliers...
Vous allez hériter...
COMMENT, EN TOUTE LEGALITÉ, PAYER MOINS D'IMPOS ?
Cet ouvrage est à paraître le 1^{er} février 1978.

La déclaration des revenus que vous devrez souscrire avant le 1^{er} mars 1978 pour vos revenus de 1977 se présente sous forme identique à celle de l'an dernier.

Comme les années passées, vous êtes dispensé d'effectuer vous-même les opérations nécessaires à l'application des abat-

ments prévus par la loi. Cependant, si vous désirez connaître le montant de votre revenu imposable et être ainsi en mesure de calculer l'impôt que vous aurez à payer, vous pourrez faire ces calculs en utilisant le cadre spécial figurant à la quatrième page de la notice explicative qui accompagne l'imprimé de déclaration.

pour chacun de vos enfants vivants ou répudiés.

Si vous êtes célibataire, divorcé ou veuf, vous avez droit à un abattement de 30 000 francs.

• Cas particulier des terrains à bâtir.

Les plus-values réalisées sur des terrains à bâtir sont imposables tant que la durée de possession du terrain n'a pas dépassé trente ans. Par exemple, pour un bien détenu depuis 1948, l'abattement est de 20 000 francs.

H. — LES MÉTAUX ET OBJETS PRÉCIEUX.

A. — OR ET AUTRES MÉTAUX PRÉCIEUX.

Les ventes par des particuliers sont soumises à une taxe forfaitaire de 4 %, tenant lieu d'imposition de la plus-value. Cette taxe est perçue notamment sur les ventes de lingots et de pièces. Aucune imposition n'est donc applicable en matière d'impôt sur les revenus.

B. — OBJETS PRÉCIEUX.

En principe, les ventes de bijoux, d'objets d'art et de collection que vous avez effectuées pour un montant supérieur à 20 000 F ont été soumises à une taxe forfaitaire de 3 % si il s'agit d'une vente privée, et de 2 % si il s'agit d'une vente publique.

Toutefois, si vous possédez des pièces suffisantes pour justifier de la date et du prix de l'acquisition, vous avez pu, au moment de la vente, opter pour le régime général des plus-values des particuliers (prise en compte de l'érosion monétaire, inclusion de la plus-value dans les bases de l'impôt sur le revenu). Le service des impôts dont vous releviez vous a alors notifié son acceptation. Vous devez donc maintenant remplir la déclaration n° 2049.

II. — LES PLUS-VALUES PROFESSIONNELLES.

Si vous êtes industriel, commerçant, artisan, agriculteur, ou membre d'une profession libérale et que votre chiffre d'affaires dépasse la limite du forfait (500 000 F), les plus-values à court terme que vous avez réalisées en France doivent acquitter un prélevement forfaitaire d'un tiers sur le montant de la plus-value.

Toutefois, la résidence possédée en France par un Français résidant à l'étranger est assimilée à une résidence principale et donc exonérée.

• Cas particulier des résidences secondaires.

Deux atténuations particulières sont prévues pour les résidences secondaires :

— les intérêts des dix premières années d'impôt sont ajoutés au prix d'acquisition (dans la limite de 7 000 francs par an, plus 1 000 francs par enfant à charge) ;

— vous avez droit à un abattement supplémentaire de 20 000 francs pour vous-même, de 20 000 francs pour votre épouse, et de 10 000 francs

b) ENFANTS ATTEIGNANT L'ÂGE DE DIX-HUIT ANS EN COURS D'ANNÉE.

D'après la loi, dans le cas où l'enfant atteint l'âge de dix-huit ans en cours d'année, tout en déclarant seulement les revenus perçus par l'enfant avant la date de la majorité.

L'enfant, de son côté, déclare uniquement les revenus qu'il a perçus depuis la date de sa majorité.

c) ENFANTS ÂGÉS DE PLUS DE DIX-HUIT ANS.

Ces enfants, lorsqu'ils sont célibataires, sont, en principe, imposés à leur propre nom. La loi leur offre cependant la possibilité d'être rattachés au foyer fiscal de leurs parents. Cette option est réservée aux enfants qui remplissent l'une des conditions suivantes :

— être âgés de moins de vingt et un ans ;

— être âgés de moins de vingt-cinq ans pour les étudiants ;

— effectuer leur service militaire légal, quel que soit leur âge.

— Conditions de l'option pour le rattachement : Cette option, annuelle, est irrévocable pour l'année considérée.

• L'option de l'enfant est formulée sur papier libre (voir exemple de demande de rattachement à la page une de la notice explicative) ;

— l'accord du parent est considéré comme établi dès lors qu'il a déclaré l'enfant à charge et a joint à sa déclaration l'option pour le rattachement.

Le chef de famille qui accepte le rattachement bénéficie d'une demi-part supplémentaire de quotient familial. Toutefois, l'avantage résultant de cette demi-part est limité à 7 900 F (en impôt).

• Le rattachement entraîne, pour le chef de famille, l'obligation d'inclure dans son revenu imposable les revenus perçus par l'enfant pendant l'année civile.

Ces deux parents divorcés ou séparés. — Le rattachement peut être demandé vis-à-vis de l'un ou l'autre des parents. Mais le revenu alimentaire que peut verser le parent non bénéficiaire du rattachement n'est pas déductible, alors même qu'il est versé en exécution d'une décision de justice.

Cependant, l'administration admet que les parents, dans définitives pour l'un des parents ne soient pas imposés entre les mains de l'autre parent qu'il est l'enfant.

2. — VOS ENFANTS MARIÉS

Les enfants mariés ou chargés de famille, lorsqu'ils remplissent les conditions suivantes :

— être âgés de moins de vingt et un ans ;

— être âgés de moins de vingt-cinq ans lorsqu'ils sont étudiants ;

— être âgés d'au moins d'âge lorsqu'ils effectuent leur service militaire, peuvent opter pour leur rattachement au foyer fiscal des parents.

FISCALITÉ

Ce rattachement présente des caractéristiques particulières :

— Il est global, c'est-à-dire qu'il est applicable même lorsqu'un seul des époux remplit les conditions pour être considéré à charge :

— Il peut être démenté à la famille de l'un ou l'autre des conjoints ;

— L'avantage accordé aux parents bénéficiaires de ce rattachement prend la forme d'un abattement sur le revenu imposable de 7 900 F par personne prise à charge :

REMARQUES. — Le parent non bénéficiaire du rattachement peut, le cas échéant, bénéficier de la demi-part supplémentaire prévue en faveur des personnes seules ayant un enfant mineur.

En cas de mariage, en cours d'année, d'un enfant âgé de moins de dix-huit ans, un même contribuable ne peut, à la fois, bénéficier d'une majoration de quotient familial et d'un abattement sur le revenu imposable de 7 900 F par personne prise à charge :

REMARQUES. — Le parent non bénéficiaire du rattachement peut, le cas échéant, bénéficier de la demi-part supplémentaire prévue en faveur des personnes seules ayant un enfant mineur.

En cas de mariage, en cours d'année, d'un enfant âgé de moins de dix-huit ans, un même contribuable ne peut, à la fois, bénéficier d'une majoration de quotient familial et d'un abattement sur le revenu imposable de 7 900 F par personne prise à charge :

REMARQUES. — Le parent non bénéficiaire du rattachement peut, le cas échéant, bénéficier de la demi-part supplémentaire prévue en faveur des personnes seules ayant un enfant mineur.

3. — VOS ENFANTS INFIRMES

Le plafonnement à 7 900 F de l'avantage en impôt dépendant à la demi-part de quotient familial n'est pas applicable lorsqu'il s'agit d'un enfant infirme.

D'autre part, en vertu de la jurisprudence du Conseil d'Etat, les parents d'enfants majeurs infirmes peuvent renoncer au bénéfice du quotient familial et déduire une pension alimentaire.

4. — ENFANTS EFFECTUANT LEUR SERVICE MILITAIRE

Le service national, au titre de l'aide technique ou de la coopération technique, équivaut fiscalement au service militaire.

II. — Personnes à charge autres que les enfants

a) LES ASCENDANTS. — Tous les contribuables peuvent considérer comme à charge leurs ascendants (ascendants du chef de famille ou de son conjoint), vivant sous leur toit, à la condition que le revenu cumulé du contribuable concerné

et de son ascendant n'excède pas 20 000 F (+ 4 000 F par personne à charge supplémentaire).

Si la situation d'un contribuable ne correspond pas à ces critères, celui-ci peut déduire une pension alimentaire. Les explications, à ce titre, sont données avec les renseignements relatifs à la page 4 de la déclaration des revenus dans le paragraphe « charges à déduire du revenu global ».

b) LES COLLATERAUX. — Le régime applicable aux ascendants l'est également, dans les mêmes conditions de revenus, aux frères et sœurs du contribuable ou de son conjoint, vivant sous son toit, mais seulement s'ils sont titulaires de la

carte d'invalidité.

III. — Eléments du train de vie

Cette rubrique doit obligatoirement être remplie si elle concerne l'admission fiscale à votre revenu que vous déclarez sont compatibles avec votre train de vie.

La taxe spéciale sur certains éléments du train de vie, qui avait été instituée pour l'imposition des revenus de 1976, a été reconduite par le Parlement pour l'imposition des revenus de 1977, moyennant quelques aménagements.

NOUVEAU. — C'est ainsi que, si vous avez disposé au cours de l'année 1977 de quatre éléments au moins (au moins compris la résidence principale, les revenus de moins de 17 CV et au moins à 100 % de votre revenu), vous devrez soumettre obligatoirement la déclaration n° 2350 TE.

L'assiette à cette taxe spéciale est constituée par le total des bases correspondant aux éléments retenus. Le taux est précis dès lors que ce total excède 75 000 F et est égal à 2 % de ce total.

Le barème applicable à chaque élément retenu pour le calcul de cette taxe figure sur la déclaration n° 2350 TE.

Page 3 de la déclaration N° 2042

1) Revenus des valeurs et capitaux mobiliers

a) Montant brut des revenus de créances, dépôts, cautionnements et comptes courants (ligne S)

Doivent être déclarés sous cette rubrique, lorsqu'elles ne figurent pas dans les recettes provenant de l'exercice d'une profession industrielle, commerciale, artisanale ou agricole, (ils seraient alors inclus dans les bénéfices imposables de l'exploitation), les produits lorsqu'ils ne sont pas explicitement exonérés :

— Des créances hypothécaires, privilégiées et chirographaires, à l'exclusion de celles représentées par des obligations et des effets publics (qui doivent être déclarées à la ligne V) ;

— Les dépôts de sommes d'argent à vue ou à échéance fixe ;

— Les cautionnements en numéraires ;

— Les comptes courants.

Cependant, ne sont pas à déclarer sous cette rubrique les produits qui ont été soumis soit sur option du bénéficiaire, soit obligatoirement, au prélevement libératoire de l'impôt sur le revenu au taux de 53 1/3 %.

C'est le revenu brut diminué des frais qui ont été supportés pour l'acquisition et la conservation de ce revenu qui doit être porté sur cette ligne.

b) Avances, prêts ou acomptes reçus en tant qu'associé de sociétés de capitaux (ligne T)

Il s'agit des sommes mises à la disposition des sociétés de capitaux et qui, sauf preuve contraire, sont considérées comme des revenus distribués. Ces sommes n'ont pas à être déclarées lorsqu'il peut être prouvé qu'elles représentent un véritable prêt consenti pour une durée déterminée à un taux d'intérêt normal.

c) Revenus de valeurs mobilières (lignes U et W)

L'abattement de 3 000 F vise les intérêts des obligations et bons à long terme relevant sous forme de titres négociables, émis en France et dans les départements d'outre-mer, qu'ils soient cotés ou non en Bourse, et non assortis d'une clause d'émission.

Cependant, les intérêts de l'emprunt d'Etat 7 % 1973 — qui comporte un système d'indexation — bénéficient de l'abattement forfaitaire.

NOUVEAU. — L'abattement de 2 000 F sur le montant imposable des revenus d'actions émises en France, institué par la loi de finances pour 1977 trouve sa première application dans la présente déclaration. Il est rappelé qu'il est réservé aux contribuables dont le revenu imposable n'excède pas la limite de la dixième tranche du barème (135 650 F). Il sera porté à 3 000 F pour l'imposition des revenus de l'imprimé n° 2 143 à 2 150.

En dehors des taillandiers, des jetons de présence et des distributions n'ayant pas le caractère de dividendes, les revenus de valeurs mobilières (autres que les obligations) doivent faire à l'établissement, par l'organisme payeur, d'un certificat d'impôt déjà versé au Trésor (à avoir fiscal).

Vous devrez additionner tous les certificats en votre possession. Leur montant est à ajouter à celui des intérêts des revenus, que ceux-ci couvrent ou non droit à un avoir fiscal.

Si vous bénéficiez de l'abattement de 2 000 F, le total obtenu est à porter sur la ligne V. Dans le cas contraire, vous devrez l'indiquer à la ligne W.

d) Frais et charges venant en déduction (ligne X)

Ce sont les frais de garde des titres, le montant de la location des coffres, etc. Par contre, ne doivent pas être déduits sur cette ligne les frais d'encasement.

En dehors des taillandiers, des jetons de présence et des distributions n'ayant pas le caractère de dividendes, les revenus de valeurs mobilières (autres que les obligations) doivent faire à l'établissement, par l'organisme payeur, d'un certificat d'impôt déjà versé au Trésor (à avoir fiscal).

Vous devrez additionner tous les certificats en votre possession. Leur montant est à ajouter à celui des intérêts des revenus, que ceux-ci couvrent ou non droit à un avoir fiscal.

Si vous bénéficiez de l'abattement de 2 000 F, le total obtenu est à porter sur la ligne V. Dans le cas contraire, vous devrez l'indiquer à la ligne W.

e) Revenus fonciers et immobiliers (ligne A)

Les revenus des logements dont le propriétaire se réserve la jouissance ; résidence principale et résidence (s) secondaire(s) ne sont pas imposables à l'impôt sur le revenu.

Ne sont à déclarer ici que les revenus des immeubles donnés en location et les revenus dont le contribuable se réserve la jouissance malgré ce qui n'est pas affecté à l'habitation (terrains non cultivés réservés à la chasse...).

Si vous avez de tels revenus, qu'ils proviennent de la location directe d'un immeuble ou de participations dans les sociétés immobilières, non passibles de l'impôt sur les sociétés (sociétés de copropriété transparentes, sociétés civiles faisant appel public à l'épargne...), vous devrez remplir l'annexe A n° 2042 de couleur bleue. Le résultat obtenu sur cet imprimé, s'il s'agit d'un revenu, est à porter à la ligne A de la déclaration de revenus. Depuis l'imposition des revenus de 1976, les détails fonciers et immobiliers doivent être déclarés dans la majorité des cas, du revenu global, comme cela était possible dans les années passées ; ils ne peuvent s'impliquer que sur les revenus fonciers des cinq années suivantes.

Ainsi, si vous avez effectué en 1977 des travaux importants dans une maison que vous donnez en location, le déficit qui peut en résulter ne pourra être imputé que sur les bénéfices fonciers que vous réaliserez au cours des années 1978, 1979, 1980, 1981 et 1982. Dans l'hypothèse où ce déficit de 1977 ne serait pas totalement amorti en 1982, le reliquat serait perdu.

Toutefois, pour les immeubles ruraux donnés à bail conformément au statut du fermage, le délai de report est porté à huit ans.

Par ailleurs, l'imputation des déficits fonciers sur le revenu global est toujours possible en ce qui concerne :

— Les opérations groupées de restauration immobilière (opérations poursuivies soit par la commune, soit par une association syndicale de propriétaires, soit par un organisme de rénovation, et dont le programme des travaux est approuvé par le préfet) ;

— Les non-propriétaires ne possédant pas d'autres immeubles donnés en location pour le montant des grosses réparations qu'ils effectuent ;

— Les propriétaires de monuments classés monuments historiques, inscrits à l'inventaire supplémentaire ou ayant fait l'objet d'un agrément ministériel.

Des explications très détaillées étant données

à la page 4 de l'annexe A, nos propres explications sont limitées aux points suivants :

• Propriétés rurales

Les propriétés rurales sont celles qui comprennent soit seulement des terrains non bâti, soit à la fois des immeubles bâti et principalement, des terrains non bâti (maison d'habitation, bâtiments d'exploitation, terrains mis en culture ou non, étables et laies, et, éventuellement, carrière à ciel ouvert et terrains de camping non aménagés et non gardés).

Bien entendu, ne sont pas à déclarer au titre des revenus fonciers que les propriétés agricoles données en location. En cas d'exploitation directe par le propriétaire, ou de métayage, l'imposition est due au titre des bénéfices agricoles.

• Propriétés urbaines

Les propriétés urbaines comprennent non seulement les immeubles situés dans les villes mais également les immeubles d'habitation et leurs dépendances situées dans les bourgs et villages des communes rurales.

• Principales dépenses d'entretien et de réparation définitives

— La réfection des toitures, des plâtrages, parquets et escaliers ;

— Le traitement des bois contre les parasites ;

— Le recrépiage, la réparation, le ravalement des murs ;

— La réparation des cheminées et des gros murs mitoyens ;

— La remise en état des boiseries, peintures décolorées lors de gros travaux ;

— Les honoraires d'architectes relatifs à ces travaux déductibles.

Vous devrez pouvoir justifier du montant des dépenses déductibles, soit par des factures, soit par tout autre mode de preuve.

b) Revenus encaissés hors de France

NOUVEAU. — Ces revenus devront jusqu'à présent être déclarés sur une ligne spéciale de la déclaration n° 2042. Désormais, après avoir rempli l'annexe B n° 2042, reportez ces revenus sur votre déclaration d'ensemble sous la rubrique « charges à déduire du revenu global » qui correspond à vos autres revenus.

Si ces revenus ont été encaissés en monnaie étrangère, ils doivent être déclarés pour leur contre-valeur en francs français, calculée d'après le cours de change à Paris au jour de l'encaissement.

Les propriétaires de monuments classés monuments historiques, inscrits à l'inventaire supplémentaire ou ayant fait l'objet d'un agrément ministériel.

Des explications très détaillées étant données

3) Revenus des professions non salariées

• Imposition au forfait

En ce cas, vous avez dû souscrire une déclaration modèle 951 ou 951 S avant le 16 février, moins que vos deux forfaits (BIC et T.V.A.) n'aient été renouvelés en 1978, le délai de déclaration étant alors reporté au 15 avril 1978.

• Imposition au régime réel normal ou au régime réel simplifié

Vous devez remplir une déclaration n° 2033 accompagnée des pièces annexes et reporter sur la déclaration générale le bénéfice ou le déficit constaté.

• Cas particuliers

— Peintres et sculpteurs : les profits réalisés par les peintres et sculpteurs ont le caractère de revenus non commerciaux. Il en est de même des sommes perçues par leurs héritiers pour l'exploitation des œuvres originales en vertu d'un contrat conclu avec une galerie d'art, dans des conditions analogues à celles que l'artiste lui-même aurait signé.

— Les photographes de mode exercent une profession non commerciale lorsqu'ils ne sont pas journalistes.

— Les écrivains et compositeurs sont obligatoirement imposés suivant le régime des traitements et salaires des lois que les droits d'auteur qu'ils perçoivent sont intégralement déclarés par leurs tiers. Par contre, les produits perçus par leurs héritiers sont considérés comme des bénéfices non commerciaux.

— Inventeur : l'inventeur qui concorde une licence d'exploitation de ses brevets réalise un bénéfice non commercial imposable sous déduction d'une somme forfaitaire de 30 % représentative de frais.

— L'inventeur qui cède ses brevets sans conserver un droit sur eux et sans participer à leur exploitation est exonéré de l'impôt à la condition que la somme soit consentie indépendamment du paiement d'une somme forfaitaire fixe. En revanche, il est imposé à la contrepartie de l'exercice de sa profession avec la même franchise.

— Inventeur : l'inventeur qui concorde une licence d'exploitation d'une partie de ses brevets, sans toutefois conserver un droit sur eux et sans participer à leur exploitation, est exonéré de l'impôt à la condition que la somme soit consentie indépendamment de la somme forfaitaire fixe.

— Enfin, lorsque la cession porte sur des découvertes ou inventions non couvertes par des brevets, les sommes perçues sont toujours imposables au titre des bénéfices non commerciaux.

JURISPRUDENCE. — Le Conseil d'Etat, dans un arrêt du 10 juillet 1976, a jugé qu'un contribuable qui, exercant une activité libérale à caractère non commercial, avait été frappé des barèmes dans lesquels il avait son cabinet et, en contrepartie, a reçu une indemnité destinée à réparer le préjudice résultant du fait qu'il devait s'installer ailleurs ne pouvait prétendre que cette indemnité soit une compensation d'une partie de l'impôt à la cession de l'exploitation agricole.

— Soit l'exploitant impose d'après le régime du bénéfice réel

Le régime est applicable soit sur option du contribuable, soit obligatoirement lorsque les recettes de l'exploitation excèdent 500 000 F pendant deux années consécutives.

Le bénéfice réel de l'exploitation agricole est déterminé selon les règles applicables en matière de bénéf

Rémunérations versées en cas de maladie. — Les rémunérations qu'une entreprise verse, en sus des prestations journalières de sécurité sociale (lesquelles sont exonérées), sont imposables. Il en est de même si ces sommes sont payées par l'entreprise ou par le comité d'entreprise ou versées par un organisme de retraite ou d'assurance directement au bénéficiaire pour le compte de l'employeur.

Par ailleurs, lorsqu'un salarié se couvre personnellement du risque de perte de salaire en cas d'espèces d'une compagnie d'assurance, les primes versées ne sont pas déductibles. Cependant, les sommes reçues en exécution du contrat ne sont pas imposables.

Prime de vacances versée par les caisses de congé payé et d'assurance sociale. — Les caisses de congé payé et d'assurance sociale versent annuellement aux salariés des entreprises adhérentes en sus de l'indemnité légale du congé payé, une prime de vacances et, éventuellement, une indemnité supplémentaire d'ancienneté. Elles assurent, en outre, le paiement d'indemnités compensatoires de congé payé aux ayants droit qui, au cours d'années antérieures au 31 décembre 1976, a précisé que ces primes et indemnités constituent des revenus imposables dans la catégorie des traitements et salaires.

Indemnité de départ à la retraite. — Elle est exonérée dans la limite de 10 000 francs. Le surplus est imposable, mais peut donner lieu à échéance annuelle sur l'année de perception (1977) et les quatre années antérieures (1976, 1975, 1974 et 1973) (arrêté du Conseil d'État du 9 mars 1973).

Indemnité de licenciement. — Elle est exonérée lorsque la cause de licenciement est d'ordre intérieur, ainsi que l'indemnité spécifique qui s'y ajoute lorsque le délit-congé n'est que d'une manière aussi que celle qui s'y ajoute en cas de licenciement pour une cause autre que réelle et sérieuse, par décision du tribunal. Par contre, le salaire correspondant au délit-congé est imposable.

Indemnité de rupture de contrat. — Dans un arrêt du 10 mai 1976, le Conseil d'État a jugé le cas suivant : salarié embauché par une entreprise pour une période déterminée et prévoyant que chaque partie pourra rompre son engagement avant la date normale d'expiration et sans préavis, à charge pour elle de payer à l'autre, à titre d'indemnité, une somme égale à une année de rémunération.

La rupture du contrat étant intervenue effectivement avant le terme fixé, et sans préavis, la somme représentant une année d'appontements n'est pas déductible en réduction du contrat, mais l'indemnité doit être regardée comme constituant des dommages-intérêts non imposables destinés à réparer un préjudice autre qu'une simple perte de salaires.

Allocations de chômage partiel. — Le chômage partiel ne donne lieu à indemnisation que si la durée du travail est abaissée au-dessous du minimum de 40 heures et que cette réduction résulte de la diminution des besoins de difficultés d'approvisionnement en énergie ou en matières premières, ou d'un sinistre. (La suppression d'heures supplémentaires ne donne pas lieu, en règle générale, à compensation financière. Lorsqu'un accord d'entreprise prévoit cette indemnisation, les sommes correspondantes sont assimilées à des salaires et imposées dans les mêmes conditions que ces derniers.)

L'indemnisation des travailleurs placés dans cette situation revêt la forme de trois sortes d'indemnisations, dont le taux fixe est le suivant :

— Allocation professionnelle de chômage partiel : elle est exonérée de l'impôt sur le revenu ;

— Allocation conventionnelle de chômage partiel : elle ne présente pas le caractère d'une allocation d'assistance et est imposable intégralement (y compris la fraction remboursée par l'Etat à l'employeur). Les salariés qui peuvent prétendre à un abattement spécial pour frais professionnels — en sus de l'abattement spécial de 10 % — ne sont pas autorisés à en tenir compte pour ces allocations puisqu'elles n'ont pas, par définition, pour contrepartie l'exercice effectif d'une activité professionnelle ;

— Allocation conventionnelle : la part de l'allocation supportée par l'Etat (50 %) est exonérée de l'impôt sur le revenu, tandis que l'excedent a le caractère d'un revenu imposable.

b) Frais réels justifiés (colonne C)

Vous avez la possibilité, si vous estimez que la déduction forfaitaire pour frais de 10 % est insuffisante en égard aux frais que vous avez engagés au cours de l'année 1977, de demander à ce que vos frais réels soient retenus. À la condition de fournir les justifications nécessaires. Mais vous devrez alors comprendre, dans votre rémunération brute, les indemnités pour frais qui ont pu vous être allouées par votre employeur.

c) Frais d'études et d'examens.

Les frais d'études et d'examens sont déductibles à titre de dépenses professionnelles lorsque les diplômes recherchés sont de nature à permettre l'exercice normal de la profession ou l'amélioration de la situation. (Préparation à l'admission par un instituteur, d'une thèse à l'approbation par un professeur, inscription dans une faculté par un praticien, etc.) Pour bénéficier d'avantages de certains dépenses supportées par un employé pour suivre des cours lui permettant de se perfectionner dans son métier.)

d) Frais de transport du domicile au lieu de travail.

La déduction des frais de transport du domicile au lieu de travail est admise lorsque le maintien du domicile dans un lieu différent du lieu de travail ne présente pas un caractère abnormal. C'est ainsi que, compte tenu des difficultés existantes dans les grandes villes, il est admis que les salariés habitant en banlieue puissent dépendre dans le cadre des frais réels de leur lieu de transport.

La réglementation (jurisprudence du Conseil d'Etat) a été modifiée. Pour l'appréciation du caractère normal ou non de la distance, sont désormais pris en considération non seulement l'étendue et la configuration de l'agglomération où se trouvent le domicile et le lieu de travail mais aussi les conditions de vie concrètes du contribuable et de sa famille, en égard aux ressources du foyer, et notamment de l'état de santé des personnes.

Par exemple, si l'individu a une famille importante et que les enfants sont scolarisés dans une école à distance de son lieu de travail, il pourra dépendre de ce lieu de travail.

Il s'ensuit que, dans le cas où le contribuable réside dans un lieu éloigné de celui de son travail, il lui appartient d'établir que cette distance n'a pas un caractère abnormal compte tenu du lieu où il exerce son activité et des circonstances propres à son cas particulier.

JURISPRUDENCE

— Un salarié résidant dans une commune distante de 14 kilomètres du lieu où il exerce ses fonctions ne peut, en égard à l'importance de l'agglomération lyonnaise et aux conditions de

logement dans cette agglomération, être regardé comme résidant à une distance normale de son lieu de travail. Il est fondé, par suite, de dire que son revenu imposable les frais de transport qu'il a exposé pour se rendre en voiture de son domicile au lieu de travail ainsi que ceux correspondant aux déplacements qu'il a effectués dans la ville en cours pour les besoins de sa profession et qui n'étaient pas liés à la partie de son emploi, à aucune indemnité à son profit (arrêt du 20 mars 1970, req. n° 74-885).

— Un salarié résidant à Paris et qui exerce son emploi dans une commune de banlieue distante d'une quinzaine de kilomètres ne peut, en égard à l'éloignement de l'agglomération, être regardé comme résidant à une distance normale de son lieu de travail. L'intérêt est, en conséquence, fondé à déduire de son revenu imposable les frais de transport qu'il expose pour se rendre en voiture de son domicile aussi bien de travail que de son domicile qu'il soit pour une allocation spéciale (arrêt du 6 mai 1970, req. n° 78-885).

— Un contribuable qui, afin de suivre l'entreprise dont il est directeur commercial, a fait construire à l'aide d'un prêt du Crédit foncier de France, non encore remboursé, une maison d'habitation dans la localité où cette entreprise avait transféré ses installations, a été autorisé à déduire un emploi, après la faillite de l'entreprise dans laquelle il exerce son activité professionnelle, mais à 50 kilomètres seulement du lieu de travail de son épouse. Il a été jugé que :

1. Le choix de l'intérêt de fixer sa résidence à une distance éloignée de son propre lieu de travail ne pas, en l'occurrence, un caractère d'indemnité.
2. Des prévisions suffisantes sur le nombre, l'importance et la nature professionnelle de ses déplacements ayant été apportées par l'intéressé, il est fondé de déduire que ses frais de transport soient assimilés à ceux d'un barème kilométrique forfaitaire établi par l'administration (arrêt du 17 mars 1976, req. n° 95-983).

c) Déductions supplémentaires (colonnes D et E)

L'exercice de certaines professions ouvre droit à une déduction supplémentaire pour frais professionnels. Vous devez indiquer ici le montant de votre revenu qui y correspond ainsi que le taux admis.

Cette déduction est limitée par la loi à 50 000 F.

a) Déduction des frais de garde des enfants âgés de moins de quatre ans au 31-12-1977

Cette déduction est limitée selon les modalités suivantes : vous réservez que votre revenu imposable soit inférieur à 116 500 francs, les contribuables célibataires, veufs, divorcés ou séparés peuvent déduire de leurs revenus professionnels les dépenses qu'ils ont engagées en 1977 pour la garde de leurs enfants à charge âgés de moins de quatre ans au 31 décembre 1977.

NOUVEAU. — Cette déduction est toutefois limitée à 3 000 francs par enfant sans pouvoir excéder le montant imposable des revenus professionnels.

Si vous êtes étranger(e) et que vous demandez le rattachement au foyer fiscal de votre père, celui-ci ne pourra déduire les frais de garde de ses revenus la déduction globale de 7 000 francs tenant compte de cette catégorie de frais.

Cas des contribuables qui se sont mariés. — Ces dépenses sont déductibles dans la limite de 10 000 francs par enfant au 31 décembre 1977. — Si vous êtes dans ce cas, vous ne pouvez pas, en principe, bénéficier de cette réduction puisque vous êtes considérés normalement comme marié pour le calcul de votre impôt de 1977. Toutefois, si vous y avez avantage, vous pouvez vous déclarer comme célibataire divorcé, assuré avec en conséquence la colonne C, D ou E. V'z faire. Il se détermine parage de votre déclaration et en remplissant les paragraphes III « charges de famille » (quatrième page) et 5 « charges à déduire » (quatrième page), en indiquant le nombre d'enfants remplissant les conditions et le montant des sommes versées à la garde-mère ou au soutien de l'enfant et d'air chaud.

— Dépenses relatives à la mesure et à la régulation du chauffage.

Il s'agit notamment de l'achat et de la pose de systèmes de régulation par thermostat d'ambiance ou par sondes extérieures ; d'isolation et programmation, de robinets thermostatiques et de compteurs de calories. Les autres dépenses ne peuvent être déduites ; et notamment les travaux annuels des tuiles et plâtres, les plateaux sous solaires, les voiles et les réalisations et réservoirs d'eau chaude et d'air chaud.

— Remplacement de chaudières.

Sont déductibles les dépenses concernant les travaux suivants : remplacement d'une chaudière à fuel usagé par une chaudière neuve de puissance au plus égale à l'ancienne, fonctionnant exclusivement au fuel au gaz ; au charbon, au bois ou encore fonctionnant à la fois au charbon ou au bois ou au charbon et au gaz ; au charbon ou au gaz, fonctionnant à l'énergie solaire ; au gaz, fonctionnant à l'énergie solaire ; quote-part du contribuable dans le coût des installations utilisant l'énergie géothermique.

REMARQUE : Une notice (n° 2 042 8) consacrée aux dépenses de cette nature sera délivrée aux contribuables intéressés par les services fiscaux (bureaux d'impôts locaux auxquels les déclarations de revenus sont adressées).

d) Pensions alimentaires

Sont déductibles les pensions alimentaires versées aux ascendantes et descendants en vertu de l'obligation alimentaire édictée par le code civil (à la condition de correspondre aux besoins de celui qui reçoit et aux ressources de celui qui donne).

Cependant, les pensions versées aux enfants majeurs, même étudiants, ne sont pas déductibles.

Par ailleurs, si vous vous soumettez en nature de l'obligation alimentaire édictée par le code civil sous votre tout un de vos ascendants dans le besoin, vous pouvez déduire de votre revenu global sans avoir à fournir de justification, une somme correspondant à l'évaluation forfaitaire des avantages en nature retenue pour le calcul des cotisations de sécurité sociale. En 1977, cette évaluation s'établit à 13 43 francs pour un parent majeur et 12 60 francs pour mère, pour un logement. Ainsi, la somme déductible des revenus de 1977 s'élève, pour toute l'année, à 6 305 francs par ascendant.

c) Dépenses effectuées pour économiser le chauffage

Conditions et limites dans lesquelles la déduction est autorisée.

— La déduction concerne tous les contribuables

d) Rémunérations allouées par les sociétés dans lesquelles vous déposez plus de 35 % des droits sociaux

NOUVEAU. — La loi de finances pour 1977 a réduit de 20 % à 10 % l'abattement appliquable à la fraction des salaires qui dépasse 128 000 F, lorsque cette rémunération est perçue par des personnes qui détiennent, directement ou indirectement, plus de 35 % des droits sociaux.

— Un contribuable qui détient plus de 35 % des droits sociaux dans une ou plusieurs sociétés de son entreprise, peut déduire de son revenu imposable les frais de transport qu'il a exposé pour se rendre en voiture de son domicile au lieu de travail ainsi que ceux correspondant aux déplacements qu'il a effectués dans la ville en cours pour les besoins de sa profession et qui n'étaient pas liés à la partie de son emploi.

— Un contribuable qui détient plus de 35 % des droits sociaux dans une ou plusieurs sociétés de son entreprise, peut déduire de son revenu imposable les frais de transport qu'il a exposé pour se rendre en voiture de son domicile au lieu de travail ainsi que ceux correspondant aux déplacements qu'il a effectués dans la ville en cours pour les besoins de sa profession et qui n'étaient pas liés à la partie de son emploi.

— Un contribuable qui détient plus de 35 % des droits sociaux dans une ou plusieurs sociétés de son entreprise, peut déduire de son revenu imposable les frais de transport qu'il a exposé pour se rendre en voiture de son domicile au lieu de travail ainsi que ceux correspondant aux déplacements qu'il a effectués dans la ville en cours pour les besoins de sa profession et qui n'étaient pas liés à la partie de son emploi.

— Un contribuable qui détient plus de 35 % des droits sociaux dans une ou plusieurs sociétés de son entreprise, peut déduire de son revenu imposable les frais de transport qu'il a exposé pour se rendre en voiture de son domicile au lieu de travail ainsi que ceux correspondant aux déplacements qu'il a effectués dans la ville en cours pour les besoins de sa profession et qui n'étaient pas liés à la partie de son emploi.

— Un contribuable qui détient plus de 35 % des droits sociaux dans une ou plusieurs sociétés de son entreprise, peut déduire de son revenu imposable les frais de transport qu'il a exposé pour se rendre en voiture de son domicile au lieu de travail ainsi que ceux correspondant aux déplacements qu'il a effectués dans la ville en cours pour les besoins de sa profession et qui n'étaient pas liés à la partie de son emploi.

— Un contribuable qui détient plus de 35 % des droits sociaux dans une ou plusieurs sociétés de son entreprise, peut déduire de son revenu imposable les frais de transport qu'il a exposé pour se rendre en voiture de son domicile au lieu de travail ainsi que ceux correspondant aux déplacements qu'il a effectués dans la ville en cours pour les besoins de sa profession et qui n'étaient pas liés à la partie de son emploi.

— Un contribuable qui détient plus de 35 % des droits sociaux dans une ou plusieurs sociétés de son entreprise, peut déduire de son revenu imposable les frais de transport qu'il a exposé pour se rendre en voiture de son domicile au lieu de travail ainsi que ceux correspondant aux déplacements qu'il a effectués dans la ville en cours pour les besoins de sa profession et qui n'étaient pas liés à la partie de son emploi.

— Un contribuable qui détient plus de 35 % des droits sociaux dans une ou plusieurs sociétés de son entreprise, peut déduire de son revenu imposable les frais de transport qu'il a exposé pour se rendre en voiture de son domicile au lieu de travail ainsi que ceux correspondant aux déplacements qu'il a effectués dans la ville en cours pour les besoins de sa profession et qui n'étaient pas liés à la partie de son emploi.

— Un contribuable qui détient plus de 35 % des droits sociaux dans une ou plusieurs sociétés de son entreprise, peut déduire de son revenu imposable les frais de transport qu'il a exposé pour se rendre en voiture de son domicile au lieu de travail ainsi que ceux correspondant aux déplacements qu'il a effectués dans la ville en cours pour les besoins de sa profession et qui n'étaient pas liés à la partie de son emploi.

— Un contribuable qui détient plus de 35 % des droits sociaux dans une ou plusieurs sociétés de son entreprise, peut déduire de son revenu imposable les frais de transport qu'il a exposé pour se rendre en voiture de son domicile au lieu de travail ainsi que ceux correspondant aux déplacements qu'il a effectués dans la ville en cours pour les besoins de sa profession et qui n'étaient pas liés à la partie de son emploi.

— Un contribuable qui détient plus de 35 % des droits sociaux dans une ou plusieurs sociétés de son entreprise, peut déduire de son revenu imposable les frais de transport qu'il a exposé pour se rendre en voiture de son domicile au lieu de travail ainsi que ceux correspondant aux déplacements qu'il a effectués dans la ville en cours pour les besoins de sa profession et qui n'étaient pas liés à la partie de son emploi.

— Un contribuable qui détient plus de 35 % des droits sociaux dans une ou plusieurs sociétés de son entreprise, peut déduire de son revenu imposable les frais de transport qu'il a exposé pour se rendre en voiture de son domicile au lieu de travail ainsi que ceux correspondant aux déplacements qu'il a effectués dans la ville en cours pour les besoins de sa profession et qui n'étaient pas liés à la partie de son emploi.

— Un contribuable qui détient plus de 35 % des droits sociaux dans une ou plusieurs sociétés de son entreprise, peut déduire de son revenu imposable les frais de transport qu'il a exposé pour se rendre en voiture de son domicile au lieu de travail ainsi que ceux correspondant aux déplacements qu'il a effectués dans la ville en cours pour les besoins de sa profession et qui n'étaient pas liés à la partie de son emploi.

— Un contribuable qui détient plus de 35 % des droits sociaux dans une ou plusieurs sociétés de son entreprise, peut déduire de son revenu imposable les frais de transport qu'il a exposé pour se rendre en voiture de son domicile au lieu de travail ainsi que ceux correspondant aux déplacements qu'il a effectués dans la ville en cours pour les besoins de sa profession et qui n'étaient pas liés à la partie de son emploi.

— Un contribuable qui détient plus de 35 % des droits sociaux dans une ou plusieurs sociétés de son entreprise, peut déduire de son revenu imposable les frais de transport qu'il a exposé pour se rendre en voiture de son domicile au lieu de travail ainsi que ceux correspondant aux déplacements qu'il a effectués dans la ville en cours pour les besoins de sa profession et qui n'étaient pas liés à la partie de son emploi.

— Un contribuable qui détient plus de 35 % des droits sociaux dans une ou plusieurs sociétés de son entreprise, peut déduire de son revenu imposable les frais de transport qu'il a exposé pour se rendre en voiture de son domicile au lieu de travail ainsi que ceux correspondant aux déplacements qu'il a effectués dans la ville en cours pour les besoins de sa profession et qui n'étaient pas liés à la partie de son emploi.

— Un contribuable qui détient plus de 35 % des droits sociaux dans une ou plusieurs sociétés de son entreprise, peut déduire de son revenu imposable les frais de transport qu'il a exposé pour se rendre en voiture de son domicile au lieu de travail ainsi que ceux correspondant aux déplacements qu'il a effectués dans la ville en cours pour les besoins de sa profession et qui n'étaient pas liés à la partie de son emploi.

— Un contribuable

FISCALITÉ

Comment calculer votre impôt

Pour déterminer votre revenu imposable, vous devez reporter à chaque ligne de la quatrième page de la notice explicative les sommes inscrites sur la ligne correspondante de la déclaration des revenus n° 2042 (déclaration des revenus de 1977).

REVENUS PROFESSIONNELS

En ce qui concerne les revenus des professions non salariées, vous devez simplement reporter le chiffre correspondant soit à votre forfait, soit à votre bénéfice (ou déficit) réel.

• TRAITEMENTS, SALAIRES, ET REVENUS ASSIMILÉS. — Vous reportez à la ligne A, le montant des salaires perçus par chacun des membres de votre famille.

• MONTANT DES FRAIS REELS JUSTIFIÉS (ligne B). — Si vous estimez que la déduction forfaitaire de 10 % est insuffisante en ce qui concerne votre situation personnelle, vous devez indiquer ici le montant de vos frais réels et joindre à votre déclaration un état détaillé et justifié de ces frais.

• DEDUCTION NORMALE DE 10 % (ligne C). — Si la somme ainsi déterminée est inférieure au minimum admis de 1 500 F, c'est ce dernier chiffre que vous devez inscrire.

Le montant minimal de déduction : — rapporté séparément pour le chef de famille, son conjoint et chacune des personnes à charge ; — donne lieu à une réduction au prorata du temps lorsqu'un salarié n'est exercé qu'en partie de l'année et à temps incomplet ; — ne peut avoir pour effet d'entraîner un déficit.

Les principaux changements par rapport à l'an dernier portent sur les points suivants :

1) Le barème a été modifié :

- Les dix premières tranches ont été relevées de 7,5 %, ce relèvement n'étant que de 6 % pour l'avant-dernière et de 5 % pour la dernière ;
- Les limites générales d'exonération ont été relevées :
- 2) Un abattement de 10 % est institué pour les pensions et rentes viagères à titre gratuit, mais il est plafonné à 5 000 F par foyer ;
- 3) Le régime de déduction pour frais de garde des jeunes enfants a été modifié ;

4) L'abattement sur le revenu imposable des contribuables âgés de plus de soixante-cinq ans ou invalides a été augmenté.

5) Les cotisations inférieures à 150 F ne seront plus perçues. Comme les années précédentes, le processus de calcul de l'impôt est simplifié, l'application du barème au revenu imposable donnant, dans la majorité des cas, le montant net de l'impôt à payer.

Comme l'an passé également, le revenu imposable qui doit être établi avant tout calcul de l'impôt n'apparaît pas sur la déclaration des revenus mais peut être déterminé sur le formulaire figurant à la quatrième page de la notice explicative remise par l'administration fiscale.

I. — Détermination du revenu imposable

Exemple. — Soit un ménage de salariés ayant deux enfants à charge :

- Un fils âgé de dix-neuf ans qui a demandé son rattachement au foyer de ses parents et qui occupe un emploi salarié depuis le mois de novembre ;
- Une fille mineure étudiante qui a perçu un salaire pendant le mois d'août.
- Les gains annuels se décomposent ainsi :
- Chef de famille : 60 000 F
- conjoint : période du 1^{er} janvier au 30 avril 1977 : 8 000 F
- Fils (période du 1^{er} novembre au 31 décembre 1977) : 4 000 F
- Fille (période du 1^{er} août au 31 août 1977) : 1 200 F

Le revenu imposable, après déduction des frais professionnels, est égal à :

	Chef de famille	Conj	Fils	Fille
1. Revenu brut	60 000	8 000	4 000	1 200
2. Déduction forfaitaire (10 % ou 1 500 F)	6 000	1 500	1 500	—
3. Revenu net de frais (1 - 2)	54 000	6 500	2 500	—

• DEDUCTION SUPPLEMENTAIRE (ligne D). — Si vous bénéficiez d'une déduction supplémentaire pour frais professionnels (artistes, musiciens, représentants de commerce, mineurs...) vous devez servir cette ligne.

Si vous êtes concernés par cette déduction (qui est limitée à 5000 F) vous avez dû, sur la déclaration de vos revenus, ajouter au montant de vos salaires les indemnités pour frais que vous avez perçues.

ABATTEMENT DE 20 %. — L'abattement de 20 % n'est applicable aux traitements, salaires et pensions, n'est applicable que pour les revenus inférieurs ou égaux à 360 000 F. Par conséquent, si l'application du taux de 20 % détermine un abattement supérieur à 72 000 F, vous ne pouvez déduire que cette somme, le surplus étant perdu. Cette limite s'applique distinctement pour chaque membre du foyer fiscal.

Personnes détenant une fraction importante du capital d'une société. L'abattement de l'habitation de 20 % est réduit à 10 % pour la fraction supérieure à 150 000 F des salaires alloués par des sociétés à des personnes qui détiennent plus de 33 % des droits sociaux.

Cette limitation peut se combiner avec la précédente.

Charges déductibles du revenu global

• DEPENSES CONCERNANT L'HABITATION PRINCIPALE (lignes S, T, et U). — Les dépenses d'entretien, les dépenses de暖房 et les dépenses faites pour économiser le chauffage sont plafonnées globalement à 7 000 F plus 1 000 F par enfant à charge.

Pour ces dépenses, on considère comme enfants à charge non seulement ceux qui ont droit à une demi-part ou à une part pour le quotient familial, mais également ceux qui donnent droit à un abattement sur le revenu imposable (enfants

maries ayant demandé le rattachement au foyer fiscal de leurs parents).

Ces dépenses qui concernent strictement votre habitation principale ne peuvent être déduites que par les propriétaires pour les deux premières et les propriétaires ou les locataires pour la troisième.

• VERSÉMENTS AU PROFIT D'ŒUVRES D'INTÉRÊT GÉNÉRAL. — Vous ne pouvez déduire, selon les versements effectués, 1 % ou 1,5 % du revenu net qui apparaît à la ligne C de la colonne 2.

La justification de ces versements peut vous être demandée par l'administration fiscale.

• ABATTEMENTS. — Ces abattements, que vous n'avez pas à porter sur la déclaration des revenus, sont à déduire directement par l'ordonnance, doivent être inscrits lors si vous voulez calculer le montant de votre impôt.

L'abattement pour les personnes âgées de 20 % de soixante-cinq ans ou invalides concerne donc les contribuables nés avant le 1^{er} janvier 1913 ou invalides (titulaires d'une pension d'invalidité de guerre ou d'accident d'un travail au moins 40 % ou titulaires de la carte d'invalidité).

Il est égal à 3 400 F si votre revenu imposable (apparaissant à la ligne E) n'excède pas 21 000 F et 1 700 F si ce revenu est compris entre 21 000 et 24 000 F.

L'abattement pour les enfants mariés est égal à 2 900 F par enfant compté à charge. Ainsi, pour un jeune couple ayant lui-même un enfant, il sera égal à 23 700 F.

Parvenu à ce stade, vous avez déterminé votre revenu net global imposable qui va vous permettre de calculer le montant de votre impôt.

II. — Calcul du montant de l'impôt

A. — Votre quotient familial

La première opération consiste à déterminer votre quotient familial selon les indications qui vous sont données ci-dessous.

NOMBRE de personnes à charge	QUALITÉ des personnes à charge	CELIBATAIRE		MARIÉ		VEUF avec un ou plusieurs enfants à charge		MARIÉ avec deux enfants à charge		VEUF avec deux enfants à charge	
		1 part	2 parts	1 part	2 parts	1 part	2 parts	1 part	2 parts	1 part	2 parts
0	Néant	1 part	2 parts	2 parts	3 parts	Quartrième sans enfant	—	—	—	—	—
1	NON invalide	2 parts	2,5 parts	2,5 parts	3 parts	—	—	—	—	—	—
1	Invalidé (1)	2,5 parts	3 parts	3 parts	3 parts	—	—	—	—	—	—
2	NON invalides	2,5 parts	3 parts	3 parts	3,5 parts	—	—	—	—	—	—
2	dont 1 enfant invalidé (1)	3 parts	3,5 parts	3,5 parts	4 parts	—	—	—	—	—	—
3	NON invalides	3 parts	3,5 parts	3,5 parts	4 parts	—	—	—	—	—	—
3	dont 1 enfant invalidé (1)	3,5 parts	4 parts	4 parts	4,5 parts	—	—	—	—	—	—
4	NON invalides	3,5 parts	4 parts	4 parts	4,5 parts	—	—	—	—	—	—
4	dont 1 enfant invalidé (1)	4 parts	4,5 parts	4 parts	4,5 parts	—	—	—	—	—	—
5	NON invalides	4 parts	4,5 parts	4 parts	4,5 parts	—	—	—	—	—	—
5	dont 1 enfant invalidé (1)	4,5 parts	5 parts	4 parts	5 parts	—	—	—	—	—	—

(1) Titulaire de la carte d'invalidité prévue à l'article 173 du code de la famille et de l'aide sociale.

(2) Lorsque chacun des époux est invalide, il y a lieu de majorer de 0,5 par part les chiffres de la dernière colonne pour obtenir, suivant la situation de famille envisagée, le quotient familial applicable aux deux personnes.

CAS PARTICULIERS

• Pour les célibataires ou divorcés ayant des charges de famille, la première personne à charge donne droit à une part entière au lieu d'une demi-part.

• Les célibataires, divorcés ou veufs n'ayant pas de personne à charge, sont imposables d'après un quotient familial de 1,5 part si ils sont titulaires :

- De la carte d'invalidité prévue à l'article 173 du code de la famille et de l'aide sociale ;
- Ou d'une pension militaire d'invalidité de 40 % au moins ;
- Ou d'une pension d'invalidité pour accident du travail de 40 % au moins.

• Les célibataires, divorcés ou veufs ayant un enfant majeur ou faisant l'objet d'une imposition distincte, bénéficient de 1,5 part.

• Les célibataires, divorcés ou veufs ayant perdu un enfant majeur de plus de 16 ans par suite de faits de guerre disposent également de 1,5 part.

• En cas de mariage en 1977, deux déclarations doivent être soussignées : l'une concerne l'épouse pour la période antérieure au mariage, l'autre concerne le mari pour l'ensemble de ses revenus de l'année ainsi que ceux de sa femme pour la période postérieure au mariage. Cependant, chacun des contribuables dispose en ce qui le concerne de deux parts.

B. — Le calcul proprement dit

• Arrondissez votre revenu imposable (R) à la centaine de francs inférieure, divisez-le par le nombre de parts (N) correspondant à votre quotient familial, et regardez dans le tableau ci-dessous quelle formule vous devez appliquer.

Le résultat obtenu est, le cas échéant, arrondi au franc le plus voisin, l'arrondissement étant opéré au franc supérieur si le nombre de centimes est égal ou supérieur à 50.

Si vous avez perdu des revenus mobiliers couvrant droit à avoir fiscal, vous devez retrancher de la somme ainsi obtenue le montant de l'avoir

fiscal mentionné à la ligne Z de la troisième page de votre déclaration des revenus.

De même, si vous avez réalisé des profits de construction ayant supporté un prélevement non libératoire, vous déduisez ce prélevement.

Voici, à titre indicatif, quelques limites d'exonération.

SITUATION DE FAMILLE	LIMITES D'EXONÉRATION	
	Montant de la pension ou du salaire perçu	Revenu ou bénéfice net
Célibataire (1 part)	16 000	15 261
Veuf (1,5 part)	16 000	15 261
Marie sans enfant (2 parts)	22 726	16 498
Marie un enfant (2,5 parts)	27 917	22 190
Marie deux enfants (3 parts)	33 056	23 390
Marie quatre enfants (4 parts)	43 034	31 290
Célibataire (1 part)	16 000	15 261
Veuf (1,5 part)	22 726	16 498
Marie sans enfant (2 parts)	27 900	22 190
Marie un enfant (2,5 parts)	33 037	23 390
Marie deux enfants (3 parts)	35 417	32 390
Marie quatre enfants (4 parts)	45 085	32 390
Personnes âgées de moins de soixante-cinq ans	—	—
Célibataire (1 part)	16 000	15 261
Veuf (1,5 part)	18 445	16 699
Marie sans enfant (2 parts)	23 500	18 699
Marie un enfant (2,5 parts)	27 500	21 390
Marie deux enfants (3 parts)	33	

Le Monde économie-régions

TRANGER

es relations commerciales entre le Japon et la C.E.E.

Tokyo reste sur la réserve

Tokyo. — Aucun progrès, semble-t-il, a été accompli pour remédier à l'équilibre des échanges entre la C.E.E. et le Japon après quatre mois de « consultations » menées à Tokyo par une délégation européenne initiée par M. Maynell, directeur au cabinet des affaires extérieures de la Communauté, jusqu'au 16 février.

Les Européens n'ont apparemment rencontré qu'une « attention polie » de la part des Japonais. Soulignent-ils, en 1977, le Japon a accumulé un excédent de 6,2 milliards de dollars dans ses échanges avec la C.E.E. (selon les statistiques japonaises), Maynell a insisté sur les demandes Bruxelles concernant de nouvelles dotations tarifaires sur la base de négociations bilatérales, parallèles à celles actuellement en cours au GATT.

Les Japonais attendent à la mi-mars M. Roy Denman, directeur général pour les affaires extérieures de la C.E.E., qui sera suivie, si un accord est en vue, de M. Haferkamp, vice-président de la Commission de Bruxelles. Il est donc possible que Tokyo ne tienne pas à faire officiellement des concessions dès maintenant pour se retrouver les mains vides le mois prochain.

Les commandes d'Airbus

La grande inconnue dans les négociations C.E.E.-Japon est l'intention des Japonais concernant Airbus. Les autorités nippones ont beau jeu de se retrancher derrière le fait que, à moins de rester dans une autre affaire Lockheed, ils n'ont pas les moyens de forcer les compagnies aériennes à acheter l'appareil européen. La compagnie privée de lignes intérieures T.D.A. aurait cependant dit-on, l'intention d'acheter huit Airbus après l'ouverture du nouvel aéroport de Narita si elle obtient du gouvernement l'autorisation de renforcer ses services intérieurs.

Il reste que les Japonais prennent souvent, à l'égard de leur partenaires, des engagements qu'ils se révèlent incapables de tenir. A la fin de l'année dernière, Tokyo avait affirmé son intention d'importer pour 3 milliards de dollars de matières premières afin de réduire l'excédent de sa balance des paiements. Le premier ministre a annoncé, mercredi 15 février, qu'il n'en s'agissait plus qu'un milliard de dollars. Les autorités nippones expliquent aujourd'hui qu'elles avaient avancé un chiffre trop élevé.

PHILIPPE PONS.

A la Cour de justice européenne

ES MESURES DE RESTRICTION DES DROITS DE PÊCHE PRISES PAR L'IRLANDE SONT CONDAMNÉES

(De notre correspondant)

Bruxelles (Communautés européennes). — La Cour de justice de Luxembourg vient de confirmer que les mesures de restriction des droits de pêche sur les côtes irlandaises, décidées depuis 1977 par le gouvernement de Dublin, constituent la violation du traité d'adhésion, à raison de leur caractère discriminatoire. L'arrêt qui vient d'être ainsi rendu est d'autant plus important qu'après le récent succès des demandes communautaires sur la pêche, on prête aux Britanniques l'intention d'adopter, aux aussi, des mesures nationales.

C'est en février 1977 que l'Irlande avait décidé d'interdire ces, dans de très vastes périodes, au large de ses côtes aux bateaux de pêche dépassant 30 mètres, ou ayant une force motrice supérieure à 1 100 ch. La commission avait alors jugé que ces mesures étaient discriminatoires. La Cour de justice de Luxembourg, malgré, en juillet, avait ordonné, à voix de référé, au gouvernement irlandais de suspendre l'application des mesures litigieuses. La Cour reconnaît aujourd'hui que l'Irlande avait le droit, en l'absence de dispositions adéquates sur le plan communautaire, d'imposer des mesures de limitation intérieures dans les zones relevant de sa juridiction. Mais l'ordre du droit communautaire de telles mesures pouvait être discriminatoire. Or, pratiquement, elles permettaient à ces bateaux irlandais (qui sont de petites unités) de pêcher, ce qu'elles éliminaient des eaux irlandaises une bonne partie des bateaux d'autres Etats membres qui, traditionnellement, étaient travaillant dans cette île.

PHILIPPE LEMAISTRE.

UTOMOBILE

Fiat étend sa gamme 131 avec deux Supermirafiori

Fiat est l'un des trois grands constructeurs européens, avec Daimler-Benz et Volkswagen, qui ont apporté une véritable surprise à l'industrie de l'énergie à bon marché. Sa gamme, en évolution constante depuis quelques années, vise à la fois la bonification (économie et durabilité) et la séduction. Les deux dernières années ont été consacrées à la recherche et au développement des voitures à moteur 131. Ces dernières sont donc destinées à la clientèle habituelle de Fiat, qui, traditionnellement, recherche avant tout le plaisir.

Les nouvelles 131 Supermirafiori sont à point pour fixer l'attention de marques qui se sont éloignées de l'originalité de l'énergie à bon marché. Sa gamme, en évolution constante depuis quelques années, vise à la fois la bonification (économie et durabilité) et la séduction. Les deux dernières années ont été consacrées à la recherche et au développement des voitures à moteur 131. Ces dernières sont donc destinées à la clientèle habituelle de Fiat, qui, traditionnellement, recherche avant tout le plaisir.

Leur puissance, par rapport à 131, 1300 et 1600, augmente progressivement de 13 ch. et ch. (78 ch. et 96 ch. DIN à 100 t/mn), mais leur couple moteur passe inchangé. Ces deux dernières années ont été consacrées à la recherche et au développement des voitures à moteur 131. Ces dernières sont donc destinées à la clientèle habituelle de Fiat, qui, traditionnellement, recherche avant tout le plaisir.

Leur puissance, par rapport à 131, 1300 et 1600, augmente progressivement de 13 ch. et ch. (78 ch. et 96 ch. DIN à 100 t/mn), mais leur couple moteur passe inchangé. Ces deux dernières années ont été consacrées à la recherche et au développement des voitures à moteur 131. Ces dernières sont donc destinées à la clientèle habituelle de Fiat, qui, traditionnellement, recherche avant tout le plaisir.

Leur puissance, par rapport à 131, 1300 et 1600, augmente progressivement de 13 ch. et ch. (78 ch. et 96 ch. DIN à 100 t/mn), mais leur couple moteur passe inchangé. Ces deux dernières années ont été consacrées à la recherche et au développement des voitures à moteur 131. Ces dernières sont donc destinées à la clientèle habituelle de Fiat, qui, traditionnellement, recherche avant tout le plaisir.

Leur puissance, par rapport à 131, 1300 et 1600, augmente progressivement de 13 ch. et ch. (78 ch. et 96 ch. DIN à 100 t/mn), mais leur couple moteur passe inchangé. Ces deux dernières années ont été consacrées à la recherche et au développement des voitures à moteur 131. Ces dernières sont donc destinées à la clientèle habituelle de Fiat, qui, traditionnellement, recherche avant tout le plaisir.

Leur puissance, par rapport à 131, 1300 et 1600, augmente progressivement de 13 ch. et ch. (78 ch. et 96 ch. DIN à 100 t/mn), mais leur couple moteur passe inchangé. Ces deux dernières années ont été consacrées à la recherche et au développement des voitures à moteur 131. Ces dernières sont donc destinées à la clientèle habituelle de Fiat, qui, traditionnellement, recherche avant tout le plaisir.

Leur puissance, par rapport à 131, 1300 et 1600, augmente progressivement de 13 ch. et ch. (78 ch. et 96 ch. DIN à 100 t/mn), mais leur couple moteur passe inchangé. Ces deux dernières années ont été consacrées à la recherche et au développement des voitures à moteur 131. Ces dernières sont donc destinées à la clientèle habituelle de Fiat, qui, traditionnellement, recherche avant tout le plaisir.

Leur puissance, par rapport à 131, 1300 et 1600, augmente progressivement de 13 ch. et ch. (78 ch. et 96 ch. DIN à 100 t/mn), mais leur couple moteur passe inchangé. Ces deux dernières années ont été consacrées à la recherche et au développement des voitures à moteur 131. Ces dernières sont donc destinées à la clientèle habituelle de Fiat, qui, traditionnellement, recherche avant tout le plaisir.

Leur puissance, par rapport à 131, 1300 et 1600, augmente progressivement de 13 ch. et ch. (78 ch. et 96 ch. DIN à 100 t/mn), mais leur couple moteur passe inchangé. Ces deux dernières années ont été consacrées à la recherche et au développement des voitures à moteur 131. Ces dernières sont donc destinées à la clientèle habituelle de Fiat, qui, traditionnellement, recherche avant tout le plaisir.

Leur puissance, par rapport à 131, 1300 et 1600, augmente progressivement de 13 ch. et ch. (78 ch. et 96 ch. DIN à 100 t/mn), mais leur couple moteur passe inchangé. Ces deux dernières années ont été consacrées à la recherche et au développement des voitures à moteur 131. Ces dernières sont donc destinées à la clientèle habituelle de Fiat, qui, traditionnellement, recherche avant tout le plaisir.

Leur puissance, par rapport à 131, 1300 et 1600, augmente progressivement de 13 ch. et ch. (78 ch. et 96 ch. DIN à 100 t/mn), mais leur couple moteur passe inchangé. Ces deux dernières années ont été consacrées à la recherche et au développement des voitures à moteur 131. Ces dernières sont donc destinées à la clientèle habituelle de Fiat, qui, traditionnellement, recherche avant tout le plaisir.

Leur puissance, par rapport à 131, 1300 et 1600, augmente progressivement de 13 ch. et ch. (78 ch. et 96 ch. DIN à 100 t/mn), mais leur couple moteur passe inchangé. Ces deux dernières années ont été consacrées à la recherche et au développement des voitures à moteur 131. Ces dernières sont donc destinées à la clientèle habituelle de Fiat, qui, traditionnellement, recherche avant tout le plaisir.

Leur puissance, par rapport à 131, 1300 et 1600, augmente progressivement de 13 ch. et ch. (78 ch. et 96 ch. DIN à 100 t/mn), mais leur couple moteur passe inchangé. Ces deux dernières années ont été consacrées à la recherche et au développement des voitures à moteur 131. Ces dernières sont donc destinées à la clientèle habituelle de Fiat, qui, traditionnellement, recherche avant tout le plaisir.

Leur puissance, par rapport à 131, 1300 et 1600, augmente progressivement de 13 ch. et ch. (78 ch. et 96 ch. DIN à 100 t/mn), mais leur couple moteur passe inchangé. Ces deux dernières années ont été consacrées à la recherche et au développement des voitures à moteur 131. Ces dernières sont donc destinées à la clientèle habituelle de Fiat, qui, traditionnellement, recherche avant tout le plaisir.

Leur puissance, par rapport à 131, 1300 et 1600, augmente progressivement de 13 ch. et ch. (78 ch. et 96 ch. DIN à 100 t/mn), mais leur couple moteur passe inchangé. Ces deux dernières années ont été consacrées à la recherche et au développement des voitures à moteur 131. Ces dernières sont donc destinées à la clientèle habituelle de Fiat, qui, traditionnellement, recherche avant tout le plaisir.

Leur puissance, par rapport à 131, 1300 et 1600, augmente progressivement de 13 ch. et ch. (78 ch. et 96 ch. DIN à 100 t/mn), mais leur couple moteur passe inchangé. Ces deux dernières années ont été consacrées à la recherche et au développement des voitures à moteur 131. Ces dernières sont donc destinées à la clientèle habituelle de Fiat, qui, traditionnellement, recherche avant tout le plaisir.

Leur puissance, par rapport à 131, 1300 et 1600, augmente progressivement de 13 ch. et ch. (78 ch. et 96 ch. DIN à 100 t/mn), mais leur couple moteur passe inchangé. Ces deux dernières années ont été consacrées à la recherche et au développement des voitures à moteur 131. Ces dernières sont donc destinées à la clientèle habituelle de Fiat, qui, traditionnellement, recherche avant tout le plaisir.

Leur puissance, par rapport à 131, 1300 et 1600, augmente progressivement de 13 ch. et ch. (78 ch. et 96 ch. DIN à 100 t/mn), mais leur couple moteur passe inchangé. Ces deux dernières années ont été consacrées à la recherche et au développement des voitures à moteur 131. Ces dernières sont donc destinées à la clientèle habituelle de Fiat, qui, traditionnellement, recherche avant tout le plaisir.

Leur puissance, par rapport à 131, 1300 et 1600, augmente progressivement de 13 ch. et ch. (78 ch. et 96 ch. DIN à 100 t/mn), mais leur couple moteur passe inchangé. Ces deux dernières années ont été consacrées à la recherche et au développement des voitures à moteur 131. Ces dernières sont donc destinées à la clientèle habituelle de Fiat, qui, traditionnellement, recherche avant tout le plaisir.

Leur puissance, par rapport à 131, 1300 et 1600, augmente progressivement de 13 ch. et ch. (78 ch. et 96 ch. DIN à 100 t/mn), mais leur couple moteur passe inchangé. Ces deux dernières années ont été consacrées à la recherche et au développement des voitures à moteur 131. Ces dernières sont donc destinées à la clientèle habituelle de Fiat, qui, traditionnellement, recherche avant tout le plaisir.

Leur puissance, par rapport à 131, 1300 et 1600, augmente progressivement de 13 ch. et ch. (78 ch. et 96 ch. DIN à 100 t/mn), mais leur couple moteur passe inchangé. Ces deux dernières années ont été consacrées à la recherche et au développement des voitures à moteur 131. Ces dernières sont donc destinées à la clientèle habituelle de Fiat, qui, traditionnellement, recherche avant tout le plaisir.

Leur puissance, par rapport à 131, 1300 et 1600, augmente progressivement de 13 ch. et ch. (78 ch. et 96 ch. DIN à 100 t/mn), mais leur couple moteur passe inchangé. Ces deux dernières années ont été consacrées à la recherche et au développement des voitures à moteur 131. Ces dernières sont donc destinées à la clientèle habituelle de Fiat, qui, traditionnellement, recherche avant tout le plaisir.

Leur puissance, par rapport à 131, 1300 et 1600, augmente progressivement de 13 ch. et ch. (78 ch. et 96 ch. DIN à 100 t/mn), mais leur couple moteur passe inchangé. Ces deux dernières années ont été consacrées à la recherche et au développement des voitures à moteur 131. Ces dernières sont donc destinées à la clientèle habituelle de Fiat, qui, traditionnellement, recherche avant tout le plaisir.

Leur puissance, par rapport à 131, 1300 et 1600, augmente progressivement de 13 ch. et ch. (78 ch. et 96 ch. DIN à 100 t/mn), mais leur couple moteur passe inchangé. Ces deux dernières années ont été consacrées à la recherche et au développement des voitures à moteur 131. Ces dernières sont donc destinées à la clientèle habituelle de Fiat, qui, traditionnellement, recherche avant tout le plaisir.

Leur puissance, par rapport à 131, 1300 et 1600, augmente progressivement de 13 ch. et ch. (78 ch. et 96 ch. DIN à 100 t/mn), mais leur couple moteur passe inchangé. Ces deux dernières années ont été consacrées à la recherche et au développement des voitures à moteur 131. Ces dernières sont donc destinées à la clientèle habituelle de Fiat, qui, traditionnellement, recherche avant tout le plaisir.

Leur puissance, par rapport à 131, 1300 et 1600, augmente progressivement de 13 ch. et ch. (78 ch. et 96 ch. DIN à 100 t/mn), mais leur couple moteur passe inchangé. Ces deux dernières années ont été consacrées à la recherche et au développement des voitures à moteur 131. Ces dernières sont donc destinées à la clientèle habituelle de Fiat, qui, traditionnellement, recherche avant tout le plaisir.

Leur puissance, par rapport à 131, 1300 et 1600, augmente progressivement de 13 ch. et ch. (78 ch. et 96 ch. DIN à 100 t/mn), mais leur couple moteur passe inchangé. Ces deux dernières années ont été consacrées à la recherche et au développement des voitures à moteur 131. Ces dernières sont donc destinées à la clientèle habituelle de Fiat, qui, traditionnellement, recherche avant tout le plaisir.

Leur puissance, par rapport à 131, 1300 et 1600, augmente progressivement de 13 ch. et ch. (78 ch. et 96 ch. DIN à 100 t/mn), mais leur couple moteur passe inchangé. Ces deux dernières années ont été consacrées à la recherche et au développement des voitures à moteur 131. Ces dernières sont donc destinées à la clientèle habituelle de Fiat, qui, traditionnellement, recherche avant tout le plaisir.

Leur puissance, par rapport à 131, 1300 et 1600, augmente progressivement de 13 ch. et ch. (78 ch. et 96 ch. DIN à 100 t/mn), mais leur couple moteur passe inchangé. Ces deux dernières années ont été consacrées à la recherche et au développement des voitures à moteur 131. Ces dernières sont donc destinées à la clientèle habituelle de Fiat, qui, traditionnellement, recherche avant tout le plaisir.

Leur puissance, par rapport à 131, 1300 et 1600, augmente progressivement de 13 ch. et ch. (78 ch. et 96 ch. DIN à 100 t/mn), mais leur couple moteur passe inchangé. Ces deux dernières années ont été consacrées à la recherche et au développement des voitures à moteur 131. Ces dernières sont donc destinées à la clientèle habituelle de Fiat, qui, traditionnellement, recherche avant tout le plaisir.

Leur puissance, par rapport à 131, 1300 et 1600, augmente progressivement de 13 ch. et ch. (78 ch. et 96 ch. DIN à 100 t/mn), mais leur couple moteur passe inchangé. Ces deux dernières années ont été consacrées à la recherche et au développement des voitures à moteur 131. Ces dernières sont donc destinées à la clientèle habituelle de Fiat, qui, traditionnellement, recherche avant tout le plaisir.

Leur puissance, par rapport à 131, 1300 et 1600, augmente progressivement de 13 ch. et ch. (78 ch. et 96 ch. DIN à 100 t/mn), mais leur couple moteur passe inchangé. Ces deux dernières années ont été consacrées à la recherche et au développement des voitures à moteur 131. Ces dernières sont donc destinées à la clientèle habituelle de Fiat, qui, traditionnellement, recherche avant tout le plaisir.

Leur puissance, par rapport à 131, 1300 et 1600, augmente progressivement de 13 ch. et ch. (78 ch. et 96 ch. DIN à 100 t/mn), mais leur couple moteur passe inchangé. Ces deux dernières années ont été consacrées à la recherche et au développement des voitures à moteur 131. Ces dernières sont donc destinées à la clientèle habituelle de Fiat, qui, traditionnellement, recherche avant tout le plaisir.

Leur puissance, par rapport à 131, 1300 et 1600, augmente progressivement de 13 ch. et ch. (78 ch. et 96 ch. DIN à 100 t/mn), mais leur couple moteur passe inchangé. Ces deux dernières années ont été consacrées à la recherche et au développement des voitures à moteur 131. Ces dernières sont donc destinées à la clientèle habituelle de Fiat, qui, traditionnellement, recherche avant tout le plaisir.

Leur puissance, par rapport à 131, 1300 et 1600, augmente progressivement de 13 ch. et ch. (78 ch. et 96 ch. DIN à 100 t/mn), mais leur couple moteur passe inchangé. Ces deux dernières années ont été consacrées à la recherche et au développement des voitures à moteur 131. Ces dernières sont donc destinées à la clientèle habituelle de Fiat, qui, traditionnellement, recherche avant tout le plaisir.

Leur puissance, par rapport à 131, 1300 et 1600, augmente progressivement de 13 ch. et ch. (78 ch. et 96 ch. DIN à 100 t/mn), mais leur couple moteur passe inchangé. Ces deux dernières années ont été consacrées à la recherche et au développement des voitures à moteur 131. Ces dernières sont donc destinées à la clientèle habituelle de Fiat, qui, traditionnellement, recherche avant tout le plaisir.

Leur puissance, par rapport à 131, 1300 et 1600, augmente progressivement de 13 ch. et ch. (78 ch. et 9

AFFAIRES

Textiles : producteurs et distributeurs vont coopérer plus étroitement

Les représentants de la distribution et de la production de produits textiles et d'habillement ont signé, jeudi 16 février, en présence de M. Antoine Rufenacht, secrétaire d'Etat à l'Industrie au commerce et à l'artisanat un protocole d'accord. Ce protocole, sorte de « code de bonne conduite », précise les règles de comportement que les fédérations professionnelles de la distribution, d'une part, et de la production, d'autre part, s'efforceront de faire respecter par leurs adhérents. Les distributeurs s'engagent notamment à « assurer la compétition la production nationale avec l'importation dans les mêmes conditions de quantités et de délais, la production française étant consultée systématiquement avant le départ des acheteurs à l'étranger », à passer des commandes « portant sur des quantités importantes », à « assurer une énergie et un moyen terme » et des commandes « longtemps à l'avance ». Et en contrepartie, les producteurs proposeront des prix dégressifs en fonction des quantités demandées et porteront « une attention toute particulière au respect des délais ». De leur côté, les pouvoirs publics soutiendront ces initiatives par des interventions dans l'industrie et le développement industriel et du CIRIT, « afin d'améliorer les fonds propres des entreprises de confection produisant des articles de grande distribution », et par des prêts du FIDES destinés à « faciliter les opérations exemplaires issues de la concertation entre producteurs et distributeurs ». M. Rufenacht, après avoir souligné l'importance de ce protocole, résultats des nombreuses réunions organisées depuis un

M. ROGER FAUROUX EST NOMMÉ PRÉSIDENT DE LA COMMISSION DE L'EXPANSION À L'ÉTRANGER DU C.N.P.F.

Sur proposition de M. Jacques Ferry, qui préside la commission de politique économique générale du Conseil national du patronat français (C.N.P.F.), M. Roger Fauroux, président de Saint-Gobain Industries, directeur de la construction dans le groupe Saint-Gobain-Pont-à-Mousson et président de Saint-Gobain Industries, a été nommé à la présidence de la commission de l'expansion à l'étranger du C.N.P.F. Il remplace M. José Bidegain, qui avait quitté le conseil exécutif de l'organisation patronale en décembre.

À l'âge de cinquante et un ans, ancien élève de l'École normale supérieure et de l'École nationale d'administration, M. Fauroux est inspecteur général des Ponts et Chaussées. À Pont-à-Mousson, il est nommé en 1972 directeur général adjoint du groupe Saint-Gobain-Pont-à-Mousson. En 1976, il devient président de Saint-Gobain Industries. M. Fauroux est considéré comme le dauphin de M. Roger Martin, l'actuel président du groupe Saint-Gobain-Pont-à-Mousson.

TRANSPORTS

Concorde en danger ?

L'idée qu'Air France puisse arrêter l'exploitation du Concorde est en l'air. Certains ministres gouvèrnementaux ne cachent pas la véritable nature de cette hypothèse, même si elle refuse de fixer des échéances.

Ces rumeurs reposent sur un constat, ou du moins une crainte, d'un avion supersonique aussi jamais rentable.

La compagnie nationale exploite quatre Concorde. « Un cinquième serait nécessaire pour permettre à Air France d'assurer ses vols dans le cadre d'un accord de répartition », expliquait récemment M. René Camus, président du Syndicat national des pilotes de ligne. L'extension du réseau supersonique — et singulièrement la desserte quotidienne de New-York depuis le 22 novembre 1977 — impose, à son avis, un avion de réserve supplémentaire pour parer aux incidents techniques.

Air France a de meilleures chances d'atteindre un jour le seuil de rentabilité, 65 % de taux d'occupation, deux mille sept cent cinquante heures par an et par appareil — avec quatre Concorde plutôt qu'avec cinq. Mais la multiplication des incidents techniques, inévitable, selon de nombreux experts, puisque les réacteurs d'avion supersonique poussent à bout, sont d'autant plus dévastateurs qu'ils risquent de détourner les passagers et finalement de ternir l'image de marque de la compagnie nationale.

Si Air France était en mesure d'acquérir un cinquième Concorde, elle pourrait offrir à une clientèle qui paye le prix fort un service sans défaillances de meilleure qualité. Mais le poids de cet investissement supplémentaire — et surtout la nécessité d'obligation obligatoire à étendre le réseau supersonique et, faut-il le rappeler, à reculer l'échéance de défaillance —, empêcherait le Concorde de tenter le pari.

De quelque façon qu'elle se prenne pour tirer le meilleur parti de Concorde, Air France aura du mal à sortir de ce dilemme. Elle continuera de se heurter à des obstacles financiers, techniques et

URBANISME

L'INSTRUCTION DES PERMIS DE CONSTRUIRE SERA SIMPLIFIÉE ET ACCÉLÉRÉE

L'administration de l'équipement souhaite entretenir des rapports plus étroits avec les usagers. M. Fernand Icart, ministre de l'équipement et de l'aménagement du territoire, a annoncé à Nice le vendredi 17 février qu'il avait envoyé aux directeurs départementaux une circulaire définissant les moyens d'assurer les rapports avec le public pour ce qui concerne le permis de construire.

D'ici à deux ans, les demandes de permis de construire (environ un million par an) seront insérées dans les mille quatre cents subdivisions au lieu d'actuellement dans les quatre-vingt-quatre directions départementales. Certains départements, comme la Moselle, la Ardèche, le Maine-et-Loire et l'Essonne pratiquent déjà cette déconcentration.

LES PÉTROLIERS DE PLUS DE 20 000 TONNES DEVONT MODIFIER LA DISPOSITION DE LEURS CUVES

London (Reuters). — L'organisation internationale consultative de la navigation maritime (IMCO), a échappé, le vendredi 17 février, sa session de Londres en adoptant une série de mesures destinées à prévenir les risques de pollution de la mer par les pétroliers. Il s'agit notamment de l'installation à bord de ces navires de cuves indépendantes de celles qui servent à transporter le pétrole brut (système des « ballasts séparés ») et des équipements en radars.

A l'heure actuelle, la plupart des pétroliers qui naviguent à vide remontent leurs cuves d'eau de mer pour que la stabilité du navire soit assurée. Mais, lorsqu'ils se chargent en pétrole brut, ils rejettent l'eau de mer qu'ils avaient emmagasinée et polluent par conséquent les océans. Le système des ballasts séparés devrait être rendu obligatoire sur les tankers de plus de 20 000 tonnes.

Le Monde

Service des Abonnements
5, rue de l'Amiral
75007 PARIS - CHODOR 63
C.C.P. 387-130

A B O N N E M E N T S
3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE : D.O.M. & T.O.M.
125 F 255 F 385 F 515 F
TOUJOURS NORMALISÉE
PAR VOIE NORMALISÉE
205 F 350 F 515 F 700 F

STRANGER
(par messageries)

L.-P. — BELGIQUE-LUXEMBOURG
PAYS-BAS - SUISSE
125 F 255 F 385 F 515 F

II. — TUNISIE
125 F 245 F 360 F 500 F

Par voie aérienne

Tarif sur demande

Les abonnés qui paient par chèque postal (trouls violet) pourront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresses doivent être provisés (deux ou trois mois) et nos amis qui nous sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'enveloppe à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligation de régler tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

MANUFRANCE : nomination d'un administrateur délégué

Manufrance n'a toujours pas de P.D.G. Le conseil d'administration, qui devait désigner le vendredi 17 février un successeur à M. Henri Fontenelle — démissionnaire après avoir repris pour huit jours ses anciennes fonctions, — a nommé un administrateur délégué, M. Jean Hamon, coopté le même jour. M. Jean Hamon restera en poste jusqu'au 28 février. Son mandat, précise le communiqué de Manufrance, « évoquera le tout jalon au cours de l'année 1978 ». Il aura donc à sa disposition deux ans pour établir une nouvelle direction de la société.

Le conseil a également nommé un administrateur délégué, M. Jean Hamon, coopté le même jour. M. Jean Hamon restera en poste jusqu'au 28 février. Son mandat, précise le communiqué de Manufrance, « évoquera le tout jalon au cours de l'année 1978 ». Il aura donc à sa disposition deux ans pour établir une nouvelle direction de la société.

Le conseil a également nommé un administrateur délégué, M. Jean Hamon, coopté le même jour. M. Jean Hamon restera en poste jusqu'au 28 février. Son mandat, précise le communiqué de Manufrance, « évoquera le tout jalon au cours de l'année 1978 ». Il aura donc à sa disposition deux ans pour établir une nouvelle direction de la société.

Le conseil a également nommé un administrateur délégué, M. Jean Hamon, coopté le même jour. M. Jean Hamon restera en poste jusqu'au 28 février. Son mandat, précise le communiqué de Manufrance, « évoquera le tout jalon au cours de l'année 1978 ». Il aura donc à sa disposition deux ans pour établir une nouvelle direction de la société.

Le conseil a également nommé un administrateur délégué, M. Jean Hamon, coopté le même jour. M. Jean Hamon restera en poste jusqu'au 28 février. Son mandat, précise le communiqué de Manufrance, « évoquera le tout jalon au cours de l'année 1978 ». Il aura donc à sa disposition deux ans pour établir une nouvelle direction de la société.

Le conseil a également nommé un administrateur délégué, M. Jean Hamon, coopté le même jour. M. Jean Hamon restera en poste jusqu'au 28 février. Son mandat, précise le communiqué de Manufrance, « évoquera le tout jalon au cours de l'année 1978 ». Il aura donc à sa disposition deux ans pour établir une nouvelle direction de la société.

Le conseil a également nommé un administrateur délégué, M. Jean Hamon, coopté le même jour. M. Jean Hamon restera en poste jusqu'au 28 février. Son mandat, précise le communiqué de Manufrance, « évoquera le tout jalon au cours de l'année 1978 ». Il aura donc à sa disposition deux ans pour établir une nouvelle direction de la société.

Le conseil a également nommé un administrateur délégué, M. Jean Hamon, coopté le même jour. M. Jean Hamon restera en poste jusqu'au 28 février. Son mandat, précise le communiqué de Manufrance, « évoquera le tout jalon au cours de l'année 1978 ». Il aura donc à sa disposition deux ans pour établir une nouvelle direction de la société.

Le conseil a également nommé un administrateur délégué, M. Jean Hamon, coopté le même jour. M. Jean Hamon restera en poste jusqu'au 28 février. Son mandat, précise le communiqué de Manufrance, « évoquera le tout jalon au cours de l'année 1978 ». Il aura donc à sa disposition deux ans pour établir une nouvelle direction de la société.

Le conseil a également nommé un administrateur délégué, M. Jean Hamon, coopté le même jour. M. Jean Hamon restera en poste jusqu'au 28 février. Son mandat, précise le communiqué de Manufrance, « évoquera le tout jalon au cours de l'année 1978 ». Il aura donc à sa disposition deux ans pour établir une nouvelle direction de la société.

Le conseil a également nommé un administrateur délégué, M. Jean Hamon, coopté le même jour. M. Jean Hamon restera en poste jusqu'au 28 février. Son mandat, précise le communiqué de Manufrance, « évoquera le tout jalon au cours de l'année 1978 ». Il aura donc à sa disposition deux ans pour établir une nouvelle direction de la société.

Le conseil a également nommé un administrateur délégué, M. Jean Hamon, coopté le même jour. M. Jean Hamon restera en poste jusqu'au 28 février. Son mandat, précise le communiqué de Manufrance, « évoquera le tout jalon au cours de l'année 1978 ». Il aura donc à sa disposition deux ans pour établir une nouvelle direction de la société.

Le conseil a également nommé un administrateur délégué, M. Jean Hamon, coopté le même jour. M. Jean Hamon restera en poste jusqu'au 28 février. Son mandat, précise le communiqué de Manufrance, « évoquera le tout jalon au cours de l'année 1978 ». Il aura donc à sa disposition deux ans pour établir une nouvelle direction de la société.

Le conseil a également nommé un administrateur délégué, M. Jean Hamon, coopté le même jour. M. Jean Hamon restera en poste jusqu'au 28 février. Son mandat, précise le communiqué de Manufrance, « évoquera le tout jalon au cours de l'année 1978 ». Il aura donc à sa disposition deux ans pour établir une nouvelle direction de la société.

Le conseil a également nommé un administrateur délégué, M. Jean Hamon, coopté le même jour. M. Jean Hamon restera en poste jusqu'au 28 février. Son mandat, précise le communiqué de Manufrance, « évoquera le tout jalon au cours de l'année 1978 ». Il aura donc à sa disposition deux ans pour établir une nouvelle direction de la société.

Le conseil a également nommé un administrateur délégué, M. Jean Hamon, coopté le même jour. M. Jean Hamon restera en poste jusqu'au 28 février. Son mandat, précise le communiqué de Manufrance, « évoquera le tout jalon au cours de l'année 1978 ». Il aura donc à sa disposition deux ans pour établir une nouvelle direction de la société.

Le conseil a également nommé un administrateur délégué, M. Jean Hamon, coopté le même jour. M. Jean Hamon restera en poste jusqu'au 28 février. Son mandat, précise le communiqué de Manufrance, « évoquera le tout jalon au cours de l'année 1978 ». Il aura donc à sa disposition deux ans pour établir une nouvelle direction de la société.

Le conseil a également nommé un administrateur délégué, M. Jean Hamon, coopté le même jour. M. Jean Hamon restera en poste jusqu'au 28 février. Son mandat, précise le communiqué de Manufrance, « évoquera le tout jalon au cours de l'année 1978 ». Il aura donc à sa disposition deux ans pour établir une nouvelle direction de la société.

Le conseil a également nommé un administrateur délégué, M. Jean Hamon, coopté le même jour. M. Jean Hamon restera en poste jusqu'au 28 février. Son mandat, précise le communiqué de Manufrance, « évoquera le tout jalon au cours de l'année 1978 ». Il aura donc à sa disposition deux ans pour établir une nouvelle direction de la société.

Le conseil a également nommé un administrateur délégué, M. Jean Hamon, coopté le même jour. M. Jean Hamon restera en poste jusqu'au 28 février. Son mandat, précise le communiqué de Manufrance, « évoquera le tout jalon au cours de l'année 1978 ». Il aura donc à sa disposition deux ans pour établir une nouvelle direction de la société.

Le conseil a également nommé un administrateur délégué, M. Jean Hamon, coopté le même jour. M. Jean Hamon restera en poste jusqu'au 28 février. Son mandat, précise le communiqué de Manufrance, « évoquera le tout jalon au cours de l'année 1978 ». Il aura donc à sa disposition deux ans pour établir une nouvelle direction de la société.

Le conseil a également nommé un administrateur délégué, M. Jean Hamon, coopté le même jour. M. Jean Hamon restera en poste jusqu'au 28 février. Son mandat, précise le communiqué de Manufrance, « évoquera le tout jalon au cours de l'année 1978 ». Il aura donc à sa disposition deux ans pour établir une nouvelle direction de la société.

Le conseil a également nommé un administrateur délégué, M. Jean Hamon, coopté le même jour. M. Jean Hamon restera en poste jusqu'au 28 février. Son mandat, précise le communiqué de Manufrance, « évoquera le tout jalon au cours de l'année 1978 ». Il aura donc à sa disposition deux ans pour établir une nouvelle direction de la société.

Le conseil a également nommé un administrateur délégué, M. Jean Hamon, coopté le même jour. M. Jean Hamon restera en poste jusqu'au 28 février. Son mandat, précise le communiqué de Manufrance, « évoquera le tout jalon au cours de l'année 1978 ». Il aura donc à sa disposition deux ans pour établir une nouvelle direction de la société.

Le conseil a également nommé un administrateur délégué, M. Jean Hamon, coopté le même jour. M. Jean Hamon restera en poste jusqu'au 28 février. Son mandat, précise le communiqué de Manufrance, « évoquera le tout jalon au cours de l'année 1978 ». Il aura donc à sa disposition deux ans pour établir une nouvelle direction de la société.

Le conseil a également nommé un administrateur délégué, M. Jean Hamon, coopté le même jour. M. Jean Hamon restera en poste jusqu'au 28 février. Son mandat, précise le communiqué de Manufrance, « évoquera le tout jalon au cours de l'année 1978 ». Il aura donc à sa disposition deux ans pour établir une nouvelle direction de la société.

Le conseil a également nommé un administrateur délégué, M. Jean Hamon, coopté le même jour. M. Jean Hamon restera en poste jusqu'au 28 février. Son mandat, précise le communiqué de Manufrance, « évoquera le tout jalon au cours de l'année 1978 ». Il aura donc à sa disposition deux ans pour établir une nouvelle direction de la société.

Le conseil a également nommé un administrateur délégué, M. Jean Hamon, coopté le même jour. M. Jean Hamon restera en poste jusqu'au 28 février. Son mandat, précise le communiqué de Manufrance, « évoquera le tout jalon au cours de l'année 1978 ». Il aura donc à sa disposition deux ans pour établir une nouvelle direction de la société.

Le conseil a également nommé un administrateur délégué, M. Jean Hamon, coopté le même jour. M. Jean Hamon restera en poste jusqu'au 28 février. Son mandat, précise le communiqué de Manufrance, « évoquera le tout jalon au cours de l'année 1978 ». Il aura donc à sa disposition deux ans pour établir une nouvelle direction de la société.

Le conseil a également nommé un administrateur délégué, M. Jean Hamon, coopté le même jour. M. Jean Hamon restera en poste jusqu'au 28 février. Son mandat, précise le communiqué de Manufrance, « évoquera le tout jalon au cours de l'année 1978 ». Il aura donc à sa disposition deux ans pour établir une nouvelle direction de la société.

Le conseil a également nommé un administrateur délégué, M. Jean Hamon, coopté le même jour. M. Jean Hamon restera en poste jusqu'au 28 février. Son mandat, précise le communiqué de Manufrance, « évoquera le tout jalon au cours de l'année 1978 ». Il aura donc à sa disposition deux ans pour établir une nouvelle direction de la société.

Le conseil a également nommé un administrateur délégué, M. Jean Hamon, coopté le même jour. M. Jean Hamon restera en poste jusqu'au 28 février. Son mandat, précise le communiqué de Manufrance, « évoquera le tout jalon au cours de l'année 1978 ». Il aura donc à sa disposition deux ans pour établir une nouvelle direction de la société.

Le conseil a également nommé un administrateur délégué, M. Jean Hamon, coopté le même jour. M. Jean Hamon restera en poste jusqu'au 28 février. Son mandat, précise le communiqué de Manufrance, « évoquera le tout jalon au cours de l'année 1978 ». Il aura donc à sa disposition deux ans pour établir une nouvelle direction de la société.

Le conseil a également nommé un administrateur délégué, M. Jean Hamon, coopté le même jour. M. Jean Hamon restera en poste jusqu'au 28 février. Son mandat, préc

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

- 2. IDEES
- CONSTITUTION : « Synthèse ou parenthèse ? », par Georges Vedel ; « Deux précisions », par Maurice Duverger.
- 3. ETRANGER
- Débats politiques et construction économique en Chine.
- 3. DIPLOMATIE
- 4. AFRIQUE
- 5. EUROPE
- 8 à 11. POLITIQUE
- LA PRÉPARATION DES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES :
- Le vote des Français de l'étranger.
- M. Séguin critique le programme chiffré du parti socialiste.
- DOSSIER : les partis et l'éducation.
- Les partis face aux écolages.

LE MONDE AUJOURD'HUI

- Pages 9 à 15
- Au fil de la semaine : La presse des jeunes, par Pierre Vianson-Ponti.
- Lettre de Port-Louis, par Philippe Decroux.
- A Saint-Denis, la librairie des poésies, par Anne Gallois.
- RADIO-TELEVISION : Savoir pour comprendre, par Claude Barrau ; L'art et l'argent, par Xavier Delcourt.

- 16-17. CULTURE
- 18. SOCIÉTÉ
- 19-22. FISCALE
- Comment rédiger votre déclaration de revenus.
- 23-24. ÉCONOMIE-REGIONS
- 24-25. LA SEMAINE FINANCIÈRE

LIRE ÉGALEMENT

- RADIO-TELEVISION (11 à 14)
- Carat (18) ; Informations pratiques (18) ; « Journal officiel » (18) ; Médecinologie (18) ; Mots croisés (18).

En janvier

LE DÉFICIT COMMERCIAL DE LA FRANCE A ÉTÉ DE 1,8 MILLIARD DE FRANCS

La balance commerciale de France pour le mois de janvier a été déficiente de 2 085 millions de francs. Les exportations ont atteint 25 822 millions et les importations 25 537 millions de francs. Après correction des variations saisonnières, le déficit n'est que de 1 854 millions, correspondant à un taux de couverture des achats par les ventes de 93,5 % (les exportations s'élevant à 25 721 millions de francs et les importations à 26 877 millions de francs).

Ce nouveau résultat doit être interprété avec prudence. Il résulte en effet, après un fort excédent en décembre (+ 1,6 milliard de francs). Sur les trois derniers mois, le taux de couverture des achats par les ventes est de 97 %, ce qui représente un déficit moyen de 900 millions de francs par mois (et depuis le mois de septembre — date du redressement de la balance commerciale française — le déficit moyen mensuel est de 450 millions de francs).

Le déficit important du mois de janvier vient essentiellement, selon le ministère du commerce extérieur, à l'évolution des échanges agro-alimentaires (+ 1 350 milliard de francs). « Ce creux aberrant — il n'a pas même été atteint lors de la sécheresse — serait lié au mésaument des montants compensatoires et à la dévaluation du franc vert.

FLAMBÉE DES PRIX DES LÉGUMES ET DES VOLAILLES A RUNGIS

Depuis le début de février, les prix de la plupart des légumes et des volailles ont fortement augmenté sur le marché de gros de Rungis. En deux semaines, le prix des choux de Bruxelles a doublé (+ 100 %), le porc (+ 120 %), le prix des poitrines a progressé de 75 %, ceux des carottes, des navets, des choux, de 50 %, celui du céleri à branche de 40 %. Seuls les pommes de terre (stabiles) et, à un moindre titre, les choux-fleur (21 %) ont été épargnés par la flambée des cours.

Ces hausses sensibles, selon un communiqué du ministère des finances, s'expliquent par les mauvaises conditions climatiques et étaient prévisibles.

Le gel, le froid et la neige n'expliquent pas en revanche l'augmentation des prix des volailles.

A B C D E F G

Après la rupture d'une canalisation de gaz

Une série d'explosions provoquent la mort de cinq personnes dans plusieurs immeubles du 16^e arrondissement

Une information contre X pour homicide et blessures involontaires a été ouverte par le parquet de Paris et confiée à M. Alain Vernier, juge d'instruction, après qu'une série d'explosions — connues du Colonel-Bonnet, une avenue des Sables — aient ravagé, dans l'après-midi du vendredi 17 février, plusieurs immeubles du quartier de Passy, dans le 16^e arrondissement de Paris, et dont le bilan provisoire s'établissait, ce samedi matin, selon la préfecture de police, à cinq morts et soixante blessés, dont trente sont dans un état grave.

Plusieurs centaines d'habitants ont dû être évacués. Une partie d'entre eux trouvent refuge chez des amis ou parents, tandis que cent trente autres étaient provisoirement relogés par les services municipaux.

M. Jacques Chirac, maire de Paris, a interrompu une tournée électorale en France-Comté pour regagner la capitale. « Il s'est rendu sur les lieux de la catastrophe au cours de la nuit.

Selon le général Gérald, commandant de la brigade des sapeurs-pompiers de Paris, les explosions sont dues au gaz. Une « conduite maîtresse » a, en effet, été rompue, occasionnant l'échappement d'une nappe de gaz qui s'est propagée dans tous les points bas du quartier — caves et égouts — provoquant des explosions plus ou moins fortes. Toutefois, il reste à déterminer la cause véritable de l'explosion initiale, qui a soufflé un immeuble de l'avenue du Colonel-Bonnet.

Une fourchette de 5 à 15 %

Un des responsables de Gaz de France a indiqué qu'il n'était pas certain que cette première explosion soit due à une fuite de gaz. Quant à la rupture de la conduite, on estime pour l'instant qu'elle a pu être la conséquence d'un mouvement de terrain, naturel.

Le 17. CULTURE

18. SOCIÉTÉ

19-22. FISCALE

— Comment rédiger votre déclaration de revenus.

23-24. ÉCONOMIE-REGIONS

24-25. LA SEMAINE FINANCIÈRE

Ancien ministre égyptien

M. YOUSSEF SEBAI EST VICTIME D'UN ATTENTAT À CHYPRE

Nicosie (A.F.P., A.P.J.) — M. Youssef Sebai, secrétaire général égyptien du Mouvement de solidarité avec les peuples africains, a été tué ce samedi 18 février dans un attentat, commis à Nicosie, au cours d'une réunion du présumé du mouvement.

Aussitôt après les coups de feu, un groupe d'hommes armés, que l'on croit être des arabes, s'est emparé d'une trentaine d'otages, qu'ils détenaient toujours, en fin de matinée, dans la cafétéria de l'hôtel Hilton.

Ancien ministre de l'information et président du conseil d'administration d'Al Ahram, M. Sebai est un membre influent du parti socialiste égyptien (gouvernement). A titre, il avait accompagné le président Sadat lors de son voyage à Jérusalem.

LE GROUPE BAADER-MEINHOF REVENDIQUE UN ATTENTAT CONTRE LE SIÈGE DE LA LUFTHANSA À BOGOTA

Bogota (A.F.P., A.P.J.) — Un attentat a été commis vendredi matin 17 février dans la capitale colombienne contre les locaux de la compagnie aérienne ouest-allemande Lufthansa. L'explosion d'une bombe a provoqué d'importants dégâts matériels, mais n'a fait aucune victime.

Cet attentat a été revendiqué dans la journée par le groupe Baader-Meinhof, dont plusieurs membres se trouvaient à Bogota selon la police de Bogota. Dans un message adressé à différents journaux, il est indiqué que cette opération constitue « une série d'attaques contre les monopoles ouest-allemands et américains qui exploitent les peuples opprimés du monde. Avec le peuple, de peu d'importance mais significatif, des objectifs de grande importance ont été atteints », ajoutent les auteurs du message.

Le 5 novembre dernier, les survivants du groupe Baader-Meinhof avaient envoyé à plusieurs organes de presse un texte déclarant ils avaient quitté l'Allemagne pour se réfugier au Liban.

Ces menaces ont été démenties

par le groupe Baader-Meinhof.

Le 5 novembre dernier, les survivants du groupe Baader-Meinhof avaient envoyé à plusieurs organes de presse un texte déclarant ils avaient quitté l'Allemagne pour se réfugier au Liban.

Ces menaces ont été démenties

par le groupe Baader-Meinhof.

Le 5 novembre dernier, les survivants du groupe Baader-Meinhof avaient envoyé à plusieurs organes de presse un texte déclarant ils avaient quitté l'Allemagne pour se réfugier au Liban.

Ces menaces ont été démenties

par le groupe Baader-Meinhof.

Le 5 novembre dernier, les survivants du groupe Baader-Meinhof avaient envoyé à plusieurs organes de presse un texte déclarant ils avaient quitté l'Allemagne pour se réfugier au Liban.

Ces menaces ont été démenties

par le groupe Baader-Meinhof.

Le 5 novembre dernier, les survivants du groupe Baader-Meinhof avaient envoyé à plusieurs organes de presse un texte déclarant ils avaient quitté l'Allemagne pour se réfugier au Liban.

Ces menaces ont été démenties

par le groupe Baader-Meinhof.

Le 5 novembre dernier, les survivants du groupe Baader-Meinhof avaient envoyé à plusieurs organes de presse un texte déclarant ils avaient quitté l'Allemagne pour se réfugier au Liban.

Ces menaces ont été démenties

par le groupe Baader-Meinhof.

Le 5 novembre dernier, les survivants du groupe Baader-Meinhof avaient envoyé à plusieurs organes de presse un texte déclarant ils avaient quitté l'Allemagne pour se réfugier au Liban.

Ces menaces ont été démenties

par le groupe Baader-Meinhof.

Le 5 novembre dernier, les survivants du groupe Baader-Meinhof avaient envoyé à plusieurs organes de presse un texte déclarant ils avaient quitté l'Allemagne pour se réfugier au Liban.

Ces menaces ont été démenties

par le groupe Baader-Meinhof.

Le 5 novembre dernier, les survivants du groupe Baader-Meinhof avaient envoyé à plusieurs organes de presse un texte déclarant ils avaient quitté l'Allemagne pour se réfugier au Liban.

Ces menaces ont été démenties

par le groupe Baader-Meinhof.

Le 5 novembre dernier, les survivants du groupe Baader-Meinhof avaient envoyé à plusieurs organes de presse un texte déclarant ils avaient quitté l'Allemagne pour se réfugier au Liban.

Ces menaces ont été démenties

par le groupe Baader-Meinhof.

Le 5 novembre dernier, les survivants du groupe Baader-Meinhof avaient envoyé à plusieurs organes de presse un texte déclarant ils avaient quitté l'Allemagne pour se réfugier au Liban.

Ces menaces ont été démenties

par le groupe Baader-Meinhof.

Le 5 novembre dernier, les survivants du groupe Baader-Meinhof avaient envoyé à plusieurs organes de presse un texte déclarant ils avaient quitté l'Allemagne pour se réfugier au Liban.

Ces menaces ont été démenties

par le groupe Baader-Meinhof.

Le 5 novembre dernier, les survivants du groupe Baader-Meinhof avaient envoyé à plusieurs organes de presse un texte déclarant ils avaient quitté l'Allemagne pour se réfugier au Liban.

Ces menaces ont été démenties

par le groupe Baader-Meinhof.

Le 5 novembre dernier, les survivants du groupe Baader-Meinhof avaient envoyé à plusieurs organes de presse un texte déclarant ils avaient quitté l'Allemagne pour se réfugier au Liban.

Ces menaces ont été démenties

par le groupe Baader-Meinhof.

Le 5 novembre dernier, les survivants du groupe Baader-Meinhof avaient envoyé à plusieurs organes de presse un texte déclarant ils avaient quitté l'Allemagne pour se réfugier au Liban.

Ces menaces ont été démenties

par le groupe Baader-Meinhof.

Le 5 novembre dernier, les survivants du groupe Baader-Meinhof avaient envoyé à plusieurs organes de presse un texte déclarant ils avaient quitté l'Allemagne pour se réfugier au Liban.

Ces menaces ont été démenties

par le groupe Baader-Meinhof.

Le 5 novembre dernier, les survivants du groupe Baader-Meinhof avaient envoyé à plusieurs organes de presse un texte déclarant ils avaient quitté l'Allemagne pour se réfugier au Liban.

Ces menaces ont été démenties

par le groupe Baader-Meinhof.

Le 5 novembre dernier, les survivants du groupe Baader-Meinhof avaient envoyé à plusieurs organes de presse un texte déclarant ils avaient quitté l'Allemagne pour se réfugier au Liban.

Ces menaces ont été démenties

par le groupe Baader-Meinhof.

Le 5 novembre dernier, les survivants du groupe Baader-Meinhof avaient envoyé à plusieurs organes de presse un texte déclarant ils avaient quitté l'Allemagne pour se réfugier au Liban.

Ces menaces ont été démenties

par le groupe Baader-Meinhof.

Le 5 novembre dernier, les survivants du groupe Baader-Meinhof avaient envoyé à plusieurs organes de presse un texte déclarant ils avaient quitté l'Allemagne pour se réfugier au Liban.

Ces menaces ont été démenties

par le groupe Baader-Meinhof.

Le 5 novembre dernier, les survivants du groupe Baader-Meinhof avaient envoyé à plusieurs organes de presse un texte déclarant ils avaient quitté l'Allemagne pour se réfugier au Liban.

Ces menaces ont été démenties

par le groupe Baader-Meinhof.

Le 5 novembre dernier, les survivants du groupe Baader-Meinhof avaient envoyé à plusieurs organes de presse un texte déclarant ils avaient quitté l'Allemagne pour se réfugier au Liban.

Ces menaces ont été démenties

par le groupe Baader-Meinhof.

Le 5 novembre dernier, les survivants du groupe Baader-Meinhof avaient envoyé à plusieurs organes de presse un texte déclarant ils avaient quitté l'Allemagne pour se réfugier au Liban.

Ces menaces ont été démenties

par le groupe Baader-Meinhof.

Le 5 novembre dernier, les survivants du groupe Baader-Meinhof avaient envoyé à plusieurs organes de presse un texte déclarant ils avaient quitté l'Allemagne pour se réfugier au Liban.